

Brookfield Business — Partners L.P.

RAPPORT INTERMÉDIAIRE DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2018

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS DE

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les
trimestres et les semestre clos les 30 juin 2018 et 2017

**TABLE DES MATIÈRES DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES
RÉSUMÉS NON AUDITÉS DE BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.**

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités	3
États consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités	4
États consolidés intermédiaires résumés du résultat global non audités	5
États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres non audités	6
Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités	7
Notes annexes	8

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE NON AUDITÉS

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Notes	30 juin 2018	31 décembre 2017
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 873 \$	1 106 \$
Actifs financiers	5	484	361
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	6	3 676	3 454
Stocks, montant net	7	1 254	1 068
Actifs détenus en vue de la vente	8	96	14
Autres actifs	9	445	430
Actifs courants		7 828	6 433
Actifs financiers	5	462	423
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	6	778	908
Autres actifs	9	73	79
Immobilisations corporelles		2 575	2 530
Actifs d'impôt différé		256	174
Immobilisations incorporelles		2 909	3 094
Placements mis en équivalence	10	483	609
Goodwill		1 677	1 554
Total de l'actif		17 041 \$	15 804 \$
Passif et capitaux propres			
Passif			
Créditeurs et autres	11	5 454 \$	4 865 \$
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	8	15	—
Emprunts	13	606	825
Passifs courants		6 075	5 690
Créditeurs et autres	11	731	773
Emprunts	13	4 473	2 440
Passifs d'impôt différé		807	837
Total du passif		12 086 \$	9 740 \$
Capitaux propres			
Commanditaires	16	1 477 \$	1 585 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux :			
Parts de rachat-échange, actions privilégiées et parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield Asset Management Inc.	16	1 348	1 453
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation		2 130	3 026
Total des capitaux propres		4 955	6 064
Total du passif et des capitaux propres		17 041 \$	15 804 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT NET NON AUDITÉS

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, sauf les montants par part)	Notes	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
		2018	2017	2018	2017
Produits	19	8 775 \$	4 870 \$	16 969 \$	6 804 \$
Coûts d'exploitation directs	18	(8 200)	(4 673)	(15 849)	(6 547)
Frais généraux et administratifs	19	(142)	(76)	(260)	(138)
Dotation aux amortissements	19	(105)	(88)	(211)	(153)
Charges d'intérêts	19	(83)	(50)	(169)	(69)
Bénéfice (perte) comptabilisé(e) selon la méthode de la mise en équivalence, montant net		(7)	14	10	24
Charge pour perte de valeur, montant net		—	(23)	—	(30)
Profit sur les acquisitions et cessions, montant net	8	90	9	106	281
Autres produits (charges), montant net		(7)	(9)	(21)	5
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat		321	(26)	575	177
(Charge) économie d'impôt					
Exigible		(52)	(4)	(80)	—
Différé		39	4	29	—
Bénéfice net (perte nette)		308 \$	(26) \$	524 \$	177 \$
Attribuable :					
Aux commanditaires		40 \$	(3) \$	5 \$	29 \$
Aux participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux :					
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management Inc.		38	(3)	4	31
Commanditaires spéciaux	16	41	—	184	—
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation		189	(20)	331	117
		308 \$	(26) \$	524 \$	177 \$
Bénéfice de base et dilué par part de société en commandite	16	0,60 \$	(0,06) \$	0,07 \$	0,55 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL NON AUDITÉS

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Notes	Trimestres clos les		Semestres clos les	
		30 juin		30 juin	
		2018	2017	2018	2017
Bénéfice net (perte nette)		308 \$	(26) \$	524 \$	177 \$
Autres éléments du résultat global :					
Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement en résultat net :					
Écart de change		(280) \$	(25) \$	(323) \$	27 \$
Titres disponibles à la vente		—	22	—	(5)
Couvertures d'investissement net et de flux de trésorerie	4	57	(13)	80	(27)
Placements mis en équivalence	10	(1)	(1)	(3)	(1)
Impôt sur les éléments précédents		1	(1)	(4)	2
		(223)	(18)	(250)	(4)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net :					
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		32	—	56	—
Impôt sur l'élément précédent		—	—	(1)	—
Total des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)		(191)	(18)	(195)	(4)
Bénéfice global (perte globale)		117 \$	(44) \$	329 \$	173 \$
Attribuable :					
Aux commanditaires		17 \$	(2) \$	(26) \$	37 \$
Aux participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux :					
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management Inc.		15	(2)	(26)	40
Commanditaires spéciaux		41	—	184	—
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation		44	(40)	197	96
		117 \$	(44) \$	329 \$	173 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES NON AUDITÉS

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Commanditaires					Participations ne donnant pas le contrôle					Commanditaires spéciaux		Actions privilégiées	
						Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management Inc.								
	Capital	Bénéfices non distribués	Changement de propriété ¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) ²	Commanditaires	Capital	Bénéfices non distribués	Changement de propriété ¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) ²	Parts de rachat-échange	Bénéfices non distribués	Capital	Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	Total des capitaux propres
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	1 766	\$ (69)	\$ —	\$ (112)	\$ 1 585	1 674	\$ (71)	\$ —	\$ (165)	\$ 1 438	\$ —	15	\$ 3 026	\$ 6 064
Adoption de nouvelles normes comptables ³	—	(132)	—	—	(132)	—	(128)	—	—	(128)	—	—	(5)	(265)
Solde d'ouverture révisé au 1 ^{er} janvier 2018	1 766	(201)	—	(112)	1 453	1 674	(199)	—	(165)	1 310	—	15	3 021	5 799
Bénéfice net (perte nette)	—	5	—	—	5	—	4	—	—	4	184	—	331	524
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	—	(31)	(31)	—	—	—	(30)	(30)	—	—	(134)	(195)
Total du bénéfice global (de la perte globale)	—	5	—	(31)	(26)	—	4	—	(30)	(26)	184	—	197	329
Apports	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6
Distributions ⁴	—	(8)	—	—	(8)	—	(8)	—	—	(8)	(184)	—	(1 658)	(1 858)
Changement de propriété ¹	—	(25)	83	—	58	—	(24)	81	—	57	—	—	391	506
Acquisition d'une participation ⁵	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	173	173
Solde au 30 juin 2018	1 766	\$ (229)	\$ 83	\$ (143)	\$ 1 477	1 674	\$ (227)	\$ 81	\$ (195)	\$ 1 333	\$ —	15	\$ 2 130	\$ 4 955
Solde au 1 ^{er} janvier 2017	1 345	\$ 2	\$ —	\$ (141)	\$ 1 206	1 474	\$ 3	\$ —	\$ (197)	\$ 1 280	\$ —	15	\$ 1 537	\$ 4 038
Bénéfice net (perte nette)	—	29	—	—	29	—	31	—	—	31	—	—	117	177
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	—	8	8	—	—	—	9	9	—	—	(21)	(4)
Total du bénéfice global (de la perte globale)	—	29	—	8	37	—	31	—	9	40	—	—	96	173
Apports	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4
Distributions	—	(7)	—	—	(7)	—	(7)	—	—	(7)	—	—	(307)	(321)
Changement de propriété	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Acquisition d'une participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1 424	1 424
Autres	—	\$ (2)	\$ —	\$ —	(2)	—	(2)	\$ —	\$ —	(2)	\$ —	\$ —	—	(4)
Solde au 30 juin 2017	1 345	\$ 22	\$ —	(133)	1 234	1 474	\$ 25	\$ —	(188)	1 311	\$ —	15	2 754	5 314

1. Comprend les profits ou les pertes découlant des changements de participation dans les filiales consolidées.
2. Se reporter à la note 17 pour des renseignements supplémentaires.
3. Se reporter à la note 2 c) pour des renseignements supplémentaires sur l'adoption de nouvelles normes comptables.
4. Se reporter à la note 16 pour des renseignements supplémentaires au sujet des distributions en ce qui concerne les commanditaires spéciaux.
5. Se reporter à la note 3, Acquisition d'entreprises, pour des renseignements supplémentaires.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE NON AUDITÉS

		Semestres clos les 30 juin	
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Notes	2018	2017
Activités d'exploitation			
Bénéfice net (perte nette)		524 \$	177 \$
Ajusté pour tenir compte des éléments suivants :			
Quote-part des bénéfices non distribués des placements mis en équivalence		13	(24)
Charge pour perte de valeur, montant net		—	30
Dotation aux amortissements		211	153
Profit sur les acquisitions et cessions, montant net		(106)	(281)
Provisions et autres éléments		92	(9)
Charge (économie) d'impôt différé		(29)	—
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	20	(514)	(370)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		191	(324)
Activités de financement			
Produit d'emprunts		2 862	725
Remboursement d'emprunts		(1 113)	(426)
Produit d'autres facilités de crédit, montant net		270	358
Capital fourni par d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation		690	694
Distributions aux commanditaires et aux porteurs de parts de rachat-échange		(16)	(14)
Distributions aux porteurs de parts de société en commandite spéciales		(191)	—
Distributions à d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation	16	(1 607)	(307)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement		895	1 030
Activités d'investissement			
Acquisitions			
Filiales, déduction faite de la trésorerie acquise	3	(216)	(1 117)
Immobilisations corporelles et incorporelles		(156)	(90)
Placements mis en équivalence		(8)	—
Actifs financiers		(71)	(89)
Cessions			
Filiales, déduction faite de la trésorerie cédée		—	358
Immobilisations corporelles		55	12
Placements mis en équivalence		131	13
Actifs financiers		1	200
Règlement net de couvertures de change		4	(3)
Liquidités et dépôts soumis à restrictions		(18)	6
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement		(278)	(710)
Trésorerie			
Variation au cours de la période		808	(4)
Incidence du change sur la trésorerie		(41)	(1)
Solde au début de l'exercice		1 106	1 050
Solde à la fin de la période		1 873 \$	1 045 \$

La note 20 présente des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017**

NOTE 1. NATURE ET DESCRIPTION DE LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

Brookfield Business Partners L.P. et ses filiales (collectivement, la « société en commandite ») détiennent et exploitent des services commerciaux et des activités industrielles (l'« Entreprise ») à l'échelle mondiale. Brookfield Business Partners L.P. est une société en commandite constituée sous le régime des lois des Bermudes et structurée en vertu d'une convention de société en commandite, dans sa version modifiée le 31 mai 2016 et modifiée de nouveau le 17 juin 2016. Brookfield Business Partners L.P. est une filiale de Brookfield Asset Management Inc. (« Brookfield Asset Management », « Brookfield » ou la « société mère »). Les parts de société en commandite de Brookfield Business Partners L.P. sont cotées à la Bourse de New York et à la Bourse de Toronto sous les symboles « BBU » et « BBU.UN », respectivement. Le siège social de Brookfield Business Partners L.P. est situé au 73 Front Street, 5^e étage, Hamilton HM 12, Bermudes.

NOTE 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

a) Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société en commandite ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et selon les méthodes comptables utilisées par la société en commandite dans ses états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2017 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des normes comptables décrites ci-après. Les méthodes comptables utilisées par la société en commandite dans ses états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2017 et pour l'exercice clos à cette date sont présentées à la note 2 de ces états financiers consolidés, auxquels il convient de se reporter au cours de la lecture des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Tous les termes définis sont également décrits dans les états financiers consolidés annuels. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation et ils sont présentés en dollars américains, et les chiffres sont arrondis au million le plus près, sauf indication contraire.

La préparation des états financiers conformément à IAS 34 exige le recours à certaines estimations comptables critiques. Elle exige également de la direction qu'elle exerce son jugement pour l'application des méthodes comptables. Les estimations et jugements comptables critiques ont été présentés à la note 2 des états financiers consolidés au 31 décembre 2017 et pour l'exercice clos à cette date de la société en commandite. Aucun changement important n'a été apporté à la méthode de détermination des principaux jugements et estimations depuis le 31 décembre 2017, à l'exception des changements requis à la suite de l'adoption de nouvelles normes, tel qu'il est décrit ci-dessous.

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été approuvés par le conseil d'administration de la société en commandite, et leur date d'autorisation de publication est le 2 août 2018.

Révision des chiffres correspondants

Les chiffres correspondants relatifs aux flux de trésorerie pour le semestre clos le 30 juin 2017 ont été révisés afin de corriger une erreur non significative décelée par la direction relativement au reclassement, dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités, de flux de trésorerie liés aux découverts bancaires découlant d'une acquisition conclue par notre secteur Services commerciaux en mai 2017. Par conséquent, un montant de 358 M\$ (période de neuf mois close le 30 septembre 2017 – 339 M\$; exercice clos le 31 décembre 2017 – 360 M\$; trimestre clos le 31 mars 2018 – 177 M\$), auparavant présenté à titre de créditeurs et autres dans le poste Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net des activités d'exploitation, est désormais présenté au poste Produit d'autres facilités de crédit, montant net des activités de financement. Les chiffres correspondants de 2017 présentés dans l'information supplémentaire sur les flux de trésorerie de la note 20 ont également été mis à jour afin d'éliminer le découvert bancaire auparavant comptabilisé aux créditeurs et autres. Cette correction de classement au tableau des flux de trésorerie est non significative et elle n'a eu aucune incidence sur les états intermédiaires résumés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres non audités historiques de la société en commandite.

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

b) Nouvelles méthodes comptables adoptées

La société en commandite a appliqué de nouvelles normes et des normes révisées publiées par l'IASB, qui ont pris effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »), précise de quelle façon et à quel moment les produits doivent être comptabilisés et prescrit la présentation d'informations additionnelles. IFRS 15 exige la présentation d'informations au sujet de la nature, du montant, du calendrier et du degré d'incertitude des produits et des flux de trésorerie provenant de contrats conclus avec des clients. IFRS 15 annule et remplace IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IAS 11, *Contrats de construction*, et un certain nombre d'interprétations liées aux produits. IFRS 15 s'applique à presque tous les contrats conclus avec des clients, les principales exceptions concernant les contrats de location, les instruments financiers et les contrats d'assurance.

La société en commandite a adopté cette norme en utilisant l'approche rétrospective modifiée, selon laquelle un ajustement cumulatif est comptabilisé dans le solde d'ouverture des bénéfices non distribués le 1^{er} janvier 2018, comme si la norme avait toujours été en vigueur, et pour lequel les périodes correspondantes ne sont pas retraitées. La société en commandite a choisi de se prévaloir de la mesure de simplification à l'égard des modifications de contrats. Au moment de l'adoption, la société en commandite a comptabilisé une diminution du solde d'ouverture des bénéfices non distribués d'environ 260 M\$ attribuable à la société en commandite, déduction faite de l'impôt, découlant principalement de notre entreprise de services de construction. Selon IFRS 15, les produits tirés des contrats de services de construction de la société en commandite continueront d'être comptabilisés progressivement. Toutefois, un seuil de probabilité supérieur doit être atteint avant de pouvoir comptabiliser les produits liés à une contrepartie variable, notamment les incitatifs et les réclamations, et les variations découlant des modifications apportées à des contrats. En vertu d'IAS 18 et d'IAS 11, les produits étaient comptabilisés lorsqu'il était probable que les travaux réalisés donneraient lieu à des produits. En vertu d'IFRS 15, les produits sont plutôt comptabilisés lorsqu'il est hautement probable qu'aucun ajustement à la baisse important des produits n'aura lieu en raison de ces modifications. Se reporter à la note 2 c) pour connaître l'incidence de l'adoption d'IFRS 15.

i) Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), qui annule et remplace IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 établit des principes d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers en vue de la présentation d'informations pertinentes et utiles aux utilisateurs des états financiers pour l'appréciation des montants, du calendrier et du degré d'incertitude liés aux flux de trésorerie futurs de l'entité. Cette norme comprend également une nouvelle norme en matière de comptabilité de couverture générale qui lie plus étroitement la comptabilité de couverture aux activités de gestion des risques d'une entité. Elle ne modifie pas entièrement les différentes catégories de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité. Cependant, IFRS 9 permettra à un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées pour la gestion des risques d'être admissibles à l'application de la comptabilité de couverture et permettra d'exercer davantage son jugement au moment d'évaluer l'efficacité des relations de couverture. La société en commandite a adopté cette norme en utilisant l'approche rétrospective sans retraitement, selon laquelle un ajustement cumulatif est comptabilisé dans le solde d'ouverture des bénéfices non distribués le 1^{er} janvier 2018, comme si la norme avait toujours été en vigueur, et pour lequel les périodes correspondantes ne sont pas retraitées. Au moment de l'adoption, la société en commandite a comptabilisé un ajustement du solde d'ouverture des bénéfices non distribués de néant attribuable à la société en commandite, déduction faite de l'impôt. Se reporter à la note 2 e) pour connaître l'incidence de l'adoption d'IFRS 9.

ii) Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée

En décembre 2016, l'IASB a publié IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée* (« IFRIC 22 »), qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'interprétation précise que la date de la transaction aux fins de la détermination du cours de change à employer lors de la comptabilisation initiale de l'actif, de la charge ou du produit connexe (ou de la partie d'actif, de charge ou de produit connexe) est la date de la comptabilisation initiale, par l'entité, de l'actif non monétaire ou du passif non monétaire issu du paiement ou de la réception de la contrepartie anticipée. L'interprétation peut être appliquée de façon rétrospective ou prospective. L'adoption d'IFRIC 22 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017

c) Incidence de l'adoption des nouvelles normes IFRS

Au moment de l'adoption d'IFRS 15, nous avons comptabilisé une diminution totale du solde d'ouverture des bénéfices non distribués de 260 M\$ attribuable à la société en commandite, déduction faite de l'impôt, découlant principalement de notre secteur Services de construction. La société en commandite a aussi comptabilisé la réduction connexe de 125 M\$ des débiteurs et autres montants à recevoir, montant net, et une augmentation de 121 M\$ des créditeurs et autres passifs.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2018	Adoption de nouvelles normes comptables	Solde d'ouverture révisé au 1^{er} janvier 2018
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 106 \$	— \$	1 106 \$
Actifs financiers	361	—	361
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	3 454	(98)	3 356
Stocks, montant net	1 068	4	1 072
Actifs détenus en vue de la vente	14	—	14
Autres actifs	430	(60)	370
Actifs courants	6 433	(154)	6 279
Actifs financiers	423	—	423
Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net	908	(27)	881
Autres actifs	79	1	80
Immobilisations corporelles	2 530	—	2 530
Actifs d'impôt différé	174	42	216
Immobilisations incorporelles	3 094	—	3 094
Placements mis en équivalence	609	(6)	603
Goodwill	1 554	—	1 554
Total de l'actif	15 804 \$	(144) \$	15 660 \$
Passif et capitaux propres			
Passif			
Créditeurs et autres	4 865 \$	126 \$	4 991 \$
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	—	—	—
Emprunts	825	—	825
Passifs courants	5 690	126	5 816
Créditeurs et autres	773	(5)	768
Emprunts	2 440	—	2 440
Passifs d'impôt différé	837	—	837
Total du passif	9 740 \$	121 \$	9 861 \$
Capitaux propres			
Commanditaires	1 585 \$	(132) \$	1 453 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux :			
Parts de rachat-échange, actions privilégiées et parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield Asset Management Inc.	1 453	(128)	1 325
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	3 026	(5)	3 021
Total des capitaux propres	6 064	(265)	5 799
Total du passif et des capitaux propres	15 804 \$	(144) \$	15 660 \$

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017

d) Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Services de construction

Services de construction

Notre entreprise de services de construction offre des solutions intégrales de conception et d'aménagement à nos clients. Les travaux exécutés dans le cadre de ces contrats permettent la création ou l'amélioration d'un actif que notre client contrôle et, par conséquent, nous comptabilisons les produits tirés de ces contrats progressivement. La société en commandite utilise une méthode fondée sur les intrants, soit la méthode des coûts engagés, pour évaluer la mesure dans laquelle les obligations de prestation sont remplies en vertu d'IFRS 15.

À mesure que les travaux sont exécutés, un actif sur contrat est comptabilisé sous la forme de travaux en cours, lequel est reclassé dans les débiteurs lorsqu'il est facturé au client. Si le paiement est reçu avant que les travaux ne soient terminés, un passif sur contrat est comptabilisé. Les contrats de construction ne sont pas considérés comme comportant une composante financement importante, puisque la période entre la comptabilisation des produits selon la méthode des coûts engagés et la réception du paiement est généralement de moins de un an.

En vertu d'IFRS 15, les produits liés à une contrepartie variable ainsi qu'aux modifications de contrats et aux réclamations doivent être hautement probables pour pouvoir être comptabilisés. Les produits liés à une contrepartie variable ne sont comptabilisés que dans la seule mesure où il est hautement probable que le dénouement ultérieur de l'incertitude relative à la contrepartie variable ne donnera pas lieu à un ajustement à la baisse important du montant des produits des activités ordinaires comptabilisé.

Services commerciaux

Distribution et commercialisation de carburants

Les honoraires et les coûts connexes liés à la prestation de services de distribution et de commercialisation de carburants pour véhicules routiers sont comptabilisés à un moment précis, lorsque les services sont rendus.

Les produits tirés de la vente de biens de notre entreprise de carburants pour véhicules routiers au Royaume-Uni représentent les ventes facturées nettes de carburants et de certificats relatifs à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable, en excluant les taxes à la valeur ajoutée, mais en incluant les taxes d'accise, qui sont considérées comme des taxes à la production et comptabilisées dans la contrepartie reçue. Les produits sont comptabilisés au moment où il y a transfert du titre de propriété au client.

Gestion des installations

Les honoraires et les coûts connexes liés à la prestation de services de gestion des installations sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle les services sont rendus.

Services immobiliers

Les honoraires et les coûts connexes liés à la prestation de services immobiliers et de services de logistique sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle les services sont rendus.

Relativement à la prestation de certains contrats de service, notre société en commandite tire également des produits de la vente d'habitations, de même que des commissions pour recommandation de la part des fournisseurs engagés pour exécuter ces contrats. Ces transactions génératrices de produits sont comptabilisées comme suit :

- **Vente d'habitations :** La société en commandite tire des produits de la vente d'habitations en vertu de deux types de contrats, soit les contrats en régie liés à la vente d'habitations et les contrats à forfait liés à la vente d'habitations. En vertu des contrats en régie liés à la vente d'habitations, la société en commandite gagne des honoraires liés au rendement et ne s'expose pas au risque de perte à l'égard des coûts engagés. Les produits et les charges connexes liés à l'achat et à la revente d'habitations dans le cadre de contrats en régie sont comptabilisés sur une base nette sur la période au cours de laquelle les services sont rendus, puisque le contrôle de l'habitation n'est pas transféré à la société en commandite. En vertu des contrats à forfait liés à la vente d'habitations, la société en commandite touche des honoraires forfaitaires établis en fonction d'un pourcentage du coût d'acquisition des habitations résidentielles. Ces honoraires sont comptabilisés lors de l'acquisition de l'habitation par le client, car l'obligation de prestation de la société en commandite est alors satisfaite. Les produits et les charges liés à la vente de l'habitation elle-même sont comptabilisés sur une base brute.

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

- Commissions pour recommandation : La société en commandite touche des commissions pour recommandation de divers fournisseurs offrant des services aux clients par l'entremise de nos gammes de services. Une partie importante des produits tirés des commissions pour recommandation provient de la conclusion de transactions d'achat ou de vente d'habitations, dans le cadre desquelles la société en commandite gagne un pourcentage des commissions reçues par l'agent immobilier à l'achat ou à la vente d'une habitation par le client. Les commissions pour recommandation provenant de la vente ou de l'achat d'habitations sont comptabilisées à la date de conclusion de la transaction immobilière. La société en commandite comptabilise les commissions pour recommandation provenant d'autres fournisseurs une fois les services rendus.

Activités industrielles

Fabrication

Les ventes de produits sont comptabilisées à un moment précis lorsque les produits ont été expédiés et que le contrôle est transféré au client. Les produits tirés des services sont comptabilisés progressivement lorsque les services sont rendus.

Activités minières

Les produits tirés de nos activités minières sont obtenus en vertu d'ententes de prix provisoires. Les produits tirés de la vente de palladium et de sous-produits des métaux sont provisoirement comptabilisés selon les cours du marché au moment de la livraison de concentré à la fonderie ou au point de livraison désigné, c'est-à-dire lorsque les droits et obligations importants inhérents à la propriété de même que le titre et le contrôle sont transférés. Le contrat de fonderie prévoit que le prix définitif sera établi selon les cours du marché dans une période postérieure à la date de livraison du concentré. La période entre la facturation provisoire et l'établissement des prix finaux, ou la période de règlement, est habituellement de 30 à 150 jours. La juste valeur de l'ajustement visant à établir le prix définitif de la vente est estimée à nouveau d'après les prix du marché à terme à la fin de chaque période, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées à titre d'ajustement aux produits. Ainsi, les débiteurs liés à cette activité sont comptabilisés à la juste valeur.

Énergie

Marchandises et services liés à l'énergie

Les produits tirés de la vente de pétrole et de gaz sont comptabilisés à un moment précis lorsque le titre de propriété et le contrôle du produit ont été transmis à une partie externe, en fonction des volumes livrés et des points de livraison et des prix prévus au contrat. Les produits tirés d'une production dans laquelle la société en commandite détient une participation conjointement avec d'autres producteurs sont comptabilisés en fonction de la participation directe de la société en commandite. Les produits sont évalués déduction faite des redevances afin de refléter la déduction de la quote-part des produits des autres parties. Les produits tirés de la prestation de services sont comptabilisés à un moment précis lorsque les droits et obligations importants inhérents à la propriété de même que le titre et le contrôle sont transférés.

Obligations de prestation qui restent à remplir

Services de construction

Le carnet de commandes est défini comme les produits qui n'ont pas encore été livrés (c'est-à-dire les obligations de performance qui restent à remplir) relativement aux projets de construction obtenus par l'entremise d'un contrat signé, d'un bon de travail ou d'une lettre d'intention. Le total du carnet de commandes pour nos activités liées aux services de construction représente environ deux ans d'activité.

Activités industrielles

Notre entreprise de traitement et de distribution des eaux au Brésil est partie à certaines obligations de prestation qui restent à remplir d'une durée de plus de un an. Les obligations de prestation qui restent à remplir les plus importantes au 1^{er} janvier 2018 se rapportaient aux accords de concession de services conclus avec diverses municipalités, qui ont une durée moyenne de 25 ans.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017**

Les tableaux suivants présentent un résumé de nos produits sectoriels par pays et du calendrier de comptabilisation des produits en vertu d'IFRS 15 pour le trimestre clos le 30 juin 2018.

**(EN MILLIONS DE
DOLLARS AMÉRICAINS)**

Calendrier de comptabilisation des produits	Services commerciaux	Activités industrielles	Services de construction	Énergie	Siège social et autres	Total
Produits/services offerts à un moment précis	6 325 \$	781 \$	21 \$	54 \$	— \$	7 181 \$
Services transférés sur une certaine période	391	68	1 110	—	—	1 569
Total des produits en vertu d'IFRS 15	6 716 \$	849 \$	1 131 \$	54 \$	— \$	8 750 \$
Produits autres qu'en vertu d'IFRS 15	10	6	2	3	4	25
Total des produits	6 726 \$	855 \$	1 133 \$	57 \$	4 \$	8 775 \$

**(EN MILLIONS DE
DOLLARS AMÉRICAINS)**

Pays	Services commerciaux	Activités industrielles	Services de construction	Énergie	Siège social et autres	Total¹
Royaume-Uni	5 223 \$	23 \$	389 \$	— \$	— \$	5 635 \$
Canada	953	143	21	54	—	1 171
Australie	84	—	623	—	—	707
Brésil	164	212	—	—	—	376
États-Unis	100	112	—	—	—	212
Moyen-Orient ²	1	1	98	—	—	100
Autres	191	358	—	—	—	549
Total des produits en vertu d'IFRS 15	6 716 \$	849 \$	1 131 \$	54 \$	— \$	8 750 \$

1. Dans le cas des produits autres qu'en vertu d'IFRS 15, la répartition géographique va comme suit : Royaume-Uni, 2 M\$; États-Unis, 4 M\$; Canada, 5 M\$; Australie, 1 M\$; Brésil, 6 M\$; Moyen-Orient, néant et Autres, 7 M\$.
2. Le Moyen-Orient comprend surtout les Émirats arabes unis.

**(EN MILLIONS DE
DOLLARS AMÉRICAINS)**

Transition	Services commerciaux	Activités industrielles	Services de construction	Énergie	Siège social et autres	Total
Produits en vertu des anciennes normes sur les produits	6 716 \$	851 \$	1 125 \$	54 \$	— \$	8 746 \$
Incidence d'IFRS 15	—	(2)	6	—	—	4
Total des produits en vertu d'IFRS 15	6 716 \$	849 \$	1 131 \$	54 \$	— \$	8 750 \$

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017**

Les tableaux suivants présentent un résumé de nos produits sectoriels par pays et du calendrier de comptabilisation des produits en vertu d'IFRS 15 pour le semestre clos le 30 juin 2018.

**(EN MILLIONS DE
DOLLARS AMÉRICAINS)**

Calendrier de comptabilisation des produits	Services commerciaux	Activités industrielles	Services de construction	Énergie	Siège social et autres	Total
Produits/services offerts à un moment précis	12 024 \$	1 473 \$	34 \$	147 \$	— \$	13 678 \$
Services transférés sur une certaine période	985	117	2 139	—	—	3 241
Total des produits en vertu d'IFRS 15	13 009 \$	1 590 \$	2 173 \$	147 \$	— \$	16 919 \$
Produits autres qu'en vertu d'IFRS 15	21	12	3	7	7	50
Total des produits	13 030 \$	1 602 \$	2 176 \$	154 \$	7 \$	16 969 \$

**(EN MILLIONS DE
DOLLARS AMÉRICAINS)**

Pays	Services commerciaux	Activités industrielles	Services de construction	Énergie	Siège social et autres	Total¹
Royaume-Uni	9 959 \$	30 \$	712 \$	— \$	— \$	10 701 \$
Canada	1 884	255	34	147	—	2 320
Australie	170	—	1 216	—	—	1 386
Brésil	465	429	—	—	—	894
États-Unis	174	216	—	—	—	390
Moyen-Orient ²	2	1	211	—	—	214
Autres	355	659	—	—	—	1 014
Total des produits en vertu d'IFRS 15	13 009 \$	1 590 \$	2 173 \$	147 \$	— \$	16 919 \$

1. Dans le cas des produits autres qu'en vertu d'IFRS 15, la répartition géographique va comme suit : Royaume-Uni, 6 M\$; États-Unis, 4 M\$; Canada, 11 M\$; Australie, 2 M\$; Brésil, 12 M\$; Moyen-Orient, néant et Autres, 15 M\$.
2. Le Moyen-Orient comprend surtout les Émirats arabes unis.

**(EN MILLIONS DE
DOLLARS AMÉRICAINS)**

Transition	Services commerciaux	Activités industrielles	Services de construction	Énergie	Siège social et autres	Total
Produits en vertu des anciennes normes sur les produits	13 009 \$	1 590 \$	2 173 \$	147 \$	— \$	16 919 \$
Incidence d'IFRS 15	—	—	—	—	—	—
Total des produits en vertu d'IFRS 15	13 009 \$	1 590 \$	2 173 \$	147 \$	— \$	16 919 \$

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017**

e) Instruments financiers et comptabilité de couverture

Classement et évaluation

Le tableau suivant présente un résumé du classement et de l'évaluation des actifs et des passifs financiers de la société en commandite à l'adoption d'IFRS 9.

	Classement	Évaluation	Poste de l'état de la situation financière
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Dette	Coût amorti	Trésorerie et équivalents de trésorerie
Débiteurs	Dette	Coût amorti/Juste valeur par le biais du résultat net	Débiteurs et autres montants à recevoir, montant net
Liquidités soumises à restrictions	Dette	Coût amorti	Actifs financiers
Titres de capitaux propres	Capitaux propres	Juste valeur par le biais du résultat net/Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Actifs financiers
Titres d'emprunt	Dette	Juste valeur par le biais du résultat net/Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global/Coût amorti	Actifs financiers
Actifs dérivés	Dérivés	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	Actifs financiers
Autres actifs financiers	Dette/Capitaux propres	Coût amorti/Juste valeur par le biais du résultat net/Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Actifs financiers
Passifs financiers			
Emprunts	Dette	Coût amorti	Emprunts
Créditeurs et autres	Dette	Coût amorti	Créditeurs et autres
Passifs dérivés	Dérivés	Juste valeur par le biais du résultat net ¹	Créditeurs et autres

1. Les dérivés sont classés et évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, à l'exception de ceux désignés comme faisant partie de relations de couverture.

Le classement dépend du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers et des modalités contractuelles des flux de trésorerie. La société en commandite maintient un portefeuille de titres négociables formé de titres de capitaux propres et de titres d'emprunt. Les titres négociables sont comptabilisés à leur date de transaction. Ils sont ensuite évalués à la juste valeur à chaque date de clôture, les variations de la juste valeur étant comptabilisées en résultat net (« à la juste valeur par le biais du résultat net ») ou dans les autres éléments du résultat global (« à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu »). Dans le cas des placements dans des instruments d'emprunt, le classement dépend du modèle économique dans lequel s'inscrit la détention du placement.

Lors de la comptabilisation initiale, la société en commandite évalue un actif financier à sa juste valeur majorée, dans le cas d'un actif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de l'actif financier. Les coûts de transaction des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net sont passés en charges en résultat net.

Les actifs financiers sont classés au coût amorti selon leur nature et leur utilisation au sein des activités de la société en commandite. Les actifs financiers classés au coût amorti sont initialement comptabilisés à la juste valeur, puis par la suite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, moins toute perte de valeur.

Dépréciation

La société en commandite évalue de façon prospective les pertes de crédit attendues relatives à ses instruments d'emprunt comptabilisés au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Pour établir la méthode de dépréciation qui doit être appliquée, il faut déterminer s'il y a eu une augmentation importante du risque de crédit. Les charges pour pertes de valeur sont comptabilisées en résultat net selon le modèle fondé sur les pertes de crédit attendues.

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

Dérivés et activités de couverture

La société en commandite a recours, de manière sélective, à des instruments financiers dérivés, principalement pour gérer les risques financiers, notamment les risques liés aux prix des marchandises et les risques de change. Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur. La comptabilité de couverture est appliquée si l'instrument dérivé est désigné comme couverture d'un risque précis et s'il existe une assurance qu'il restera très efficace comme couverture afin de compenser les flux de trésorerie ou la juste valeur. La société en commandite cesse d'appliquer la comptabilité de couverture de façon prospective lorsque le dérivé n'est plus admissible à titre de couverture ou lorsque la relation de couverture prend fin. Une fois que la société en commandite a cessé d'appliquer la comptabilité de couverture, la variation cumulative de la juste valeur de l'instrument dérivé, qui avait été antérieurement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global dans le cadre de l'application de la comptabilité de couverture, est constatée en résultat net pendant la durée résiduelle de la relation de couverture initiale, à mesure que les montants liés à l'élément couvert sont comptabilisés en résultat net. Les actifs ou les passifs liés aux profits ou aux pertes latents liés à la valeur de marché sur les instruments financiers dérivés sont comptabilisés dans les actifs financiers et les passifs financiers, respectivement.

i) Éléments à titre de couvertures

Les pertes et les profits réalisés ou latents sur les contrats de change et les instruments d'emprunt libellés en devises qui sont désignés comme couvertures du risque de change découlant d'un investissement net dans une filiale dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain sont inclus dans les capitaux propres et dans le résultat net de la période au cours de laquelle la filiale est cédée en tout ou en partie et qu'il y a perte de contrôle. Les instruments financiers dérivés désignés à titre de couvertures pour compenser les variations correspondantes de la juste valeur des actifs, des passifs et des flux de trésorerie sont évalués à leur juste valeur estimative, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net ou à titre de composante des capitaux propres, selon le cas.

Les profits et les pertes latents sur les contrats de taux d'intérêt désignés comme couvertures des versements d'intérêt futurs variables sont inclus dans les capitaux propres à titre de couvertures de flux de trésorerie, lorsque le risque de taux d'intérêt a trait à un versement d'intérêt variable prévu. Les échanges de paiements périodiques sur les swaps de taux d'intérêt désignés comme couvertures de la dette sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement comme ajustement des charges d'intérêts. Les échanges de paiements périodiques sur les contrats de taux d'intérêt désignés comme couvertures des versements d'intérêt futurs sont amortis en résultat net sur la durée des versements d'intérêt correspondants.

ii) Éléments non classés à titre de couvertures

Les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture sont comptabilisés à la juste valeur estimative, et les profits et les pertes découlant des variations de la juste valeur sont constatés en résultat net dans la période au cours de laquelle ces variations se sont produites. Les profits réalisés et latents sur les autres produits dérivés qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture sont inscrits au poste Autres produits (charges), montant net.

Évaluation de la juste valeur

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation, que ce prix soit directement observable ou estimé selon une autre technique d'évaluation. Lorsqu'elle estime la juste valeur d'un actif ou d'un passif, la société en commandite tient compte des caractéristiques de l'actif ou du passif si c'est ce que feraient les intervenants du marché pour fixer le prix de l'actif ou du passif à la date d'évaluation.

L'évaluation de la juste valeur se divise en trois niveaux hiérarchiques (niveaux 1, 2 ou 3). Les niveaux hiérarchiques des justes valeurs sont fondés directement sur le niveau auquel les données d'entrée à l'égard des évaluations de la juste valeur sont observables. Les niveaux se présentent comme suit :

Niveau 1 – Les données d'entrée ne sont pas ajustées et elles consistent en des cours du marché sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques à la date d'évaluation.

Niveau 2 – Les données d'entrée (autres que les cours du marché visés au niveau 1) sont observables sur le marché de façon directe ou indirecte pour l'actif ou le passif à la date d'évaluation et sur la durée de vie prévue de l'actif ou du passif.

Niveau 3 – Les données d'entrée ne sont pas observables et elles reflètent la meilleure estimation de la direction à l'égard de ce que des intervenants du marché utiliseraient pour évaluer les actifs et les passifs à la date d'évaluation. Le risque inhérent à la technique d'évaluation et aux données d'entrée utilisées pour réaliser l'estimation est pris en compte.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017**

Sommaire de l'incidence de l'adoption d'IFRS 9 – Classement et évaluation

Le tableau suivant présente le classement et l'évaluation des actifs financiers en vertu d'IFRS 9 et d'IAS 39, à la date de l'application initiale. Aucun tableau semblable n'a été préparé pour les passifs financiers, car il n'y a eu aucun reclassement dans les passifs financiers ni aucune réévaluation d'un passif financier.

Les données du tableau qui suit sont présentées au 1^{er} janvier 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Coût amorti	Total
Solde d'ouverture (IAS 39)	166 \$	429 \$	5 852 \$	6 447 \$
Reclassements	211	(211)	—	—
Solde d'ouverture révisé (IFRS 9)	377 \$	218 \$	5 852 \$	6 447 \$

Les paragraphes suivants expliquent comment l'application des nouvelles exigences en matière de classement d'IFRS 9 s'est traduite par des changements au classement de certains actifs financiers détenus par la société en commandite, tel qu'il est démontré dans le tableau ci-dessus.

Instruments reclassés des instruments disponibles à la vente (IAS 39) aux instruments à la juste valeur par le biais du résultat net (IFRS 9) :

Instruments d'emprunt classés précédemment comme disponibles à la vente mais qui ne correspondent pas uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts

La société en commandite détenait des débiteures garanties et des droits contractuels d'un montant de 187 M\$ qui ont été reclassés des instruments disponibles à la vente aux instruments à la juste valeur par le biais du résultat net. En vertu d'IFRS 9, les débiteures et les droits contractuels ne répondent pas aux critères pour être classés comme étant au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, puisque leurs flux de trésorerie ne correspondent pas uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts. Les profits liés à la juste valeur connexes de 3 M\$ attribuables à la société en commandite, déduction faite de l'impôt, ont été transférés de la réserve au titre d'actifs disponibles à la vente aux bénéfices non distribués le 1^{er} janvier 2018.

Instruments de capitaux propres classés précédemment comme disponibles à la vente et que la société en commandite a choisi de ne pas classer comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

La société en commandite détenait un instrument de capitaux propres d'un montant de 24 M\$ qui a été reclassé des instruments disponibles à la vente aux instruments à la juste valeur par le biais du résultat net. Les pertes liées à la juste valeur connexes de 3 M\$ attribuables à la société en commandite, déduction faite de l'impôt, ont été transférées de la réserve au titre d'actifs disponibles à la vente aux bénéfices non distribués le 1^{er} janvier 2018.

Sommaire de l'incidence de l'adoption d'IFRS 9 – Dépréciation

Le solde d'ouverture des corrections de valeur pour pertes de la société en commandite en vertu d'IAS 39 ne diffère pas de façon significative du solde d'ouverture des pertes de crédit attendues de la société en commandite déterminé conformément à IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018.

Sommaire de l'incidence de l'adoption d'IFRS 9 – Dérivés et activités de couverture

Conformément aux dispositions transitoires relatives à la comptabilité de couverture d'IFRS 9, la société en commandite a appliqué les dispositions en matière de comptabilité de couverture prospectivement, à partir de la date de première application, le 1^{er} janvier 2018. Les relations de couverture admissibles de la société en commandite en place au 1^{er} janvier 2018 étaient aussi admissibles à la comptabilité de couverture en vertu d'IFRS 9. Par conséquent, elles ont été considérées comme des relations de couverture maintenues.

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

f) Changements futurs de méthodes comptables

i) Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), qui entraîne la comptabilisation de la plupart des contrats de location au bilan, faisant disparaître la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement. Toutefois, le traitement comptable appliqué par le bailleur demeure essentiellement le même, et la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement reste inchangée. IFRS 16 annule et remplace IAS 17, *Contrats de location*, et les interprétations connexes et entre en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019.

La société en commandite a participé à des séances de planification stratégique avec ses filiales et ses entreprises associées dans le but de fournir des directives à l'égard des principaux éléments à prendre en considération et de mettre en œuvre une stratégie relative au projet d'adoption. La société en commandite achève actuellement son évaluation des ententes contractuelles existantes en vue de déterminer le nombre de contrats de location existants qui seraient inscrits à l'actif en vertu de la nouvelle norme. Les prochaines étapes comprennent une quantification des obligations existantes, une évaluation de l'incidence potentielle sur les systèmes de TI et les contrôles internes, et un examen des informations à fournir additionnelles requises en vertu de la nouvelle norme.

IFRS 16 peut être adoptée selon une méthode rétrospective intégrale ou selon une méthode rétrospective modifiée en vertu de laquelle l'incidence de la transition est comptabilisée en capitaux propres au 1^{er} janvier 2019 et les chiffres des périodes comparatives ne sont pas retraités. Actuellement, la société en commandite prévoit adopter la méthode rétrospective modifiée et procède à l'évaluation de plusieurs mesures de simplification prévues par la nouvelle norme.

La société en commandite continue d'évaluer l'incidence globale d'IFRS 16 sur ses états financiers consolidés.

ii) Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (« IFRIC 23 »), qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Aux termes de l'interprétation, une entité doit évaluer s'il est probable qu'une administration fiscale accepte un traitement fiscal incertain utilisé par une entité, ou qu'une entité se propose d'utiliser, dans sa déclaration de revenus et elle doit faire preuve de jugement pour déterminer si chaque traitement fiscal doit être considéré isolément ou si certains traitements fiscaux devraient plutôt être regroupés. Son choix doit se faire en fonction de la méthode offrant les meilleures prévisions quant au dénouement de l'incertitude. L'entité doit aussi déterminer s'il est probable que l'autorité compétente accepte chaque traitement fiscal ou chaque ensemble de traitements fiscaux, en supposant que l'autorité fiscale habilitée à contrôler un montant déclaré contrôlera effectivement le montant en question et aura, pour ce faire, pleine connaissance de toute l'information pertinente. L'interprétation peut être appliquée de façon entièrement rétrospective ou selon l'approche rétrospective modifiée sans retraitement de l'information comparative. La société en commandite évalue actuellement l'incidence d'IFRIC 23 sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

NOTE 3. ACQUISITION D'ENTREPRISES

Lorsqu'elle détermine la méthode appropriée pour comptabiliser ses entités émettrices, la société en commandite évalue le degré d'influence exercé par la société en commandite directement ou par l'intermédiaire d'une entente sur les activités pertinentes de l'entité émettrice. Un contrôle est exercé lorsque la société en commandite a un pouvoir sur les entités acquises et lorsqu'elle a la capacité d'utiliser son pouvoir pour influencer sur les rendements de ces entités.

La société en commandite comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition, en vertu de laquelle le coût d'acquisition d'une entreprise est réparti entre ses actifs et ses passifs corporels et incorporels identifiables en fonction de la juste valeur estimative à la date d'acquisition.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017**

a) Acquisitions conclues au cours du semestre clos le 30 juin 2018

Le tableau suivant présente la contrepartie transférée, les actifs acquis et les passifs repris aux dates d'acquisition applicables.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux¹	Activités industrielles¹	Total
Trésorerie	4 \$	45 \$	49 \$
Total de la contrepartie²	4 \$	45 \$	49 \$
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 \$	30 \$	32 \$
Débiteurs et autres	1	75	76
Stocks	—	58	58
Placements mis en équivalence	—	1	1
Immobilisations corporelles	2	187	189
Immobilisations incorporelles	5	231	236
Goodwill	8	180	188
Actifs d'impôt différé	—	27	27
Actifs financiers	—	2	2
Créditeurs et autres	(1)	(199)	(200)
Emprunts	—	(266)	(266)
Passifs d'impôt différé	—	(72)	(72)
Actifs nets acquis, avant la participation ne donnant pas le contrôle	17	254	271
Participation ne donnant pas le contrôle ^{3, 4}	(13)	(209)	(222)
Actifs nets acquis	4 \$	45 \$	49 \$

1. La juste valeur initiale de l'ensemble des actifs acquis, des passifs repris et du goodwill dans le cadre de ces acquisitions a été établie sur une base provisoire à la fin de la période de présentation.
2. Exclut la contrepartie attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle, qui représente les participations d'autres entités dans les filiales en exploitation.
3. La participation ne donnant pas le contrôle comptabilisée au moment du regroupement d'entreprises a été évaluée à la juste valeur en ce qui concerne les services commerciaux.
4. La participation ne donnant pas le contrôle comptabilisée au moment du regroupement d'entreprises a été évaluée selon la quote-part de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris en ce qui concerne les activités industrielles.

Services commerciaux

Entreprise de gestion d'installations

Le 1^{er} février 2018, la société en commandite, par l'entremise de BGIS, a conclu une acquisition complémentaire et a fait l'acquisition d'une participation de 85 % dans Critical Solutions Group and Critical Power Testing and Maintenance (« CSG »), un fournisseur américain spécialisé dans la prestation de services pour le marché des centres de données, pour un montant de 4 M\$ attribuable à la société en commandite. Au moment de l'acquisition, la société en commandite détenait une participation économique de 22 % et un bloc de droits de vote de 85 % dans cette entreprise, ce qui donne à la société en commandite le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite consolide l'entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Des coûts d'acquisition de moins de 1 M\$ ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audité. Un goodwill de 8 M\$ a été acquis, lequel représente la croissance et les synergies que la société en commandite devrait connaître en raison de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé est déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017**

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 30 juin 2018 comprennent des produits de moins de 1 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de moins de 1 M\$ découlant de l'acquisition. Si cette acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2018, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de moins de 1 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de moins de 1 M\$ pour la période close le 30 juin 2018.

Activités industrielles

Schoeller Allibert Group B.V. (« Schoeller Allibert »)

Le 15 mai 2018, la société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a acquis une participation de 70 % dans Schoeller Allibert, l'un des plus importants fabricants de systèmes d'emballage en plastique récupérables en Europe. La participation économique de 14 % de la société en commandite a été acquise pour une contrepartie de 45 M\$. La société en commandite détient un bloc de droits de vote de 52 % dans cette entreprise, ce qui nous en donne le contrôle. Par conséquent, la société en commandite consolide cette entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Des coûts d'acquisition d'environ 9 M\$ ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités. Un goodwill de 180 M\$ a été acquis, lequel représente la croissance et les synergies que la société en commandite devrait connaître en raison de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat. Nous avons acquis des immobilisations corporelles de 231 M\$, surtout de la technologie brevetée et des relations avec les clients.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour la période close le 30 juin 2018 comprennent des produits de 12 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de moins de 1 M\$ découlant de l'acquisition. Si cette acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2018, la société en commandite aurait comptabilisé des produits de 41 M\$ et une perte nette attribuable à la société en commandite de 3 M\$ pour la période close le 30 juin 2018.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017**

b) Acquisitions conclues en 2017

Le tableau suivant présente la contrepartie transférée, les actifs acquis et les passifs repris aux dates d'acquisition applicables.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux¹	Activités industrielles	Énergie¹	Total
Trésorerie	198 \$	383 \$	12 \$	593 \$
Contrepartie éventuelle	13	—	—	13
Total de la contrepartie²	211 \$	383 \$	12 \$	606 \$

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

Trésorerie et équivalents de trésorerie	39 \$	296 \$	— \$	335 \$
Débiteurs et autres	1 248	978	—	2 226
Stocks	690	10	—	700
Placements mis en équivalence	122	90	—	212
Immobilisations corporelles	264	200	39	503
Immobilisations incorporelles	403	2 436	—	2 839
Goodwill	325	3	—	328
Actifs d'impôt différé	9	50	—	59
Actifs financiers	106	—	—	106
Autres actifs	—	65	—	65
Profit à l'acquisition	—	—	(7)	(7)
Créditeurs et autres	(1 885)	(227)	—	(2 112)
Emprunts	(210)	(1 468)	—	(1 678)
Passifs d'impôt différé	(58)	(729)	(2)	(789)
Actifs nets acquis, avant la participation ne donnant pas le contrôle	1 053	1 704	30	2 787
Participation ne donnant pas le contrôle ^{3,4}	(842)	(1 321)	(18)	(2 181)
Actifs nets acquis	211 \$	383 \$	12 \$	606 \$

1. La juste valeur initiale de l'ensemble des actifs acquis, des passifs repris et du goodwill dans le cadre de cette acquisition a été établie sur une base provisoire à la fin de la période de présentation.
2. Exclut la contrepartie attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle, qui représente les participations d'autres entités dans les filiales en exploitation.
3. Les participations ne donnant pas le contrôle comptabilisées au moment des regroupements d'entreprises ont été évaluées à la juste valeur en ce qui concerne les services commerciaux et l'énergie.
4. La participation ne donnant pas le contrôle comptabilisée au moment des regroupements d'entreprises a été évaluée selon la quote-part de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris en ce qui concerne les activités industrielles.

Services commerciaux

Fuel Holdings Limited (« Greenergy »)

Le 10 mai 2017, la société en commandite a acquis, de concert avec des investisseurs institutionnels, une participation de 85 % dans Greenergy, une entreprise de carburants pour véhicules routiers au Royaume-Uni. La participation économique de 14 % de la société en commandite a été acquise pour une contrepartie de 79 M\$ attribuable à la société en commandite. La société en commandite détient un bloc de droits de vote de 85 % dans cette entreprise, ce qui nous donne le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite consolide cette entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

La contrepartie éventuelle pourrait déclencher le paiement d'un montant si certaines cibles du BAIIA sont atteintes au cours de la période de cinq ans suivant la clôture, de même que certaines cibles en matière de distributions en trésorerie et de placement. Les montants non actualisés des paiements potentiels se situent entre 6 M\$ et 12 M\$. À la date d'acquisition, la société en commandite a comptabilisé une contrepartie éventuelle de 11 M\$.

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

Avant la clôture de l'acquisition, la société en commandite avait conclu une couverture de flux de trésorerie, laquelle a généré un profit de 12 M\$ à la clôture. La société en commandite avait choisi de comptabiliser les profits connexes et de les reclasser des autres éléments du résultat global afin de les inclure dans la juste valeur initiale des actifs nets acquis.

Des coûts d'acquisition de 7 M\$ ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans l'état consolidé du résultat net. Un goodwill de 93 M\$ a été acquis, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent des produits de 1 917 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite de 2 M\$ découlant de l'acquisition. Si l'acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2017, la société en commandite aurait comptabilisé des produits d'approximativement 2 865 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite d'approximativement 4 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Le 31 octobre 2017, la société en commandite, par l'entremise de Greenergy, a conclu deux acquisitions complémentaires distinctes, soit l'acquisition d'une participation de 85 % dans Inver Energy, une entreprise de carburants pour véhicules routiers en Irlande, et d'une participation de 85 % dans Canadian Operators Petroleum, pour une contrepartie combinée de 10 M\$ attribuable à la société en commandite. Au moment de l'acquisition, la société en commandite, par l'entremise de Greenergy, détenait une participation économique de 14 % et un bloc de droits de vote de 85 % dans chacune de ces entreprises, ce qui donne à la société en commandite le contrôle des entreprises. Par conséquent, la société en commandite, par l'entremise de Greenergy, consolide ces entreprises aux fins de la présentation de l'information financière.

Des coûts d'acquisition de moins de 1 M\$ ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans l'état consolidé du résultat net. Un goodwill de 9 M\$ a été acquis, lequel représente la croissance et les synergies que la société en commandite devrait connaître en raison de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent des produits de 17 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite de moins de 1 M\$ découlant des deux acquisitions complémentaires. Si ces acquisitions avaient pris effet le 1^{er} janvier 2017, la société en commandite aurait comptabilisé des produits d'approximativement 92 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite de moins de 1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Commercialisation de carburants

Le 17 juillet 2017, de concert avec des partenaires institutionnels, la société en commandite a acquis 213 stations-service de détail et dépanneurs connexes (l'« entreprise de commercialisation de carburants ») dans tout le Canada, pour une contrepartie de 110 M\$ attribuable à la société en commandite. Au moment de l'acquisition, la société en commandite détenait une participation économique de 26 % et un bloc de droits de vote de 100 % dans cette entreprise, ce qui donne à la société en commandite le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite consolide cette entreprise aux fins de la présentation de l'information financière.

Les stations-service passeront sous la marque Mobil dans le cadre d'un accord conclu avec Imperial Oil, marquant l'entrée de la marque de carburant Mobil sur le marché canadien. Les stations-service continueront de permettre aux clients d'accumuler des points dans le cadre du programme de fidélité existant. Une immobilisation incorporelle relative au programme de fidélité a été comptabilisée au moment de l'acquisition.

Avant la clôture de l'acquisition, la société en commandite avait conclu une couverture de flux de trésorerie, laquelle a généré un profit de 3 M\$ à la clôture. La société en commandite a choisi de comptabiliser les profits connexes et de les reclasser des autres éléments du résultat global afin de les inclure dans la juste valeur initiale des actifs nets acquis.

Des coûts d'acquisition de 4 M\$ ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans l'état consolidé du résultat net. Un goodwill de 211 M\$ a été acquis, lequel représente la croissance et les synergies que la société en commandite devrait connaître en raison de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé est déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent des produits de 161 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite de moins de 2 M\$ découlant de l'acquisition. Si l'acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2017, la société en commandite aurait comptabilisé des produits d'approximativement 353 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite d'approximativement 4 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

Autres

Le 19 juin 2017, l'une des filiales de la société en commandite a acquis une entreprise de courtage immobilier dans la province de Québec, au Canada, pour une contrepartie totale d'approximativement 9 M\$ attribuable à la société en commandite. Au moment de l'acquisition, la société en commandite détenait une participation économique de 100 % et un bloc de droits de vote de 100 % dans cette entreprise, ce qui nous donne le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite consolide cette entreprise aux fins de la présentation de l'information financière. Des coûts d'acquisition de moins de 1 M\$ ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans l'état consolidé du résultat net.

Un goodwill de 9 M\$ a été acquis, lequel représente les synergies qui devraient découler de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent des produits de 2 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite de moins de 1 M\$ découlant de l'acquisition. Si l'acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2017, la société en commandite aurait comptabilisé des produits d'approximativement 7 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite d'approximativement 1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Activités industrielles

BRK Ambiental

Le 25 avril 2017, la société en commandite a acquis, de concert avec des investisseurs institutionnels, une participation de 70 % dans BRK Ambiental, une entreprise de traitement des eaux usées et des eaux industrielles au Brésil qui avait un bloc de droits de vote de 12,5 % dans BRK Ambiental – Ativos Maduros S.A. (« OAMA »), une entreprise de traitement des eaux industrielles. OAMA est comptabilisée par BRK Ambiental selon la méthode de la mise en équivalence. Par la suite, le 30 mai 2017, la société en commandite a acquis, de concert avec des investisseurs institutionnels, le bloc de droits de vote restant de 87,5 % dans OAMA et a commencé à consolider les entreprises. Au moment de l'acquisition de BRK Ambiental, le bloc de droits de vote de 12,5 % de cette dernière dans OAMA a été réévalué à la juste valeur dans le cadre de la répartition du prix d'achat. Compte tenu de la courte période qui sépare les deux dates de clôture, aucun profit ni perte de réévaluation n'a été comptabilisé.

Au moment de l'acquisition des entreprises, la société en commandite détenait une participation économique d'environ 27 % qui, combinée avec notre bloc de droits de vote, nous donne le contrôle sur BRK Ambiental et sur OAMA. Par conséquent, la société en commandite consolide les entreprises aux fins de la présentation des états financiers. Au 31 décembre 2017, la société en commandite détenait une tranche de 35 M\$ de la contrepartie en mains tierces, qui sera versée au vendeur au cours des cinq prochaines années à chaque anniversaire de la date de clôture. Des coûts d'acquisition de 11 M\$ ont été passés en charges aux dates d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans l'état consolidé du résultat net. Un goodwill d'environ 3 M\$ a été acquis, lequel représente la croissance que la société en commandite devrait connaître en raison de l'intégration de ces activités. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible aux fins de l'impôt sur le résultat.

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités regroupées pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent des produits de 132 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite de 5 M\$ découlant de l'acquisition. Si l'acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2017, la société en commandite aurait comptabilisé des produits d'approximativement 199 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et un bénéfice net attribuable à la société en commandite d'approximativement 17 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Énergie

Le 5 novembre 2017, l'une des filiales de la société en commandite a acquis un regroupement d'actifs d'entretien et de pistonnage de puits en Alberta, au Canada, pour une contrepartie totale d'approximativement 12 M\$ attribuable à la société en commandite. Au moment de l'acquisition, la société en commandite détenait une participation économique de 40 % et un bloc de droits de vote de 73 % dans cette entreprise, ce qui nous donne le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite consolide cette entreprise aux fins de la présentation de l'information financière. Des coûts d'acquisition de 1 M\$ ont été passés en charges à la date d'acquisition et comptabilisés à titre d'autres charges dans l'état consolidé du résultat net. Un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses de 7 M\$ a été comptabilisé, puisque le vendeur était motivé à sortir du marché canadien.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017**

Les résultats de la société en commandite provenant de ces activités pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent des produits de 3 M\$ et un bénéfice net attribuable à la société en commandite de 1 M\$ découlant de l'acquisition. Si l'acquisition avait pris effet le 1^{er} janvier 2017, la société en commandite aurait comptabilisé des produits d'approximativement 13 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et un bénéfice net attribuable à la société en commandite d'approximativement 2 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

NOTE 4. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur est fondée sur le cours acheteur ou le cours vendeur coté, selon le cas. Lorsqu'il n'existe aucun cours acheteur ou vendeur disponible, le cours de clôture de la transaction la plus récente liée à cet instrument est alors utilisé. Lorsqu'il n'y a pas de marché actif, nous déterminons la juste valeur selon les cours du marché en vigueur, comme les cours acheteur et vendeur, selon le cas, pour des instruments financiers présentant des caractéristiques et des profils de risque semblables, ou selon des modèles d'évaluation internes et externes, tels que des modèles d'évaluation des options et des analyses des flux de trésorerie actualisés, reposant sur des données de marché observables.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, il est nécessaire d'avoir recours à des hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Pour déterminer ces hypothèses, la société en commandite se base principalement sur des données de marché externes facilement observables, telles que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux de change, ainsi que la volatilité des prix et des taux, selon le cas. Les instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à la juste valeur dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net.

Le tableau suivant présente de l'information détaillée sur les instruments financiers et leur classement connexe au 30 juin 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

BASE D'ÉVALUATION	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Coût amorti	Total
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	— \$	— \$	1 873 \$	1 873 \$
Débiteurs, montant net (courants et non courants) ¹	45	—	4 409	4 454
Autres actifs (courants et non courants) ²	—	—	118	118
Actifs financiers (courants et non courants) ³	292	347	307	946
Total	337 \$	347 \$	6 707 \$	7 391 \$
Passifs financiers				
Créditeurs et autres passifs ⁴	110 \$	6 \$	3 996 \$	4 112 \$
Emprunts (courants et non courants)	—	—	5 079	5 079
Total	110 \$	6 \$	9 075 \$	9 191 \$

1. Les débiteurs comptabilisés à la juste valeur se rapportent à nos activités minières.

2. Ne tient pas compte des paiements d'avance et autres actifs de 400 M\$.

3. Se reporter à la rubrique « Activités de couverture » à la note 4 a) ci-après.

4. Ne tient pas compte des provisions, des passifs relatifs au démantèlement, des produits différés, des travaux en cours, des avantages postérieurs à l'emploi, ni des droits et taxes divers d'un montant de 2 073 M\$.

Au 30 juin 2018, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprenaient un montant en trésorerie de 957 M\$ (31 décembre 2017 – 556 M\$) et un montant en équivalents de trésorerie de 916 M\$ (31 décembre 2017 – 550 M\$), dont des dépôts de 690 M\$ auprès de Brookfield (31 décembre 2017 – 384 M\$), comme il est décrit à la note 14.

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

La juste valeur de tous les actifs et passifs financiers au 30 juin 2018 correspondait à leur valeur comptable, sauf pour le billet à recevoir de Teekay Offshore Partners L.P. (« Teekay Offshore »), pour lequel la juste valeur s'établissait à 88 M\$ (31 décembre 2017 – 88 M\$), contre une valeur comptable de 71 M\$ (31 décembre 2017 – 70 M\$), et pour les bons de souscription de Teekay Offshore, pour lesquels la juste valeur s'établissait à 50 M\$, contre une valeur comptable de 39 M\$.

Le tableau suivant présente la répartition des instruments financiers et leur classement connexe au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Juste valeur par le biais du résultat net	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances/Autres passifs	Total
		(Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global)	(Coût amorti)	
BASE D'ÉVALUATION	(Juste valeur)			
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	— \$	— \$	1 106 \$	1 106 \$
Débiteurs, montant net (courants et non courants) ¹	50	—	4 312	4 362
Autres actifs (courants et non courants) ²	—	—	195	195
Actifs financiers (courants et non courants) ³	116	429	239	784
Total	166 \$	429 \$	5 852 \$	6 447 \$
Passifs financiers				
Créditeurs et autres ⁴	159 \$	— \$	3 766 \$	3 925 \$
Emprunts (courants et non courants)	—	—	3 265	3 265
Total	159 \$	— \$	7 031 \$	7 190 \$

1. Les débiteurs comptabilisés à la juste valeur se rapportent à nos activités minières.

2. Ne tient pas compte des paiements d'avance et autres actifs de 314 M\$.

3. Se reporter à la rubrique « Activités de couverture » à la note 4 a) ci-dessous.

4. Ne tient pas compte des provisions, des passifs relatifs au démantèlement, des produits différés, des travaux en cours, des avantages postérieurs à l'emploi, ni des droits et taxes divers d'un montant de 1 713 M\$.

a) Activités de couverture

La société en commandite utilise des contrats de change et des instruments d'emprunt libellés en devises pour gérer le risque de change lié aux investissements nets dans des établissements à l'étranger. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, des profits nets latents avant impôt de 32 M\$ et de 65 M\$ (30 juin 2017 – pertes nettes latentes avant impôt de 15 M\$ et de 46 M\$, respectivement) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global relativement à la partie efficace des couvertures d'investissement net dans des établissements à l'étranger. Au 30 juin 2018, les soldes de l'actif dérivé latent et du passif dérivé latent découlant des contrats dérivés désignés à titre de couvertures d'investissement net se chiffraient respectivement à 35 M\$ (31 décembre 2017 – 5 M\$) et à 3 M\$ (31 décembre 2017 – 27 M\$).

La société en commandite utilise des contrats de swap sur marchandises pour couvrir le prix de vente de ses contrats liés au gaz ainsi que des contrats de change pour couvrir les transactions futures hautement probables. Un certain nombre de ces contrats sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, des profits nets latents avant impôt de 23 M\$ et de 13 M\$ (30 juin 2017 – profits nets de 2 M\$ et de 19 M\$) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global relativement à la partie efficace des couvertures de flux de trésorerie. Au 30 juin 2018, les soldes de l'actif dérivé latent et du passif dérivé latent découlant des contrats dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie se chiffraient respectivement à 43 M\$ (31 décembre 2017 – 29 M\$) et à 3 M\$ (31 décembre 2017 – néant).

Les autres dérivés sont évalués à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les états consolidés du résultat net.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017**

b) Niveaux hiérarchiques des justes valeurs – instruments financiers

Les actifs et les passifs de niveau 3 évalués à la juste valeur de façon récurrente comprennent des actifs financiers de 255 M\$ (31 décembre 2017 – 257 M\$) et des passifs financiers de 63 M\$ (31 décembre 2017 – 64 M\$), lesquels sont évalués à la juste valeur au moyen de données d'entrée fondées sur les meilleures estimations de la direction.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018. Le tableau qui suit présente le classement des actifs et des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur selon le niveau des données d'entrée utilisées au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018			31 décembre 2017		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers						
Actions ordinaires	263 \$	— \$	— \$	207 \$	— \$	— \$
Débiteurs	—	45	—	—	50	—
Prêts et effets à recevoir	—	—	2	—	—	1
Actifs dérivés	8	113	39	15	66	34
Autres actifs financiers	—	—	214	—	—	222
Total	271 \$	158 \$	255 \$	222 \$	116 \$	257 \$
Passifs financiers						
Passifs dérivés	12 \$	41 \$	— \$	30 \$	65 \$	— \$
Autres passifs financiers	—	—	63	—	—	64
Total	12 \$	41 \$	63 \$	30 \$	65 \$	64 \$

Le tableau suivant présente la variation du solde des actifs financiers classés dans le niveau 3 au 30 juin 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018
Solde au début de l'exercice	257 \$
Variation de la juste valeur comptabilisée en résultat net	1
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat global	(1)
Cessions	(2)
Solde à la fin de la période	255 \$

c) Compensation des actifs et des passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers sont compensés, et le montant net est présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités lorsque la société en commandite a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'elle a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Au 30 juin 2018, des actifs financiers d'un montant brut de 4 M\$ (31 décembre 2017 – 21 M\$) et des passifs financiers d'un montant brut de 4 M\$ (31 décembre 2017 – 21 M\$) étaient compensés dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière non audités relativement aux instruments financiers dérivés.

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017

NOTE 5. ACTIFS FINANCIERS

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Courants		
Titres négociables ¹	262 \$	207 \$
Liquidités soumises à restrictions	77	68
Contrats dérivés	99	75
Prêts et effets à recevoir	46	11
Total des actifs financiers courants	484 \$	361 \$
Non courants		
Titres négociables ¹	1 \$	1 \$
Liquidités soumises à restrictions	7	11
Contrats dérivés	61	7
Prêts et effets à recevoir	179	150
Autres actifs financiers ²	214	254
Total des actifs financiers non courants	462 \$	423 \$

1. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018, la société en commandite a comptabilisé des profits nets de néant et de néant (30 juin 2017 – 6 M\$ et 39 M\$) à la cession de titres négociables.
2. Les autres actifs financiers comprenaient des débiteurs garanties liées à des sociétés de construction résidentielle comprises dans notre secteur Services commerciaux.

NOTE 6. DÉBITEURS ET AUTRES MONTANTS À RECEVOIR, MONTANT NET

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Courants, montant net	3 676 \$	3 454 \$
Non courants, montant net		
Retenue sur des contrats avec des clients	103	197
Droits de facturation	675	711
Total des débiteurs et autres montants à recevoir non courants, montant net	778 \$	908 \$
Total	4 454 \$	4 362 \$

L'augmentation du montant net des débiteurs et autres montants à recevoir par rapport au 31 décembre 2017 s'explique essentiellement par l'augmentation des débiteurs de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et de Greenergy à la suite d'une hausse des prix au sein des deux entreprises au cours du semestre clos le 30 juin 2018.

Les droits de facturation représentent les droits non facturés de BRK Ambiental découlant des produits tirés de la construction relativement à des contrats liés à des concessions publiques classés comme des actifs financiers, lesquels sont comptabilisés quand il existe un droit inconditionnel de recevoir de la trésorerie ou d'autres actifs financiers de la part du concédant à l'égard des services de construction.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017**

NOTE 7. STOCKS, MONTANT NET

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Courants		
Matières premières et consommables	111 \$	138 \$
Carburants ¹	634	612
Travaux en cours	115	94
Certificats liés à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable ²	256	193
Produits finis et autres produits ³	138	31
Valeur comptable des stocks	1 254 \$	1 068 \$

1. Les carburants sont négociés sur des marchés actifs et achetés en vue de la revente dans un avenir rapproché. Par conséquent, les stocks de carburants sont comptabilisés à la juste valeur en fonction des cours du marché.
2. Des certificats liés à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable d'un montant de 1 M\$ (31 décembre 2017 – 60 M\$) sont détenus à des fins de transaction et comptabilisés à la juste valeur. Il n'existe aucun marché externe permettant d'évaluer les certificats liés à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable. Afin d'évaluer ces contrats, la société en commandite a adopté une méthode d'établissement des prix qui tient compte à la fois de données d'entrée observables fondées sur les données du marché et d'hypothèses élaborées à l'interne en fonction de l'activité observable sur le marché.
3. Les produits finis et autres produits se composent surtout de biens acquis par notre entreprise de services immobiliers ainsi que de certains produits finis dans nos secteurs Activités industrielles et Services de construction.

La hausse des stocks par rapport au 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable à une hausse des carburants en stock au sein de Greenenergy et à l'augmentation des produits finis à notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite, jumelées à l'acquisition de Schoeller Allibert.

NOTE 8. ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Débiteurs, montant net	49 \$	— \$
Stocks	11	—
Immobilisations corporelles	36	14
Actifs détenus en vue de la vente	96 \$	14 \$
Créditeurs et autres	15 \$	— \$
Passifs liés aux actifs classés comme détenus en vue de la vente	15 \$	— \$

Activités industrielles – Fabrication de produits de soutien à l'infrastructure

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2018, notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure a vendu des produits de drainage en acier pour un produit de 52 M\$. Au cours du semestre clos le 30 juin 2018, en plus des produits de drainage en acier, certains terrains et immeubles ont été vendus pour un produit de 82 M\$. Des profits connexes de 35 M\$ et de 51 M\$ ont été comptabilisés pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018. Au 30 juin 2018, notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure a classé certains actifs et passifs liés aux usines au sein des activités de produits préfabriqués et de drainage classés comme détenus en vue de la vente. La direction cherche activement un acheteur et négocie avec d'éventuels acheteurs. Elle prévoit conclure la vente durant l'exercice qui se clôturera le 31 décembre 2018.

Services commerciaux – Services de courtage immobilier

En avril 2018, Berkshire Hathaway a exercé son option d'achat unidirectionnelle visant l'acquisition de la participation de 33 % de la société en commandite dans la coentreprise de services de courtage immobilier, et la société en commandite a par conséquent comptabilisé un profit avant impôt de 55 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018. Au 31 mars 2018, la société en commandite avait classé la participation dans la coentreprise comme détenue en vue de la vente.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017**

NOTE 9. AUTRES ACTIFS

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Courants		
Travaux en cours ¹	118 \$	195 \$
Paielements d'avance et autres actifs	327	235
Total des autres actifs courants	445 \$	430 \$
Non courants		
Paielements d'avance et autres actifs	73 \$	79 \$
Total des autres actifs non courants	73 \$	79 \$

1. Se reporter à la note 12 pour des renseignements supplémentaires.

NOTE 10. PLACEMENTS MIS EN ÉQUIVALENCE

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Solde au début de l'exercice	609 \$	166 \$
Adoption d'une nouvelle norme comptable	(7)	—
Acquisitions par l'entremise de regroupements d'entreprises ¹	(18)	231
Entrées	8	208
Quote-part du bénéfice net	10	69
Quote-part des autres éléments du résultat global	(3)	(5)
Distributions reçues	(23)	(59)
Écart de change	(18)	(1)
Reclassement dans les actifs détenus en vue de la vente et cession d'une participation ²	(75)	—
Solde à la fin de la période	483 \$	609 \$

1. Se reporter à la note 3 pour des renseignements supplémentaires.

2. Se reporter à la note 8 pour des renseignements supplémentaires.

Le 23 janvier 2018, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons conclu notre transaction avec la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, dans le cadre d'un partenariat avec notre partenaire du secteur des jeux, afin d'exploiter et de gérer 3 établissements de jeux dans la région du Grand Toronto pour une période d'au moins 22 ans. L'acquisition de nos établissements de jeu s'est soldée par une entrée de 8 M\$ au titre des placements mis en équivalence depuis le 31 décembre 2017.

Le solde des placements mis en équivalence a diminué en raison de la finalisation des montants provisoires liés à la comptabilisation initiale de l'acquisition de BRK Ambiental.

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, la société en commandite a reçu des distributions totales des placements mis en équivalence de 23 M\$, y compris une distribution de 15 M\$ provenant de notre placement mis en équivalence dans notre secteur Énergie.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017**

NOTE 11. CRÉDITEURS ET AUTRES

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Courants		
Créditeurs	1 503 \$	1 451 \$
Charges à payer et autres passifs ^{1, 2}	3 251	2 992
Travaux en cours ³	650	341
Provisions et passifs relatifs au démantèlement	50	81
Total des créditeurs et autres courants	5 454 \$	4 865 \$
Non courants		
Créditeurs	95 \$	113 \$
Charges à payer et autres passifs ²	438	435
Travaux en cours ³	64	86
Provisions et passifs relatifs au démantèlement	134	139
Total des créditeurs et autres non courants	731 \$	773 \$

1. Comprend les découverts bancaires de 857 M\$ au 30 juin 2018 (31 décembre 2017 – 581 M\$).
2. Comprend une obligation au titre des prestations définies de 42 M\$ (tranche courante de 1 M\$ et tranche non courante de 41 M\$) et une obligation au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite de 28 M\$ (tranche courante de 2 M\$ et tranche non courante de 26 M\$) au 30 juin 2018.
3. Se reporter à la note 12 pour de plus amples renseignements.

L'augmentation des créditeurs et autres par rapport au 31 décembre 2017 est principalement attribuable à l'augmentation des emprunts à court terme de Greenenergy, à l'acquisition de Schoeller Allibert et à la hausse des passifs liés aux travaux en cours dans notre secteur Services de construction.

NOTE 12. CONTRATS EN COURS

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Coûts engagés au titre des contrats à la date considérée	12 949 \$	12 129 \$
Bénéfice comptabilisé à la date considérée (moins la perte comptabilisée)	241	558
	13 190	12 687
Moins : la facturation à l'avancement	(13 786)	(12 919)
Travaux en cours au titre des contrats (passif)	(596) \$	(232) \$
Composantes :		
Montants dus par des clients – travaux en cours (courants)	118 \$	195 \$
Montants dus aux clients – créditeurs (courants et non courants)	(714)	(427)
Travaux en cours nets	(596) \$	(232) \$

NOTE 13. EMPRUNTS

Le total des emprunts courants et non courants au 30 juin 2018 s'élevait à 5 079 M\$ (31 décembre 2017 – 3 265 M\$). L'augmentation de 1 814 M\$ par rapport au 31 décembre 2017 tient essentiellement à un emprunt à terme garanti de premier rang de 2 250 M\$ contracté par notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite, dont une tranche de 358 M\$ a servi au remboursement de la dette existante.

Certaines entreprises de la société en commandite disposent de facilités de crédit dont les montants sont prélevés et remboursés sur une base mensuelle. Cette variation est comptabilisée en montant net dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités de la société en commandite.

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

Comme il est mentionné à la note 14, au 30 juin 2018, la société en commandite avait conclu une convention de crédit avec Brookfield (la « convention de crédit liée à Brookfield ») prévoyant une facilité de crédit renouvelable de trois ans assortie d'un taux d'intérêt variable, en vertu de laquelle elle peut emprunter un montant maximal de 500 M\$ aux fins du financement des acquisitions et des placements. Au 30 juin 2018, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit en vertu de la convention de crédit liée à Brookfield.

Au 31 décembre 2017, la société en commandite avait une facilité de crédit bilatérale non garantie de 250 M\$ avec un groupe de banques, disponible en dollars américains ou canadiens, dont les avances portaient intérêt au LIBOR ou au taux des acceptations bancaires majoré de 2,75 %, ou au taux de base ou au taux préférentiel majoré de 1,75 %. Cette facilité venait à échéance en 2019, et elle a été utilisée aux fins générales de l'entreprise.

En mai 2018, la société en commandite a modifié et retraité la facilité de crédit afin d'en augmenter la limite de 475 M\$ pour la faire passer à 725 M\$, auprès d'un groupe élargi de banques. En juin 2018, la société en commandite a augmenté davantage la limite de la facilité de crédit de 100 M\$ pour la faire passer à 825 M\$. Sur cette facilité de crédit modifiée, des montants peuvent être prélevés en euros, en livres sterling ou en dollars australiens, en plus du dollar américain et du dollar canadien. Les avances en vertu de la facilité de crédit portent intérêt aux taux LIBOR, EURIBOR, CDOR ou BBSY, ou au taux des acceptations bancaires majoré de 2,50 %, ou au taux de base ou au taux préférentiel majoré de 1,50 %. La date d'échéance de la facilité de crédit a été reportée de deux ans jusqu'en août 2021. Au 30 juin 2018, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité, et la société en commandite respectait toutes ses clauses restrictives.

La société en commandite a conclu, par l'intermédiaire de ses entreprises en exploitation, des facilités de crédit avec des institutions financières importantes. Il s'agit principalement de facilités de crédit à terme renouvelables et de facilités d'exploitation renouvelables assorties de taux d'intérêt variables. Dans certains cas, les facilités sont assorties de clauses restrictives financières, généralement sous la forme de ratios de couverture des intérêts et de ratios de levier financier. L'une des sociétés de services immobiliers de la société en commandite dans le secteur Services commerciaux administre un programme de titrisation sur une base de gestion complète qui consiste à céder une participation en copropriété indivise dans des créances admissibles à leur juste valeur en vertu des modalités de la convention en contrepartie d'un produit en trésorerie. Bien que la vente de la participation en copropriété soit considérée comme une vente légale, la société en commandite a déterminé que le critère de décomptabilisation d'actifs n'a pas été satisfait, car il n'y a pas transfert de la quasi-totalité des risques et avantages liés au droit de propriété.

NOTE 14. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, la société en commandite a conclu les transactions présentées ci-dessous avec des parties liées selon la valeur d'échange. Ces transactions ont été évaluées à la juste valeur et elles sont comptabilisées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

a) Transactions avec la société mère

Au 30 juin 2018, un montant de néant (31 décembre 2017 – néant) avait été prélevé sur les facilités de crédit aux termes des conventions de crédit liées à Brookfield.

La société en commandite a conclu une convention de dépôt avec Brookfield en vertu de laquelle elle peut déposer des fonds auprès de Brookfield, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration. Le solde de tout dépôt est payable à vue et est assorti d'un taux d'intérêt convenu selon les conditions du marché. Au 30 juin 2018, le montant du dépôt était de 690 M\$ (31 décembre 2017 – 384 M\$) et était compris dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, la société en commandite a gagné des produits d'intérêts de 4 M\$ et de 7 M\$, respectivement, sur ces dépôts (30 juin 2017 – 1 M\$ et 3 M\$, respectivement).

La société en commandite paie à Brookfield des honoraires de gestion de base trimestriellement. Aux fins du calcul des honoraires de gestion de base, la capitalisation totale de Brookfield Business Partners L.P. correspond au cours moyen pondéré en fonction du volume trimestriel des parts de la société en commandite à la Bourse principale (en fonction du volume de négociation) multiplié par le nombre de parts en circulation à la fin du trimestre (en supposant la conversion de la totalité des parts de rachat-échange en parts de Brookfield Business Partners L.P.), majoré de la valeur des titres des autres bénéficiaires de services, qui ne sont pas détenus par la société en commandite, majoré du montant de la dette impayée avec recours à l'égard d'un bénéficiaire de services, déduction faite de toute trésorerie détenue par de telles entités. Les honoraires de gestion de base se sont chiffrés à 13 M\$ et à 26 M\$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 (30 juin 2017 – 7 M\$ et 13 M\$, respectivement).

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

En sa capacité de porteur de parts de société en commandite spéciales de la société de portefeuille SEC, Brookfield a le droit de recevoir des distributions incitatives. Le total de la distribution incitative pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 s'est chiffré à 41 M\$ et à 184 M\$ (30 juin 2017 – néant et néant).

La société en commandite a précédemment conclu un certain nombre de couvertures d'investissement net dans des établissements à l'étranger avec Brookfield, lesquelles étaient toutes réglées au 31 décembre 2017. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, des profits latents de néant (30 juin 2017 – 5 M\$) et des pertes réalisées de néant (30 juin 2017 – 9 M\$), respectivement, ont été comptabilisés.

En outre, au moment de la scission-distribution, la société en commandite a conclu des conventions d'indemnisation avec Brookfield relativement à des projets dans certaines régions qui étaient en cours avant la scission-distribution. En vertu de ces conventions d'indemnisation, Brookfield a convenu de nous indemniser pour la réception de paiements au titre de ces projets.

b) Autres

Les tableaux qui suivent présentent le sommaire des autres transactions que la société en commandite a conclues avec des parties liées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin 2018	30 juin 2017	30 juin 2018	30 juin 2017
Transactions au cours de la période				
Produits tirés des services de construction	122 \$	83 \$	224 \$	161 \$

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Solde à la fin de la période		
Débiteurs	53 \$	64 \$
Créditeurs et autres	93 \$	106 \$

NOTE 15. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les activités de la société en commandite l'exposent à divers risques financiers, y compris le risque de marché (c'est-à-dire le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque sur marchandises et autre risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. La société en commandite et ses filiales utilisent de façon sélective des instruments financiers dérivés dans le but de gérer ces risques.

Le tableau qui suit présente les montants notionnels totaux des dérivés de la société en commandite aux dates considérées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Total des contrats de change ¹	1 597 \$	1 243 \$

1. Les montants notionnels relatifs aux instruments dérivés compensés sont présentés à leur valeur nette.

L'augmentation des montants notionnels des contrats de change tient principalement à une hausse des montants notionnels des couvertures d'investissement net qui couvrent nos entreprises de gestion des installations, notre entreprise d'emballages de plastique récupérable et notre entreprise liée à l'énergie.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017**

NOTE 16. CAPITAUX PROPRES

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, la société en commandite a distribué aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité et aux porteurs de parts de rachat-échange des dividendes de 8 M\$ et de 16 M\$, respectivement, soit environ 0,0625 \$ par part de société en commandite (30 juin 2017 – 7 M\$ et 14 M\$, respectivement). Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, la société en commandite a distribué aux autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation un montant de 917 M\$ et de 1 658 M\$, respectivement, principalement en raison des dividendes reçus de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite (30 juin 2017 – 84 M\$ et 307 M\$, respectivement).

Il n'y a eu aucun changement du nombre de parts émises et en circulation au cours du semestre clos le 30 juin 2018.

a) Bénéfice par part de société en commandite

Le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de société en commandite s'est établi à 40 M\$ et à 5 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018. Le nombre moyen pondéré de parts de société en commandite en circulation pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 était de 66 millions (30 juin 2017 – 52 millions).

b) Distribution incitative aux porteurs de parts de société en commandite spéciales

En sa capacité de porteur de parts de société en commandite spéciales de la société de portefeuille SEC, Brookfield a droit au versement de distributions incitatives fondées sur une hausse de 20 % du cours des parts de la société en commandite par rapport au seuil initial fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume des parts, sous réserve d'un cours plus élevé. Des distributions de 41 M\$ et de 184 M\$ (30 juin 2017 – néant et néant) ont été déclarées au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018. Le seuil a été rétabli à 38,31 \$ par part.

NOTE 17. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

a) Attribuable aux commanditaires

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Écart de change	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Autres¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	(111) \$	6 \$	(7) \$	(112) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(49)	7	11	(31)
Solde au 30 juin 2018	(160) \$	13 \$	4 \$	(143) \$

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Écart de change	Titres disponibles à la vente	Autres¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)
Solde au 1 ^{er} janvier 2017	(148) \$	4 \$	3 \$	(141) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	19	—	(11)	8
Solde au 30 juin 2017	(129) \$	4 \$	(8) \$	(133) \$

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017

b) Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle – Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management Inc.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Écart de change	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Autres ¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)
Solde au 1 ^{er} janvier 2018	(165) \$	4 \$	(4) \$	(165) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(47)	6	11	(30)
Solde au 30 juin 2018	(212) \$	10 \$	7 \$	(195) \$

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Écart de change	Titres disponibles à la vente	Autres ¹	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)
Solde au 1 ^{er} janvier 2017	(205) \$	2 \$	6 \$	(197) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	20	—	(11)	9
Solde au 30 juin 2017	(185) \$	2 \$	(5) \$	(188) \$

1. Représente les couvertures d'investissement net, les couvertures de flux de trésorerie et les autres réserves.

NOTE 18. COÛTS D'EXPLOITATION DIRECTS

La société en commandite n'a pas d'employé ni d'administrateur principal et elle ne rémunère aucun principal dirigeant. Les principaux décideurs de la société en commandite sont tous des employés de la société mère ultime ou de ses filiales, laquelle fournit des services de gestion en vertu de la convention de services-cadre conclue avec Brookfield.

Les coûts d'exploitation directs comprennent l'ensemble des charges imputables, à l'exception des intérêts, des amortissements, de la charge pour perte de valeur, des autres charges et de l'impôt, et sont principalement imputables au coût des ventes et à la rémunération. Le tableau qui suit présente, par nature, les coûts d'exploitation directs pour les trimestres et les semestres clos le 30 juin 2018 et le 30 juin 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin 2018	30 juin 2017	30 juin 2018	30 juin 2017
Coût des ventes	7 739 \$	4 278 \$	14 915 \$	5 786 \$
Rémunération	449	369	903	729
Impôts fonciers, taxes de vente et autres	12	26	31	32
Total	8 200 \$	4 673 \$	15 849 \$	6 547 \$

Le montant des stocks comptabilisé à titre de charges s'est élevé à 5 160 M\$ et à 9 801 M\$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 (30 juin 2017 – 2 479 M\$ et 2 657 M\$).

NOTE 19. INFORMATION SECTORIELLE

Nos activités sont structurées en cinq secteurs opérationnels qui sont revus périodiquement par le principal décideur opérationnel aux fins d'affectation des ressources aux secteurs et d'évaluation de la performance de ceux-ci. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société sont les principales mesures utilisées par le principal décideur opérationnel pour l'évaluation de la performance et pour la prise de décisions concernant l'affectation des ressources.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie et autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous incluons notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations des placements mis en équivalence.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017**

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés pour calculer le BAIIA de la société, afin d'exclure l'incidence des profits (pertes) à la cession réalisés, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible, ainsi que des profits à la cession réalisés, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestre clos le 30 juin 2018					
	Total attribuable à la société en commandite					
	Services commerciaux	Services de construction	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
Produits	6 726 \$	1 133 \$	855 \$	57 \$	4 \$	8 775 \$
Coûts d'exploitation directs	(6 603)	(1 108)	(438)	(49)	(2)	(8 200)
Frais généraux et administratifs	(61)	(11)	(49)	(5)	(16)	(142)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ³	7	—	4	52	—	63
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ⁴	(46)	—	(264)	(4)	—	(314)
BAIIA de la société¹	23	14	108	51	(14)	182
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	55	—	35	—	—	90
Charges d'intérêts	(22)	—	(55)	(6)	—	(83)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence ³	(1)	—	(1)	(18)	—	(20)
Impôt exigible	(13)	(9)	(29)	(1)	—	(52)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ⁴	19	—	36	5	—	60
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société¹	61	5	94	31	(14)	177
Dotation aux amortissements ²						(105)
Charge pour perte de valeur, montant net						—
Autres produits (charges), montant net						(7)
Impôt différé						39
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ³						(50)
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables à d'autres entités ⁴						65
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux porteurs de parts¹						119 \$

1. Le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts comprennent le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.
2. Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, la dotation aux amortissements par secteur se présente comme suit : Services commerciaux, 29 M\$; Services de construction, 5 M\$; Activités industrielles, 53 M\$; Énergie, 18 M\$ et Siège social et autres, néant.
3. La somme de ces montants correspond à une perte comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de 7 M\$.
4. Le total des éléments avec et sans effet sur la trésorerie attribuables aux participations d'autres entités correspond à un bénéfice net de 189 M\$, présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audité.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017**

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Semestre clos le 30 juin 2018					
	Total attribuable à la société en commandite					
	Services commerciaux	Services de construction	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
Produits	13 030 \$	2 176 \$	1 602 \$	154 \$	7 \$	16 969 \$
Coûts d'exploitation directs	(12 817)	(2 128)	(791)	(109)	(4)	(15 849)
Frais généraux et administratifs	(118)	(21)	(79)	(10)	(32)	(260)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ³	15	—	9	98	—	122
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ⁴	(71)	—	(514)	(24)	—	(609)
BAIIA de la société¹	39	27	227	109	(29)	373
Profit à la cession réalisé	55	—	51	—	—	106
Charges d'intérêts	(41)	—	(114)	(14)	—	(169)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence ³	(1)	—	(2)	(36)	—	(39)
Impôt exigible	(17)	(13)	(49)	(1)	—	(80)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ⁴	34	—	79	11	—	124
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société¹	69	14	192	69	(29)	315
Dotation aux amortissements ²						(211)
Charge pour perte de valeur, montant net						—
Autres produits (charges), montant net						(21)
Impôt différé						29
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ³						(73)
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables à d'autres entités ⁴						154
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux porteurs de parts¹						193 \$

1. Le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts comprennent le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.
2. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, la dotation aux amortissements par secteur se présente comme suit : Services commerciaux, 57 M\$; Services de construction, 10 M\$; Activités industrielles, 106 M\$; Énergie, 38 M\$ et Siège social et autres, néant.
3. La somme de ces montants correspond à un bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 10 M\$.
4. Le total des éléments avec et sans effet sur la trésorerie attribuables aux participations d'autres entités correspond à un profit net de 331 M\$, présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017**

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestre clos le 30 juin 2017					
	Total attribuable à la société en commandite					
	Services commerciaux	Services de construction	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
Produits	3 273 \$	1 125 \$	406 \$	64 \$	2 \$	4 870 \$
Coûts d'exploitation directs	(3 207)	(1 104)	(316)	(45)	(1)	(4 673)
Frais généraux et administratifs	(30)	(11)	(22)	(4)	(9)	(76)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ³	11	—	1	12	—	24
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ⁴	(26)	—	(53)	(12)	—	(91)
BAIIA de la société¹	21	10	16	15	(8)	54
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	1	—	8	—	—	9
Charges d'intérêts	(9)	—	(34)	(7)	—	(50)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence ³	—	—	—	(1)	—	(1)
Impôt exigible	(4)	2	(5)	—	3	(4)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ⁴	8	—	23	4	—	35
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société¹	17	12	8	11	(5)	43
Dotation aux amortissements ²						(88)
Charge pour perte de valeur, montant net						(23)
Autres produits (charges), montant net						(9)
Impôt différé						4
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ³						(9)
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables à d'autres entités ⁴						76
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux porteurs de parts¹						(6) \$

1. Le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts comprennent le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.
2. Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, la dotation aux amortissements par secteur se présente comme suit : Services commerciaux, 13 M\$; Services de construction, 7 M\$; Activités industrielles, 44 M\$; Énergie, 24 M\$ et Siège social et autres, néant.
3. La somme de ces montants correspond à un bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 14 M\$.
4. Le total des éléments avec et sans effet sur la trésorerie attribuables aux participations d'autres entités correspond à une perte nette de 20 M\$, présentée dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017**

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Semestre clos le 30 juin 2017					
	Total attribuable à la société en commandite					
	Services commerciaux	Services de construction	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
Produits	3 889 \$	2 141 \$	637 \$	133 \$	4 \$	6 804 \$
Coûts d'exploitation directs	(3 790)	(2 124)	(535)	(96)	(2)	(6 547)
Frais généraux et administratifs	(53)	(22)	(37)	(8)	(18)	(138)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ³	15	—	1	26	—	42
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ⁴	(40)	1	(51)	(24)	—	(114)
BAIIA de la société¹	21	(4)	15	31	(16)	47
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	6	2	237	36	—	281
Charges d'intérêts	(13)	—	(43)	(13)	—	(69)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence ³	—	—	—	(2)	—	(2)
Impôt exigible	(4)	12	(13)	(1)	6	—
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ⁴	11	(1)	(109)	(20)	—	(119)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société¹	21	9	87	31	(10)	138
Dotation aux amortissements ²						(153)
Charge pour perte de valeur, montant net						(30)
Autres produits (charges), montant net						5
Impôt différé						—
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ³						(16)
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables à d'autres entités ⁴						116
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux porteurs de parts¹						60 \$

1. Le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts comprennent le BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.
2. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, la dotation aux amortissements par secteur se présente comme suit : Services commerciaux, 22 M\$; Services de construction, 12 M\$; Activités industrielles, 69 M\$; Énergie, 50 M\$ et Siège social et autres, néant.
3. La somme de ces montants correspond à un bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 24 M\$.
4. Le total des éléments avec et sans effet sur la trésorerie attribuables aux participations d'autres entités correspond à un profit net de 117 M\$, présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net non audités.

NOTES ANNEXES

**Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les
30 juin 2018 et 2017**

Dans le but de contrôler la performance sectorielle et la répartition des ressources entre les secteurs, le principal décideur opérationnel surveille les actifs, y compris les placements mis en équivalence, attribuables à chaque secteur.

Le tableau suivant présente une analyse des actifs de la société en commandite par secteur opérationnel à présenter au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Au 30 juin 2018					
	Total attribuable à la société en commandite					
	Services commerciaux	Services de construction	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
Total de l'actif	5 361 \$	2 671 \$	6 388 \$	1 686 \$	935 \$	17 041 \$

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Au 31 décembre 2017					
	Total attribuable à la société en commandite					
	Services commerciaux	Services de construction	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
Total de l'actif	5 246 \$	2 653 \$	5 839 \$	1 671 \$	395 \$	15 804 \$

NOTE 20. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Semestres clos les	
	30 juin 2018	30 juin 2017
Intérêts versés	94 \$	41 \$
Impôt sur le résultat payé	30 \$	20 \$

Les montants versés et reçus au titre des intérêts sont présentés à titre de flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités.

L'information détaillée du poste Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités est la suivante :

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Semestres clos les	
	30 juin 2018	30 juin 2017
Débiteurs	(324) \$	10 \$
Stocks	(73)	(32)
Paiements d'avance et autres	(79)	22
Créditeurs et autres	(38)	(370)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	(514) \$	(370) \$

NOTES ANNEXES

Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

NOTE 21. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

a) Distribution

Le 2 août 2018, le conseil d'administration a déclaré une distribution trimestrielle d'un montant de 0,0625 \$ par part, payable le 28 septembre 2018 aux porteurs de parts inscrits à la fermeture des bureaux le 31 août 2018.

b) Acquisition de Teekay Offshore Partners

En juillet 2018, la société en commandite a soutenu Teekay Offshore afin que cette dernière conclue un placement d'obligations de 500 M\$ offrant un rendement de 8,5 % et arrivant à échéance en 2023. La société en commandite a souscrit un montant de 226 M\$ sur ces obligations au moyen des fonds en caisse. Parallèlement, un billet à recevoir de Teekay Offshore de 200 M\$ a été converti en obligations de la même série. La quote-part de la société en commandite s'élevait à 84 M\$.

Le 3 juillet 2018, la société en commandite a exercé son option de commandité afin d'acquérir une participation additionnelle de 2 % dans le commandité de Teekay Offshore, Teekay Offshore GP. Avant le 3 juillet 2018, la société en commandite détenait une participation économique de 60 % dans Teekay Offshore, qui était comptabilisée au moyen de la méthode de la mise en équivalence, et un bloc de droits de vote de 49 % dans Teekay Offshore GP. Par suite de l'exercice de cette option, le bloc de droits de vote de la société en commandite dans Teekay Offshore GP a augmenté pour passer à 51 %, et la société en commandite est en droit de nommer la majorité des membres de son conseil d'administration, ce qui lui procure le contrôle de l'entreprise. Par conséquent, la société en commandite commencera à consolider cette entreprise à partir de cette date.

En raison de l'exercice récent de l'option de commandité, l'évaluation exhaustive et la comptabilisation initiale du prix d'achat relativement au regroupement d'entreprises n'étaient pas disponibles à la date de publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Par conséquent, la société en commandite n'a pas présenté les montants comptabilisés à la date d'acquisition pour certaines catégories importantes d'actifs acquis et de passifs repris.

c) Acquisition de Westinghouse Electric Company

Le 1^{er} août 2018, de concert avec des partenaires institutionnels, la société en commandite a conclu l'acquisition de la totalité de Westinghouse Electric Company (« Westinghouse ») pour un prix d'achat d'environ 4 G\$. La transaction a été financée au moyen d'un montant d'environ 920 M\$ en capitaux propres, sur lesquels une tranche de 405 M\$ représentant une participation de 44 % est attribuable à la société en commandite. Le capital restant a été mobilisé au moyen d'un financement de 3,1 G\$ par emprunt à long terme.

En raison de la récente conclusion de l'acquisition, l'évaluation exhaustive et la comptabilisation initiale du prix d'achat relativement au regroupement d'entreprises n'étaient pas disponibles à la date de publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Par conséquent, la société en commandite n'a pas présenté les montants comptabilisés à la date d'acquisition pour certaines catégories importantes d'actifs acquis et de passifs repris.

d) Deuxième placement et rachat d'actions parallèle de GrafTech

En août, notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite, GrafTech, a conclu un deuxième placement visant ses actions ordinaires ainsi qu'un rachat d'actions parallèle auprès de Brookfield. Le placement et le rachat d'actions ont généré un produit de 668 M\$, sur lequel une tranche de 230 M\$ est attribuable à la société en commandite. Dans le cadre de ce placement, une option de surallocation de 30 jours visant l'achat de 3 450 000 actions additionnelles a également été accordée aux preneurs fermes.

RAPPORT DE GESTION

Introduction

Le présent rapport de gestion de Brookfield Business Partners L.P. et ses filiales (collectivement, la « société en commandite » ou « nous ») porte sur la situation financière de la société en commandite au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 ainsi que sur les résultats d'exploitation pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2018 et 2017. L'information présentée dans ce rapport de gestion doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les semestres clos le 30 juin 2018 et le 30 juin 2017 (les « états financiers intermédiaires »). Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 14 août 2018. Des renseignements additionnels sur la société en commandite figurent aux adresses www.sedar.com et www.sec.gov.

Le présent rapport de gestion contient des données historiques et des déclarations prospectives. Les lecteurs sont avisés que ces déclarations prospectives sont assujetties à des règles et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont présentés dans les déclarations prospectives.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives. Les déclarations prospectives se rapportent à des attentes, à des opinions, à des avis, à des projections, à des plans et à des stratégies futurs, à des événements ou des tendances prévus et à des expressions similaires concernant des questions qui ne sont pas des faits historiques. Les déclarations prospectives que contient le présent rapport de gestion comprennent notamment des énoncés sur la qualité de nos actifs, sur notre rendement financier et sur les prévisions de croissance future de la société en commandite. Dans certains cas, les déclarations prospectives peuvent être reconnues par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « estimer », « s'attendre à », « projeter », « planifier », « éventuel », « chercher à », « viser », « projeter », « prévoir », « considérer » et « possible », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou elles se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur nos opinions, nos hypothèses et nos attentes à l'égard de notre rendement futur, compte tenu de tous les renseignements dont nous disposons actuellement. Ces opinions, ces hypothèses et ces attentes peuvent changer en raison de nombreux événements ou facteurs possibles, dont certains nous sont inconnus ou sont indépendants de notre volonté. Si un changement survient, nos activités, notre situation financière, nos liquidités et nos résultats d'exploitation pourraient différer significativement de ceux exprimés dans nos déclarations prospectives. Les facteurs suivants, entre autres, pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de nos déclarations prospectives :

- Les changements liés à la conjoncture en général.
- La conjoncture économique et commerciale qui pourrait avoir une incidence sur notre capacité à accéder aux marchés des capitaux et aux marchés du crédit.
- La nature cyclique de la plupart de nos activités.
- La possibilité que l'exploration et le développement n'entraînent pas d'actifs productifs sur le plan commercial.
- Les mesures prises par des concurrents.
- Le risque de change.
- Notre capacité à réaliser des acquisitions ou autres opérations précédemment annoncées, ou à les réaliser dans le délai prévu.
- Notre capacité à profiter pleinement des avantages prévus découlant de nos acquisitions, coentreprises, placements ou aliénations futurs ou existants, et les risques associés à ceux-ci.
- Des mesures ou des mesures potentielles qui pourraient être prises par nos coentrepreneurs, nos partenaires, nos investisseurs de fonds ou nos colocataires.
- Les risques couramment associés à une séparation entre la participation économique et le contrôle.
- L'incapacité à maintenir des contrôles internes efficaces.
- Les mesures ou les mesures potentielles qui pourraient être prises par notre société mère ou par ses filiales (autres que la société en commandite).
- Le départ d'une partie des professionnels clés de Brookfield ou de tous ceux-ci.
- Les litiges en suspens ou sérieusement envisagés.
- Les changements apportés à la législation et à la réglementation.
- Les responsabilités environnementales possibles et les autres passifs éventuels.
- Notre capacité à souscrire des polices d'assurance adéquates à des taux raisonnables sur le plan commercial.
- Notre situation financière et nos liquidités.
- Les technologies substituts pourraient avoir une incidence sur la demande pour les entreprises et actifs que nous possédons et exploitons, ou sur l'utilisation de ceux-ci, et pourraient réduire ou supprimer l'avantage concurrentiel de nos entreprises et actifs.
- L'abaissement des notations et les conditions défavorables des marchés du crédit.

- Les changements des marchés des capitaux, des taux de change des devises, des taux d'intérêt ou de la situation politique.
- L'incidence de la désintégration éventuelle d'unions politiques et économiques (ou le départ d'un membre d'une union).
- La volatilité générale des marchés des capitaux et du cours de nos parts de société en commandite.
- D'autres facteurs décrits ailleurs dans le présent document et à la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F.

Les déclarations relatives aux « réserves » sont réputées être des déclarations prospectives, car elles reposent sur l'évaluation tacite, fondée sur certaines estimations et hypothèses, que les réserves décrites dans le présent document pourront être produites de façon rentable dans l'avenir. Nous exprimons des réserves relativement à toute déclaration prospective par ces mises en garde.

Nous mettons en garde les lecteurs que la liste précédente de facteurs importants qui peuvent avoir des répercussions sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à nos déclarations ou informations prospectives, les investisseurs et autres personnes devraient examiner attentivement ces facteurs et autres incertitudes ainsi que les événements qui pourraient survenir. Sauf lorsque la loi l'exige, nous ne nous engageons nullement à publier une mise à jour ou une révision de ces déclarations ou informations prospectives, de façon écrite ou orale, que ce soit par suite de l'obtention de nouveaux renseignements, de la survenance d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Ces facteurs de risque et d'autres facteurs sont traités en détail à la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F. De nouveaux facteurs de risque peuvent intervenir à l'occasion, et il est impossible de prévoir l'ensemble de ces facteurs de risque, ni dans quelle mesure un facteur ou une combinaison de facteurs pourrait faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels de la société en commandite diffèrent significativement de ceux compris aux présentes déclarations prospectives. Compte tenu de ces risques et incertitudes, les investisseurs ne doivent pas se fier indûment aux déclarations prospectives ni les considérer comme une prédiction des résultats réels. Même si les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion sont fondées sur ce que la société en commandite considère comme des hypothèses raisonnables, la société en commandite ne peut garantir aux investisseurs que les résultats réels correspondront à ces déclarations prospectives. Les présentes déclarations prospectives sont formulées à la date du présent rapport de gestion.

Se reporter à notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F disponible sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov, pour obtenir une liste détaillée des risques et incertitudes à la rubrique « Facteurs de risque ».

Continuité des intérêts communs

Le 20 juin 2016, Brookfield a conclu la scission-distribution de la société en commandite au moyen d'un dividende exceptionnel distribué sous forme d'une portion de nos parts de société en commandite aux porteurs des actions à droit de vote restreint de catégorie A et de catégorie B de Brookfield (la « scission-distribution »). Le 1^{er} juin 2016, nous avons acquis la quasi-totalité des services commerciaux et des activités industrielles (l'« Entreprise ») et reçu de Brookfield 250 M\$ en trésorerie. En contrepartie, Brookfield a reçu i) environ 55 % des parts de société en commandite et 100 % des parts de commandité de la société en commandite, ii) des parts de société en commandite spéciales et des parts de rachat-échange de Brookfield Business L.P. (la « société de portefeuille SEC »), qui représentent une participation d'environ 52 % dans la société de portefeuille SEC, et iii) 15 M\$ d'actions privilégiées de certaines de nos filiales. Au 30 juin 2018, Brookfield détenait une participation approximative de 68 % dans la société en commandite, compte tenu d'un échange intégral. Les porteurs de parts de commandité, de parts de société en commandite, de parts de société en commandite spéciales et de parts de rachat-échange seront collectivement appelés les « porteurs de parts » tout au long du présent rapport de gestion. Les parts de société en commandite et les parts de rachat-échange présentent les mêmes caractéristiques économiques à tous les égards, à l'exception du fait que les parts de rachat-échange peuvent, à la demande de Brookfield, être rachetées en totalité ou en partie contre un montant en trésorerie correspondant à la valeur de marché de une part de société en commandite, multipliée par le nombre de parts de rachat-échange (sous réserve de certains ajustements). Par conséquent, à titre de porteur de parts de rachat-échange, Brookfield a droit au résultat net et aux distributions par part équivalant à la participation par part des parts de la société en commandite. Toutefois, compte tenu de l'option de rachat dont il est fait mention précédemment et du fait qu'elles ont été émises par notre filiale, nous présentons les parts de rachat-échange en tant que composante des participations ne donnant pas le contrôle.

Brookfield contrôlait directement et indirectement l'Entreprise avant la scission-distribution et elle a continué, par l'intermédiaire de sa participation dans la société en commandite, de contrôler cette dernière après la scission-distribution. Par conséquent, nous avons reflété les activités de l'Entreprise de même que sa situation financière et ses résultats d'exploitation d'après les valeurs comptables inscrites par Brookfield avant la scission-distribution.

Mode de présentation

Les états financiers intermédiaires ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et selon les méthodes comptables que la société en commandite a appliquées dans ses états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2017 et pour l'exercice clos à cette date, ou dans ses états financiers annuels, sauf en ce qui concerne l'incidence de l'adoption des normes comptables décrites ci-dessous. Les méthodes comptables utilisées par la société en commandite dans ses états financiers annuels au 31 décembre 2017 et pour l'exercice clos à cette date sont présentées à la note 2 de ses états financiers annuels, auxquels il convient de se reporter au cours de la lecture des présents états financiers intermédiaires. Tous les termes définis sont également décrits dans les états financiers consolidés annuels. Les états financiers intermédiaires ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation et ils sont présentés en dollars américains, et les chiffres sont arrondis au million le plus près, sauf indication contraire. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Les états financiers intermédiaires comprennent les comptes de la société en commandite et de ses filiales consolidées, soit les entités sur lesquelles la société en commandite exerce un contrôle.

Nous présentons aussi une analyse des résultats d'exploitation par secteur correspondant à notre vision et à notre façon de gérer nos activités. Nos secteurs opérationnels sont les suivants : i) Services commerciaux; ii) Services de construction; iii) Activités industrielles; iv) Énergie; et v) Siège social et autres.

Les mesures non définies par les normes IFRS utilisées dans le présent rapport de gestion font l'objet d'un rapprochement avec ces données financières ou sont calculées d'après ces dernières. Sauf indication contraire, tous les montants présentés en dollars sont exprimés en millions de dollars américains. Le symbole « \$ AU » se rapporte aux montants exprimés en dollars australiens. Le symbole « BRL » se rapporte aux montants exprimés en réals brésiliens. Le symbole « £ » se rapporte aux montants exprimés en livres sterling. Le symbole « \$ CA » se rapporte aux montants exprimés en dollars canadiens.

Aperçu de notre Entreprise

La société en commandite est une société en commandite exonérée des Bermudes enregistrée en vertu de la Bermuda Limited Partnership Act of 1883, dans sa version modifiée, et de la Bermuda Exempted Partnerships Act of 1992, dans sa version modifiée.

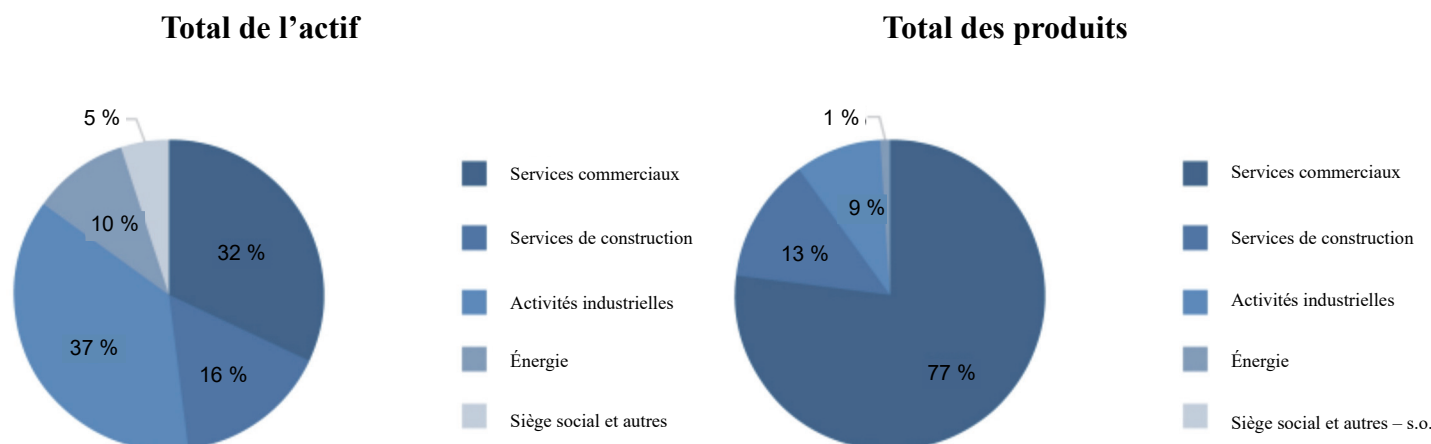
Notre société en commandite a été établie par Brookfield afin de constituer sa principale société en commandite ouverte pour l'exploitation de ses services commerciaux et activités industrielles. Nous exerçons nos activités principalement au Canada, en Australie, au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Brésil et au Moyen-Orient. Les activités de la société en commandite sont axées sur la détention et l'exploitation d'entreprises de grande qualité qui ont de faibles coûts de production ou qui bénéficient d'importantes barrières à l'entrée. Nous visons à créer de la valeur en accroissant les flux de trésorerie de nos entreprises, en poursuivant une stratégie d'acquisition axée sur les activités et en réinvestissant au moment opportun les capitaux générés par les activités et les cessions réalisées au sein de nos activités existantes, par les nouvelles acquisitions et par les investissements. La société en commandite a pour but de dégager des rendements pour les porteurs de parts, principalement au moyen de l'appréciation du capital et d'un taux de distribution modéré.

Secteurs opérationnels

Nous avons cinq secteurs opérationnels organisés en fonction de la façon dont la direction regroupe ses activités au sein de certains secteurs précis :

- i. Le secteur Services commerciaux comprend la gestion d'installations, la distribution et la commercialisation de carburants pour véhicules routiers, les services immobiliers résidentiels, les services de logistique, les services liés au jeu et les services-conseils financiers.
- ii. Le secteur Services de construction englobe les services de gestion et de conclusion de contrats de construction.
- iii. Le secteur Activités industrielles englobe certaines activités minières et manufacturières et des activités de distribution.
- iv. Le secteur Énergie comprend la production de pétrole et de gaz, les services liés à l'énergie de source marine et les activités connexes.
- v. Le secteur Siège social et autres englobe la gestion de la trésorerie générale et des liquidités et les activités liées à la gestion de la relation de la société en commandite avec Brookfield.

Les graphiques ci-dessous présentent la répartition, entre les secteurs opérationnels, de l'actif total de 17,0 G\$ au 30 juin 2018 et du total des produits de 17,0 G\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018.



Services commerciaux

Nos services commerciaux consistent principalement en des services de gestion d'installations, de distribution et de commercialisation de carburants pour véhicules routiers, de même qu'en des services relatifs à l'immobilier résidentiel, à la logistique, au jeu et aux services-conseils financiers.

Nos entreprises de gestion d'installations offrent la gestion de la conception et de projet, des services professionnels et des services-conseils en milieu de travail stratégique aux clients dans divers secteurs comme le gouvernement, les institutions militaires, les établissements financiers, les services d'utilité publique, les entreprises industrielles et les bureaux d'entreprise. Nous souhaitons offrir à nos clients une solution d'impartition différente et économique en matière de gestion intégrée d'installations. Nous pouvons le faire en mettant à contribution l'ampleur de nos ressources, nos compétences et nos propres capacités d'exécution. Nous croyons nous démarquer de nos concurrents du fait de nos 20 ans et plus de pratique exemplaire dans le secteur et grâce à nos compétences centrales de fournisseur de services de gestion immobilière. Ce résultat est rendu possible par nos effectifs mobiles de techniciens et d'expertise interne, et notre plateforme technologique intégrée qui permet aux clients d'obtenir en temps réel un aperçu de tous les aspects de leurs installations. Notre entreprise de gestion intégrée d'installations jouit de taux de fidélisation élevés, ce qui témoigne selon nous de notre capacité à créer de la valeur pour nos clients.

La plus grande partie de nos produits de ce secteur provient de notre entreprise de commercialisation et de distribution de carburants pour véhicules routiers. Nous sommes un fournisseur mondial de distribution de carburants pour véhicules routiers dont les activités sont principalement exercées au Royaume-Uni où nous disposons d'une importante infrastructure d'importation, de mélange d'essence et de stockage, d'un réseau de distribution étendu et de relations clients diversifiées à long terme. La Société exploite une entreprise d'approvisionnement à l'échelle mondiale et gère une chaîne d'approvisionnement intégrée qui lui permet de s'approvisionner en carburants auprès de producteurs mondiaux à faible coût et de transporter efficacement ses carburants aux clients situés dans d'autres régions. Les produits et les coûts d'exploitation directs de cette entreprise comprennent des taxes à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de ces taxes est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. En outre, notre entreprise de commercialisation de carburants profite d'une grande fidélité de la clientèle grâce au programme de fidélité PC Optimum, et nous augmenterons la reconnaissance de notre marque grâce au déploiement de la marque Mobil au Canada pour en faire l'un des plus grands réseaux de stations-service au Canada, comptant 213 stations-service de détail et dépanneurs connexes.

Nous offrons aussi un service de courtage immobilier par l'entremise de contrats de franchise sous un certain nombre de marques au Canada, y compris la marque nationale bien connue Royal LePage ainsi que Johnston & Daniel, Via Capitale et Proprio Direct. Nous exploitons également directement un service de courtage immobilier dans certaines villes canadiennes, en plus d'offrir un service d'évaluation et des services d'analyse connexes à des établissements financiers du Canada.

Nous sommes un fournisseur de premier ordre de services complets de relocalisation et de services-conseils connexes offerts aux particuliers et aux établissements partout dans le monde. Nous avons des bureaux en Asie, en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud. Nous avons les compétences et les ressources pour offrir des services sur mesure et intégrés au plan mondial à l'ensemble de nos clients. Les contrats avec nos clients ont généralement une durée de trois à cinq ans. De plus, nous jouissons de taux de fidélisation et de satisfaction des clients élevés. Nous repérons des occasions d'affaires de sources diverses, y compris par les relations que nous avons avec nos clients actuels et d'anciens clients, des services de souscription, des fournisseurs et d'autres partenaires de l'industrie, ainsi que par le développement commercial à l'interne. Étant donné le nombre de fournisseurs mis en cause dans un projet de relocalisation ou de nouvelle affectation d'employés, une bonne gestion de la chaîne d'approvisionnement est impérative pour garantir la réussite globale du programme de mobilité d'une entreprise. Nous maintenons un réseau de fournisseurs indépendants qui nous permet d'offrir à nos clients et à leurs employés transférés un soutien partout dans le monde. Notre équipe dévouée de gestion de la chaîne d'approvisionnement se charge tout particulièrement de sélectionner les fournisseurs, de les former et d'assurer leur bonne exécution, en plus de gérer le processus global de sélection, de surveillance et de gestion de notre réseau de fournisseurs.

En partenariat avec un important exploitant d'établissements de jeu canadien, nous exploitons trois établissements de jeu dans la région du Grand Toronto. Actuellement, ces établissements comptent au total plus de 4 000 machines à sous et 60 tables de jeu et ils emploient plus de 2 200 personnes. En vertu d'un contrat à long terme conclu avec la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, nous détenons les droits exclusifs d'exploitation de ces établissements pour une période minimale de 22 ans. Par l'entremise de notre partenariat, nous avons mis en œuvre une stratégie de croissance ambitieuse en vertu de laquelle nous prévoyons améliorer l'expérience de nos invités et transformer ces sites en des destinations de divertissement attrayantes et de premier plan. Ce projet de modernisation et d'aménagement devrait comprendre une gamme de jeux améliorée et des agrandissements des établissements intégrés afin d'y inclure des commodités de premier ordre telles que des hôtels, des salles de conférence et de réception, des salles de spectacles, des restaurants et des commerces de détail.

Notre entreprise de services-conseils financiers fournit des conseils en matière de fusion et acquisition, de placement de la dette, de financement de projet, de courtage d'actifs et d'opérations structurées, axés sur le secteur immobilier, spécialement sur les terrains, les installations de production d'énergie et les infrastructures. Nous exerçons des activités partout dans le monde par le biais d'un réseau en pleine expansion comptant notamment des bureaux en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Europe, en Asie et en Australie.

Certains de nos services commerciaux ont un caractère saisonnier et sont tributaires du niveau général de l'activité économique ainsi que du volume de services achetés par nos clients qui en découle.

Services de construction

Notre entreprise de services de construction est un entrepreneur mondial de premier plan qui mise tout particulièrement sur la construction de grande qualité et qui exerce principalement ses activités sur des immeubles complexes et à grand déploiement et des infrastructures sociales. Les projets de construction sont généralement administrés en vertu de contrats, à l'égard desquels nous assumons la responsabilité de la conception, du programme des travaux, des achats et de la construction, en contrepartie d'un prix déterminé. La plupart des activités de construction sont confiées en sous-traitance à des spécialistes reconnus qui ont les mêmes obligations que celles énoncées dans notre principal contrat de construction. Une proportion moindre de nos activités concerne la gestion des chantiers de construction, pour laquelle nous facturons des frais pour la coordination des sous-traitants engagés par le client ou par nous. Nous devons habituellement fournir des garanties pour les travaux exécutés, soit conformément aux dispositions précisées dans le contrat conclu avec le client ou selon les exigences réglementaires locales. Nous offrons des garanties bancaires et des cautionnements aux clients et demandons aux sous-traitants des garanties ou effectuons des retenues de garantie.

Notre entreprise de services de construction offre des solutions intégrales de conception et d'aménagement à nos clients. Les travaux exécutés dans le cadre de ces contrats permettent la création ou l'amélioration d'un actif que notre client contrôle et, par conséquent, nous comptabilisons les produits tirés de ces contrats progressivement. La société en commandite utilise une méthode fondée sur les intrants, soit la méthode des coûts engagés, pour évaluer la mesure dans laquelle les obligations de prestation sont remplies en vertu d'IFRS 15.

À mesure que les travaux sont exécutés, un actif sur contrat sous la forme de travaux en cours est comptabilisé, lequel est reclassé dans les débiteurs lorsqu'il est facturé au client. Si le paiement est reçu avant que les travaux ne soient terminés, un passif sur contrat est comptabilisé. Les contrats de construction ne sont pas considérés comme comportant une composante financement importante, puisque la période entre la comptabilisation des produits selon la méthode des coûts engagés et la réception du paiement est généralement de moins de un an.

Le secteur de la construction est de nature cyclique en raison des variations de la conjoncture économique générale et de la croissance économique, autant à l'échelle mondiale que dans les régions au sein desquelles nous exerçons nos activités, ce qui pourrait se traduire par une variabilité de nos produits en fonction des variations du volume de travaux au cours d'une période donnée. Nos projets sont habituellement d'importants projets d'aménagement s'échelonnant sur plusieurs années, ce qui peut entraîner des fluctuations de produits, selon le volume de travaux effectués au cours d'une période. Comme nous sommes un entrepreneur mondial, une grande partie des produits et des coûts liés à nos projets de construction sont gagnés et engagés en Australie et en Europe et, par conséquent, ils subissent l'incidence des fluctuations du dollar australien et de la livre sterling, respectivement.

Activités industrielles

Notre secteur Activités industrielles inclut les activités de fabrication, d'extraction et de distribution exercées par l'intermédiaire de diverses entreprises.

Nous détenons une participation donnant le contrôle dans la plus grande société fermée de gestion des eaux au Brésil (« BRK Ambiental »). BRK Ambiental offre des services de gestion des eaux et eaux usées, ce qui comprend la collecte, le traitement et la distribution, à une vaste gamme de clients résidentiels, industriels, commerciaux et étatiques aux termes d'accords de concession à long terme ajustés en fonction de l'inflation, de contrats de partenariat public-privé (« PPP ») ou de contrats d'achat ferme partout au Brésil. Nous sommes d'avis que cette entreprise pourra tirer parti d'une plus grande part des améliorations liées aux réseaux d'aqueduc et d'égout prévues au Brésil au cours des 20 prochaines années, ce qui permettra d'investir d'importants capitaux supplémentaires offrant des rendements ajustés en fonction du risque stables et intéressants. À ce jour, nous nous sommes concentrés sur l'amélioration des capacités opérationnelles et le processus d'attribution du capital au sein de la société. Notre approche à long terme visant à créer de la valeur pour BRK Ambiental consiste entre autres à refaire de l'entreprise le partenaire de préférence des municipalités et à en accélérer la croissance en tirant profit de la croissance intégrée de nos activités existantes et en concluant de nouveaux contrats au Brésil.

Notre secteur Activités industrielles inclut également un fabricant d'électrodes de graphite et de coke en aiguilles utilisés dans la fabrication d'électrodes de graphite. Les électrodes de graphite sont surtout utilisées dans les fours électriques à arc des petites aciéries, et une part importante de nos ventes est réalisée dans le secteur de la production d'acier. Nous avons conclu l'acquisition de cette entreprise à un moment qui, à notre avis, correspondait à un creux du cycle du secteur en raison principalement de l'offre excédentaire et de la pression à la baisse sur les prix dans le marché de l'acier. Il s'agit d'un secteur d'activité hautement capitalistique qui présente d'importantes barrières à l'entrée et qui exige une expertise technique pour faire croître l'entreprise et assurer sa rentabilité. Nous avons rationalisé nos processus afin de réduire les délais de livraison et les coûts et d'offrir des produits et des services de qualité supérieure. Depuis 2016, le marché des fours électriques à arc s'est fortement redressé et il a repris sa trajectoire de croissance à long terme historique. Cette relance de la production de fours électriques à arc pour l'acier s'est traduite par une hausse de la demande pour nos électrodes de graphite. Cette hausse de la demande, jumelée à des réductions structurelles de l'offre, a récemment contribué à des prix élevés records pour les électrodes de graphite, ce qui nous a permis de générer de solides bénéfices et des flux de trésorerie importants. Au cours du deuxième trimestre de 2018, notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite a conclu un premier appel public à l'épargne, y compris l'exercice partiel de l'option de surallocation par les preneurs fermes, pour approximativement 13 % de la société au prix de 15 \$ par action.

En juin 2015, nous avons acquis une entreprise qui fabrique et commercialise un vaste éventail de produits d'infrastructure et de solutions d'ingénierie de construction. Nous avons réalisé l'acquisition en convertissant notre position sur un prêt à terme, position que nous avons acquise en 2011, en une participation dans l'entreprise conformément à un plan d'arrangement en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada). Avant la restructuration du capital, nos résultats consolidés reflétaient les intérêts et les frais liés à notre position sur le prêt. Nous fabriquons et commercialisons des tuyaux ondulés de polyéthylène haute densité (« tuyau PEHD ») et d'autres produits de drainage, y compris de petites structures de pont. En outre, nous fabriquons et commercialisons des systèmes d'ingénierie en béton préfabriqué, tels que des garages de stationnement, des ponts, des installations sportives et des enveloppes de bâtiments. Nous servons des clients provenant de divers secteurs et de toutes les régions du Canada, y compris les marchés canadiens nationaux et régionaux de l'infrastructure publique et du secteur privé dans les domaines du drainage agricole, de la construction immobilière et des ressources naturelles. La demande en matière d'infrastructures influe directement sur la croissance et la rentabilité de ces activités; cependant, la grande diversité des facteurs qui stimulent les activités d'investissement en infrastructures assure, de façon générale, une stabilité relative de la demande. Nous sommes en passe de vendre ces activités.

Par ailleurs, nous détenons des participations dans des activités d'exploitation minière d'agrégats et de métaux de spécialité au Canada. Ces activités minières consistent actuellement en une carrière de granulats calcaires située dans le nord de l'Alberta, au Canada, et la mine du Lac des Îles (« LDI »), en Ontario, au Canada. Les réserves minérales prouvées de la carrière de calcaire totalisent 459,2 millions de tonnes, et les réserves minérales probables, 539,5 millions de tonnes. Au 29 mai 2017, le total des réserves prouvées et probables de la mine du LDI était estimé à 38,5 millions de tonnes, d'une teneur moyenne en palladium de 2,25 g/t. Les passifs relatifs au démantèlement, qui se rapportent aux obligations juridiques et implicites découlant de la remise en état future du site et de la fermeture de sites miniers, sont comptabilisés lorsqu'ils prennent naissance, et un passif de même qu'un actif correspondant sont comptabilisés selon la meilleure estimation de la direction. Les coûts de remise en état sont garantis par une lettre de crédit, et les coûts de fermeture et de remise en état estimatifs font l'objet d'une provision dans la période comptable au cours de laquelle l'obligation découlant de la perturbation connexe prend naissance. Le total de tonnes broyées a continué d'augmenter au deuxième trimestre de 2018, pour atteindre 1 077 472 tonnes comparativement à 580 265 tonnes à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation reflète le retour du broyage à temps plein, complété par une augmentation de la production souterraine, le minerai de la fosse Sheriff ainsi que par le tonnage en piles de stockage en surface additionnel.

En mai 2018, de concert avec nos partenaires institutionnels, nous avons acquis une participation donnant le contrôle dans Schoeller Allibert Group B.V. (« Schoeller Allibert »), un grand fournisseur d'emballages de plastique récupérable européen. Les actions restantes continuent d'être détenues par la famille fondatrice. L'entreprise jouit d'une solide position concurrentielle compte tenu de sa clientèle à grande échelle diversifiée et de longue date qui sert de nombreuses industries et de sa solide réputation d'innovation en matière de produits. L'entreprise exerce ses activités dans un secteur en croissance du domaine de l'emballage qui présente des tendances favorables à long terme, soutenues par l'intérêt grandissant pour la durabilité et la logistique. En outre, selon nous, Schoeller Allibert est une entreprise qui a la possibilité d'augmenter sa taille de manière organique en pénétrant de nouveaux marchés et en développant de nouveaux produits et au moyen d'acquisitions.

La Société exploite douze sites de fabrication répartis dans toute l'Europe ainsi que un site situé à Phoenix en Arizona, emploie 2 000 employés et possède une clientèle diversifiée établie depuis longtemps. Nous sommes d'avis que nous pouvons tirer parti de l'important potentiel de croissance du marché, créé par l'abandon des emballages non réutilisables, et réaliser les améliorations sur le plan de l'efficacité opérationnelle déterminées lors du contrôle diligent. Jusqu'à ce jour, nous avons concentré nos efforts sur l'intégration des activités à la plateforme de Brookfield et sur le soutien offert à la direction dans le cadre de la mise en œuvre des initiatives opérationnelles déterminées.

Énergie

Notre secteur Énergie englobe les activités de prospection et de production pétrolières et gazières, qui sont principalement exercées par l'intermédiaire de notre plateforme de méthane de houille, ou « MH », dans le centre de l'Alberta, au Canada, et d'une entreprise pétrolière et gazière extracôtière qui sert le marché de l'Australie-Occidentale. Les activités de notre secteur Énergie comprennent également des activités liées aux services énergétiques au Canada, dans la mer du Nord et au Brésil.

Nos biens canadiens produisent environ 42 000 barils d'équivalent pétrole par jour (« bep/j »), dont la totalité représente le gaz naturel provenant de notre plateforme de MH. Nos biens de MH consistent en des réserves de longue durée, à faible taux d'épuisement, situées à de faibles profondeurs et présentant un niveau de risque et des projets d'investissement peu élevés. Les produits tirés de la vente de pétrole et de gaz sont comptabilisés à un moment précis, lorsque le titre de propriété et le contrôle du produit ont été transmis à une partie externe, en fonction du volume livré ainsi que du point de livraison et du prix prévus au contrat. Les produits tirés de la production dans laquelle la société en commandite détient une participation avec d'autres producteurs sont comptabilisés en fonction de la participation directe de la société en commandite. Les produits sont évalués déduction faite des redevances afin de refléter la déduction de la quote-part des produits des autres parties. Les produits tirés de la prestation de services sont comptabilisés à un moment précis, lorsque les droits et obligations importants inhérents à la propriété de même que le titre et le contrôle sont transférés.

Nos biens en Australie-Occidentale ont été acquis en juin 2015 et ils sont détenus par l'intermédiaire d'une participation dans une entreprise associée. Nous comptabilisons ces activités selon la méthode de la mise en équivalence. La production de nos activités pétrolières et gazières en Australie-Occidentale se chiffre à environ 50 000 bep/j, et nous sommes l'un des principaux fournisseurs de gaz sur le marché intérieur de l'Australie-Occidentale. Ces activités comprennent des infrastructures essentielles, dont trois usines à gaz locales et deux unités flottantes de production, de stockage et de déchargement en mer. Nous comptabilisons les produits tirés du pétrole et du gaz naturel lorsque la production liée à notre participation directe est vendue à un acheteur à un prix fixe ou déterminable, que la livraison a été effectuée, que le titre de propriété est transféré et que le recouvrement des produits est raisonnablement sûr. Les produits sont exposés aux fluctuations des prix des marchandises; toutefois, pour la production de gaz naturel, nous nous efforçons de conclure des contrats à long terme et nous avons couvert la production de pétrole classique à durée de vie plus courte jusqu'à la fin de 2019. Au 30 juin 2018, nous avons conclu des contrats à long terme ou établi des couvertures financières pour 108 millions de barils d'équivalent pétrole, ou « Mbep », sur le total des réserves de pétrole et de gaz de la société (ce qui ne correspond pas à la participation nette de la société en commandite).

Nous détenons une participation en titres de capitaux propres dans Teekay Offshore Partners L.P. (« Teekay Offshore »), une entreprise de services liés à l'énergie de source marine. Nous détenons, conjointement avec des investisseurs institutionnels, 60 % des parts de société en commandite de Teekay Offshore, et la quote-part de la société en commandite s'élève à 25 %. Nos produits dépendent des contrats conclus avec nos clients, ils sont fondés sur des honoraires et sont comptabilisés quotidiennement de façon linéaire sur la durée des contrats. À titre d'entreprise qui tire des honoraires de services essentiels, elle a une exposition directe restreinte au risque sur marchandises et possède un important portefeuille de contrats à taux fixe à moyen et à long terme conclus principalement avec des contreparties de première qualité.

Dans notre secteur Énergie, nous prévoyons engager des coûts futurs pour le démantèlement, l'abandon et la remise en état de nos actifs. La valeur actualisée de ces coûts futurs estimatifs de démantèlement, d'abandon et de remise en état est inscrite à l'actif et comptabilisée comme un passif à long terme.

Les activités de notre secteur Énergie incluent également les activités de forage à contrat et les services d'entretien de puits effectués principalement dans le bassin sédimentaire de l'Ouest canadien (le « BSOC »). Nos produits tirés des activités de forage à contrat et d'entretien de puits dans le secteur de l'énergie sont tributaires des commandes et des contrats conclus avec les clients qui prévoient des prix fixes ou déterminables établis en fonction de tarifs journaliers, horaires ou contractuels. Une tranche importante des produits tirés des services d'entretien provient de grandes sociétés pétrolières et gazières nationales et mondiales qui ont des activités en Alberta, au Canada. Nos activités connaissent des fluctuations saisonnières puisque les conditions météorologiques influent sur notre capacité à déplacer le matériel lourd de façon sécuritaire et efficace dans les champs de pétrole et de gaz naturel de l'Ouest canadien. L'activité est habituellement à son plus haut niveau au cours des premier et quatrième trimestres, car le gel crée un sol stable permettant d'accéder facilement aux sites des puits et de déplacer plus facilement les appareils de forage et d'entretien, alors que le deuxième trimestre connaît généralement le plus faible niveau d'activité en raison des restrictions routières pendant le dégel printanier.

Siège social et autres

Le secteur Siège social et autres englobe la gestion de la trésorerie générale et des liquidités, et les activités liées à la gestion de la relation de la société en commandite avec Brookfield.

Faits nouveaux concernant notre entreprise

Les principaux événements survenus dans le cadre de nos activités depuis le 31 mars 2018 sont mentionnés ci-dessous :

En avril 2018, GrafTech, notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite, a conclu un premier appel public à l'épargne, y compris l'exercice partiel de l'option de surallocation par les preneurs fermes, pour approximativement 13 % de la société au prix de 15 \$ par action. Le placement a généré un produit brut de 571 M\$, dont une tranche de 197 M\$ attribuable aux porteurs de parts.

En avril 2018, Berkshire Hathaway a exercé son option d'achat unidirectionnelle visant l'acquisition de notre participation de 33 % dans la coentreprise de services de courtage immobilier, ce qui a donné lieu à un profit net de 46 M\$.

En mai 2018, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons conclu l'acquisition d'une participation majoritaire de 70 % dans Schoeller Allibert. Schoeller Allibert est un fabricant de systèmes d'emballages de plastique récupérable. La quote-part du placement en titres de capitaux propres attribuable aux porteurs de parts s'élève à environ 45 M\$, ce qui représente une participation économique d'environ 14 % dans l'entreprise.

Après la fin du trimestre, Teekay Offshore a conclu un placement d'obligations pour un montant de 500 M\$ qui offre un rendement de 8,5 % et qui vient à échéance en 2023, ce qui permet à la Société de proroger considérablement l'échéance de ses emprunts. La société en commandite a souscrit ces obligations pour un montant de 226 M\$ au moyen des fonds en caisse. Parallèlement, un billet de 200 M\$ à recevoir de l'entreprise a été converti en obligations de la même série. La quote-part revenant à la société en commandite s'élevait à 84 M\$. La société en commandite a acheté le billet au prix de 140 M\$ lorsque nous avons effectué le refinancement de l'entreprise. Le 3 juillet 2018, la société en commandite a exercé son option de commandité en vue d'acquérir le contrôle de Teekay Offshore. Avant le 3 juillet 2018, la société en commandite détenait une participation économique de 60 % dans Teekay Offshore qui était comptabilisée au moyen de la méthode de la mise en équivalence, et un bloc de droits de vote de 49 % dans Teekay Offshore GP. Par conséquent, notre participation de commandité a augmenté, passant de 49 % à 51 %, et la société en commandite consolidera l'entreprise à compter du troisième trimestre de 2018.

Après la fin du trimestre, nous avons conclu l'acquisition de Westinghouse Electric Company (« Westinghouse »), pour un prix d'achat d'environ 4 G\$. La transaction a été financée au moyen d'un montant d'environ 920 M\$ en capitaux propres. De ce montant, la société en commandite a financé un montant de 405 M\$ pour une participation de 44 %, et le reste des capitaux propres a été fourni par des partenaires institutionnels. Le reste du capital a été financé au moyen d'un financement par emprunt à long terme d'environ 3,1 G\$.

Perspectives

Pour le deuxième trimestre, nous avons enregistré d'excellents résultats, chacun de nos secteurs opérationnels ayant affiché une solide performance, et le secteur Activités industrielles, une performance exceptionnelle. De plus, nous continuons de réaliser des progrès en ce qui a trait à nos initiatives stratégiques. Au cours du trimestre, nous avons conclu l'acquisition de notre entreprise d'emballage de plastique récupérable, Schoeller Allibert, ce qui accroît notre présence en Europe, et nous avons partiellement monétisé notre participation dans notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite. Après le trimestre, nous avons conclu notre acquisition de Westinghouse, ce qui diversifie nos activités liées aux services d'infrastructures.

Tel qu'il est mentionné ci-dessus, nous avons conclu l'acquisition de Schoeller Allibert, l'un des plus grands fabricants de systèmes d'emballage de plastique récupérable en Europe. Nous sommes d'avis que l'entreprise jouit d'une solide position concurrentielle compte tenu de sa clientèle à grande échelle diversifiée et de longue date qui sert de nombreuses industries et de sa solide réputation en matière d'innovation. L'entreprise exerce ses activités dans ce que nous considérons comme un secteur en croissance du domaine de l'emballage qui présente des tendances favorables à long terme, soutenues par l'intérêt grandissant pour la durabilité et la logistique. En outre, selon nous, Schoeller Allibert est une entreprise qui a la possibilité d'augmenter sa taille de manière organique en pénétrant de nouveaux marchés et en développant de nouveaux produits et au moyen d'acquisitions.

Après la fin du trimestre, nous avons conclu l'acquisition de Westinghouse, pour un prix d'achat d'environ 4 G\$. La transaction a été financée au moyen d'un montant d'environ 920 M\$ en capitaux propres. De ce montant, nous avons financé un montant de 405 M\$ pour une participation de 44 %, et le reste des capitaux propres a été fourni par des partenaires institutionnels. Le reste du prix d'achat a été financé au moyen d'un financement par emprunt à long terme d'environ 3,1 G\$.

Westinghouse est l'un des plus importants fournisseurs mondiaux de services d'infrastructures pour le secteur de la production d'énergie, offrant des services d'entretien et de réparation critiques et des services d'approvisionnement en combustible haute technologie, en pièces de rechange et en matériel. En 2017, Westinghouse a été forcée de se placer sous la protection de la loi de la faillite par suite de l'échec de ses activités de construction secondaires. Cette situation nous a donné l'occasion d'acquérir une entreprise de classe mondiale qui autrement n'aurait pas été disponible à la vente, en proposant une sortie du processus de faillite. Westinghouse, qui s'est défait des activités de construction dans la faillite, est maintenant en bonne position pour aller de l'avant avec ses principales activités qui consistent à fournir des services d'infrastructures de première classe.

Nous sommes d'avis que nous avons abordé cet investissement de façon prudente, en fonction de l'hypothèse de travail selon laquelle au cours des 50 prochaines années la plupart des centrales nucléaires des clients de Westinghouse seront mises hors service, et aucune nouvelle centrale ne sera construite. Même dans ce contexte, compte tenu des flux de trésorerie élevés que génère l'entreprise, nous croyons que nous réaliserons un rendement ajusté en fonction du risque attrayant.

Plus intéressant encore, nous prévoyons de multiples avantages pour lesquels Westinghouse, en tant qu'organisation allégée et mieux définie, présente de bonnes perspectives de croissance au sein du secteur de l'énergie nucléaire grâce à des offres additionnelles de ventes croisées et de services, et à la conquête de nouveaux marchés et de marchés mal desservis. À l'échelle mondiale, la demande d'électricité continue d'augmenter en raison de la croissance démographique et économique. Afin de soutenir cette croissance de même que les besoins mondiaux en matière d'énergie de base durable, propre et sécuritaire, les pays du monde entier comptent sur l'énergie nucléaire comme une partie de leur composition des sources de production. L'énergie nucléaire représente une source d'énergie essentielle et propre dans l'ensemble et, selon nous, une forme d'énergie en croissance comme le sont les énergies renouvelables.

Nous avons augmenté nos facilités de crédit non garanties renouvelables auprès d'un consortium de relations bancaires mondiales pour un total de 825 M\$, ce que nous croyons être un niveau plus approprié pour une société de notre taille. Cette augmentation a fait passer nos liquidités à environ 2,2 G\$ à la fin du trimestre, et toutes les facilités de crédit générales demeurent inutilisées.

Les occasions pour la société en commandite d'augmenter ses flux de trésorerie au moyen d'acquisitions et de la croissance interne reposent sur des hypothèses à l'égard de nos activités et des marchés que la direction estime raisonnables dans les circonstances. Il n'existe aucune garantie à l'égard de la croissance de nos flux de trésorerie, du capital investi dans les acquisitions ou de la croissance interne. Se reporter à la rubrique « Déclarations prospectives » du présent rapport de gestion.

Résultats d'exploitation consolidés intermédiaires résumés non audités

Comparaison des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

Le tableau ci-dessous présente nos résultats d'exploitation pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2018 et 2017. D'autres précisions concernant nos résultats d'exploitation et notre performance financière sont fournies à la rubrique « Analyse sectorielle ».

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS), sauf les montants par part	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Produits	8 775 \$	4 870 \$	16 969 \$	6 804 \$
Coûts d'exploitation directs	(8 200)	(4 673)	(15 849)	(6 547)
Frais généraux et administratifs	(142)	(76)	(260)	(138)
Dotation aux amortissements	(105)	(88)	(211)	(153)
Charges d'intérêts	(83)	(50)	(169)	(69)
Bénéfice (perte) comptabilisé(e) selon la méthode de la mise en équivalence, montant net	(7)	14	10	24
Charge pour perte de valeur, montant net	—	(23)	—	(30)
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	90	9	106	281
Autres (charges) produits, montant net	(7)	(9)	(21)	5
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	321	(26)	575	177
(Charge) économie d'impôt exigible	(52)	(4)	(80)	—
(Charge) économie d'impôt différé	39	4	29	—
Bénéfice net (perte nette)	308 \$	(26) \$	524 \$	177 \$
Attribuable :				
Aux commanditaires	40 \$	(3) \$	5 \$	29 \$
Aux participations ne donnant pas le contrôle attribua- bles :				
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management	38	(3)	4	31
Aux commanditaires spéciaux	41	—	184	—
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	189	(20)	331	117
Bénéfice net (perte nette)	308 \$	(26) \$	524 \$	177 \$
Bénéfice de base et dilué par part de société en commandite ^{1, 2}	0,60 \$	(0,06) \$	0,07 \$	0,55 \$

1. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, dilué et pondéré en fonction du temps, compte tenu de l'échange de parts rachetables-échangeables détenues par Brookfield Asset Management contre des parts de société en commandite, s'est chiffré à 129,3 millions et à 129,3 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, et à 108,0 millions et à 108,0 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017.

2. Le bénéfice (la perte) attribuable aux parts de société en commandite après dilution est diminué(e) des distributions incitatives versées aux porteurs de parts de société en commandite spéciales au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, nous avons présenté un bénéfice net de 308 M\$, dont un bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de 119 M\$. Pour trimestre clos le 30 juin 2017, nous avons comptabilisé une perte nette de 26 M\$, une perte nette de 6 M\$ étant attribuable aux porteurs de parts. L'augmentation du bénéfice net est principalement attribuable à la hausse des prix et à l'amélioration de la performance opérationnelle de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et au profit net comptabilisé à la cession de notre participation dans notre entreprise de services de courtage immobilier. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par la dotation aux amortissements additionnelle et les charges d'intérêts liées aux acquisitions de 2017 et de 2018.

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, nous avons présenté un bénéfice net de 524 M\$, dont un bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de 193 M\$. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, nous avons présenté un bénéfice net de 177 M\$, dont un bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de 60 M\$. L'augmentation du bénéfice net est principalement attribuable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés précédemment ainsi qu'aux marges additionnelles à l'égard des projets pour notre entreprise de services de construction en Australie et en Europe. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par le profit net réalisé à la cession de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Produits

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, les produits ont augmenté de 3 905 M\$, pour s'établir à 8 775 M\$, comparativement à 4 870 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017. L'augmentation des produits s'explique principalement par l'acquisition de Greenergy au cours du deuxième trimestre de 2017. Les produits et les coûts d'exploitation directs de Greenergy comprennent une taxe à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Les taxes sont considérées comme un coût de production plutôt que comme une taxe de vente, puisque Greenergy a l'obligation de payer les taxes et en récupère le montant auprès des clients. Le montant brut transféré au titre des taxes est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. En outre, la hausse des prix de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et les acquisitions de notre entreprise de commercialisation de carburants en juillet 2017 et de Schoeller Allibert en mai 2018 ont contribué à l'augmentation des produits.

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les produits ont augmenté de 10 165 M\$, pour s'établir à 16 969 M\$, comparativement à 6 804 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017. L'augmentation des produits pour le semestre clos le 30 juin 2018 est principalement attribuable aux mêmes facteurs que ceux décrits précédemment, de même qu'aux produits additionnels découlant de notre acquisition de BRK Ambiental en avril 2017.

Coûts d'exploitation directs

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 3 527 M\$, pour se chiffrer à 8 200 M\$, par rapport à 4 673 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des coûts d'exploitation directs tient essentiellement à l'acquisition de Greenergy au deuxième trimestre de 2017. Comme il est mentionné précédemment, les produits et les coûts d'exploitation directs de Greenergy comprennent des taxes à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de ces taxes est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. De plus, les acquisitions de notre entreprise de commercialisation de carburants en juillet 2017 et de Schoeller Allibert en mai 2018 ont contribué à la hausse des coûts d'exploitation directs au cours du trimestre considéré.

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 9 302 M\$, pour se chiffrer à 15 849 M\$, par rapport à 6 547 M\$ à la période correspondante de 2017. L'augmentation des coûts d'exploitation directs est principalement imputable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés précédemment, de même qu'à l'acquisition de BRK Ambiental en avril 2017.

Frais généraux et administratifs

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, les frais généraux et administratifs ont augmenté de 66 M\$, pour s'établir à 142 M\$, comparativement à 76 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Les frais généraux et administratifs ont augmenté en raison des acquisitions de BRK Ambiental, de Greenergy et de notre entreprise de commercialisation de carburants au cours de 2017 et de Schoeller Allibert en 2018, dont l'apport aux frais généraux et administratifs a totalisé 48 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018. En outre, les honoraires de gestion ont augmenté en raison de la hausse du total du capital investi de la société en commandite par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les frais généraux et administratifs ont augmenté de 122 M\$, pour s'établir à 260 M\$, comparativement à 138 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison des facteurs susmentionnés.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements comprend l'amortissement pour déplétion lié aux actifs pétroliers et gaziers, l'amortissement des immobilisations corporelles et l'amortissement des immobilisations incorporelles. L'apport le plus important à la dotation aux amortissements provient de nos secteurs Activités industrielles et Énergie. La dotation aux amortissements de notre secteur Activités industrielles découle principalement de l'amortissement des immobilisations corporelles au sein de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et de notre entreprise de collecte, de traitement et de distribution des eaux. La dotation aux amortissements de notre secteur Énergie provient principalement de nos actifs pétroliers et gaziers, dont les immobilisations corporelles font l'objet d'un amortissement pour déplétion selon le mode des unités d'œuvre d'après les réserves prouvées et probables. Nous utilisons le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières (le « Règlement 51-101 ») pour définir et calculer les réserves prouvées et probables aux fins du calcul de la dotation aux amortissements. En général, la dotation aux amortissements est stable d'un exercice à l'autre; les variations importantes sont habituellement attribuables à l'entrée ou à la sortie d'actifs amortissables.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, la dotation aux amortissements a augmenté de 17 M\$ par rapport à la période correspondante close le 30 juin 2017. L'augmentation de la dotation aux amortissements tient principalement aux acquisitions de BRK Ambiental à la fin du mois d'avril 2017, de Greenergy en mai 2017, de notre entreprise de commercialisation de carburants en juillet 2017 et de Schoeller Allibert en mai 2018.

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, la dotation aux amortissements a augmenté de 58 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2017. L'augmentation de la dotation aux amortissements tient à des variations semblables à celles décrites pour le trimestre clos le 30 juin 2018.

Charges d'intérêts

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, les charges d'intérêts ont augmenté de 33 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2017. L'augmentation tient principalement à l'inclusion de coûts d'emprunts additionnels liés à BRK Ambiental, à Greenergy et à notre entreprise de commercialisation de carburants, qui ont toutes été acquises en 2017, ainsi qu'à Schoeller Allibert, acquise en 2018. L'augmentation est également attribuable aux charges d'intérêts additionnelles engagées par notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite en raison de la facilité d'emprunt à terme garantie de premier rang et de la facilité de crédit renouvelable conclues en février 2018.

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les charges d'intérêts se sont élevées à 169 M\$, ce qui représente une augmentation de 100 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2017. L'augmentation s'explique principalement par les facteurs mentionnés précédemment.

Bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, montant net

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, le bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence a diminué de 21 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution est principalement attribuable à une perte de valeur comptabilisée par notre entreprise de services liés à l'énergie de source marine et à la perte de l'apport provenant de notre entreprise de services de courtage immobilier, que nous avons cédée au cours du trimestre. La diminution a été partiellement compensée par l'apport supplémentaire de notre entreprise d'établissements de jeu, acquise au cours du premier trimestre de 2018.

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, le bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence a diminué de 14 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison des facteurs mentionnés précédemment.

Charge pour perte de valeur, montant net

Aucune charge pour perte de valeur n'a été comptabilisée pour le trimestre clos le 30 juin 2018. Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, la charge pour perte de valeur se chiffrait à 23 M\$, ce qui découle d'une réduction de valeur d'un placement dans notre secteur Énergie qui a été vendu au troisième trimestre de 2017.

Aucune charge pour perte de valeur n'a été comptabilisée au cours du semestre clos le 30 juin 2018. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, la charge pour perte de valeur s'est établie à 30 M\$, et elle découlait de la réduction de valeur mentionnée précédemment et de la réduction de valeur des actifs détenus en vue de la vente liés à notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite.

Profit sur les acquisitions et cessions, montant net

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, nous avons comptabilisé un profit net sur cession de 90 M\$, essentiellement lié au profit à la cession de notre participation de 33 % dans notre entreprise de services de courtage immobilier, ainsi qu'au profit comptabilisé à la vente d'actifs de drainage en acier de notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure. Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, nous avons enregistré un profit net sur cession de 9 M\$, qui avait principalement trait à la cession d'un titre de placement détenu au sein de notre secteur Énergie.

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, nous avons enregistré un profit net sur cession de 106 M\$, qui avait trait aux profits réalisés dont il a été question ci-dessus et au profit comptabilisé à la vente de certains terrains et immeubles de notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, nous avons enregistré un profit net sur cession de 281 M\$, qui avait principalement trait à la cession de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches et aux titres de placement détenus au sein de notre secteur Énergie.

Autres produits (charges), montant net

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, d'autres charges de 7 M\$ étaient principalement liées aux fluctuations de la juste valeur des dérivés de notre entreprise de distribution de carburants (« Greenergy »), partiellement compensées par une augmentation de valeur des bons de souscription détenus au sein de notre secteur Énergie. Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, les autres charges de 9 M\$ se rapportaient principalement aux ajustements à la juste valeur latente au sein de notre secteur Activités industrielles et Services commerciaux.

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les autres charges de 21 M\$ se rapportaient principalement aux facteurs susmentionnés et aux fluctuations de la juste valeur des couvertures au sein de nos activités liées à l'énergie au Canada. Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, les autres charges de 5 M\$ se rapportaient principalement aux profits latents sur les couvertures de nos activités liées à l'énergie au Canada, facteur en partie contrebalancé par une perte à la réévaluation d'un titre de placement dans notre secteur Énergie ainsi que par les ajustements à la juste valeur latente susmentionnés dans nos secteurs Activités industrielles et Services commerciaux.

Charge (économie) d'impôt sur le résultat

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, la charge d'impôt exigible et l'économie d'impôt différé se sont élevées à 52 M\$ et à 39 M\$, respectivement, comparativement à une charge d'impôt exigible de 4 M\$ et à une économie d'impôt différé de 4 M\$ pour la période correspondante de 2017. L'augmentation du total de la charge d'impôt, qui s'est chiffré à 13 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, comparativement à un total de la charge d'impôt de néant pour le trimestre clos le 30 juin 2017, est principalement attribuable à la hausse du bénéfice imposable pour le trimestre clos le 30 juin 2018, essentiellement au sein de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite. Le profit net comptabilisé à la cession de notre participation dans notre entreprise de services de courtage immobilier a également contribué à l'augmentation du bénéfice imposable.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, notre taux d'imposition effectif était de 4 %, alors que notre taux d'imposition composite était de 27 %. Au cours du trimestre, notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite a établi des pertes fiscales aux États-Unis, ce qui a donné lieu à une réduction de 20 % de notre taux d'imposition effectif.

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, la charge d'impôt exigible se chiffrait à 80 M\$, comparativement à néant au titre de la charge d'impôt exigible pour la période correspondante de 2017. L'économie d'impôt différé s'est chiffrée à 29 M\$, comparativement à une charge d'impôt différé de néant pour la période correspondante de 2017. L'augmentation du total de la charge d'impôt s'est chiffré à 51 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à un total de la charge d'impôt de néant pour la période correspondante de 2017, en raison des facteurs susmentionnés.

Sommaire des résultats

Résultats trimestriels

Le total des produits et du bénéfice net (de la perte nette) pour les huit plus récents trimestres se présente comme suit :

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS), sauf les montants par part	2018		2017				2016	
Trimestres clos les	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Produits	8 775 \$	8 194 \$	8 379 \$	7 640 \$	4 870 \$	1 934 \$	2 232 \$	2 043 \$
Coûts d'exploitation directs	(8 200)	(7 649)	(8 034)	(7 295)	(4 673)	(1 874)	(2 064)	(1 889)
Frais généraux et administratifs	(142)	(118)	(107)	(95)	(76)	(62)	(72)	(70)
Dotation aux amortissements	(105)	(106)	(109)	(109)	(88)	(65)	(67)	(71)
Charges d'intérêts	(83)	(86)	(67)	(66)	(50)	(19)	(19)	(24)
Bénéfice (perte) comptabilisé(e) selon la méthode de la mise en équivalence, montant net	(7)	17	8	37	14	10	(7)	28
Charge pour perte de valeur, montant net	—	—	(9)	—	(23)	(7)	(155)	—
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	90	16	—	(14)	9	272	—	29
Autres produits (charges), montant net	(7)	(14)	(72)	(41)	(9)	14	9	11
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	321	254	(11)	57	(26)	203	(143)	57
(Charge) économie d'impôt exigible	(52)	(28)	(11)	(19)	(4)	4	(7)	(8)
(Charge) économie d'impôt différé	39	(10)	16	6	4	(4)	16	3
Bénéfice net (perte nette)	308 \$	216 \$	(6) \$	44 \$	(26) \$	203 \$	(134) \$	52 \$
Attribuable :								
Aux commanditaires	40 \$	(35) \$	(79) \$	(8) \$	(3) \$	32 \$	(5) \$	9 \$
Aux participations ne donnant pas le contrôle attribuables :								
Parts rachetables-échangeables détenues par Brookfield Asset Management Inc.	38	(34)	(83)	(8)	(3)	34	(6)	11
Aux commanditaires spéciaux	41	143	117	25	—	—	—	—
Participations d'autres entités	189	142	39	35	(20)	137	(123)	32
Bénéfice net (perte nette)	308 \$	216 \$	(6) \$	44 \$	(26) \$	203 \$	(134) \$	52 \$
Bénéfice (perte) de base et dilué(e) par part de société en commandite ^{1, 2}	0,60 \$	(0,53) \$	(1,25) \$	(0,15) \$	(0,06) \$	0,61 \$	(0,13) \$	0,22 \$

1. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, dilué et pondéré en fonction du temps, compte tenu de l'échange de parts rachetables-échangeables détenues par Brookfield Asset Management contre des parts de société en commandite, s'est chiffré à 129,3 millions et à 129,3 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, et à 108,0 millions et à 108,0 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017.
2. Le bénéfice (la perte) attribuable aux parts de société en commandite après dilution est diminué(e) des distributions incitatives versées aux porteurs de parts de société en commandite spéciales au cours des trimestres clos le 30 septembre 2017, le 31 décembre 2017, le 31 mars 2018 et le 30 juin 2018.

Les produits et les charges d'exploitation varient d'un trimestre à l'autre, principalement en raison des acquisitions et des cessions d'entreprises, des fluctuations des taux de change, des cycles des affaires et économiques, des facteurs climatiques et du caractère saisonnier des activités sous-jacentes. Des facteurs économiques plus généraux, et la volatilité des prix des marchandises en particulier, ont une incidence importante sur plusieurs de nos activités, plus précisément au sein de nos secteurs Énergie et Activités industrielles. Le caractère saisonnier a une incidence essentiellement sur le secteur Services commerciaux. Certains de nos services commerciaux enregistrent habituellement un rendement plus solide au second semestre de l'exercice, tandis que d'autres services, comme notre entreprise de distribution de carburants, enregistrent un rendement plus solide aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice. Sur une base consolidée, nous ne prévoyons pas que le caractère saisonnier de nos activités aura une incidence significative sur nos résultats. Le caractère saisonnier influe également sur nos activités liées à l'énergie, qui génèrent habituellement de meilleurs résultats aux premier et quatrième trimestres. Le bénéfice net dépend des profits et des pertes périodiques sur les acquisitions, la monétisation et la dépréciation.

Examen de la situation financière consolidée

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 873 \$	1 106 \$
Actifs financiers	946	784
Débiteurs, montant net	4 454	4 362
Stocks et autres actifs	1 772	1 577
Actifs détenus en vue de la vente	96	14
Immobilisations corporelles	2 575	2 530
Actifs d'impôt différé	256	174
Immobilisations incorporelles	2 909	3 094
Placements mis en équivalence	483	609
Goodwill	1 677	1 554
Total de l'actif	17 041 \$	15 804 \$
Passif et capitaux propres dans l'actif net		
Passif		
Créditeurs et autres	6 185 \$	5 638 \$
Passifs associés aux actifs détenus en vue de la vente	15	—
Emprunts	5 079	3 265
Passifs d'impôt différé	807	837
Total du passif	12 086 \$	9 740 \$
Capitaux propres		
Commanditaires	1 477 \$	1 585 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux :		
Parts de rachat-échange, actions privilégiées et parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield Asset Management Inc.	1 348	1 453
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	2 130	3 026
Total des capitaux propres	4 955	6 064
Total du passif et des capitaux propres	17 041 \$	15 804 \$

Actifs financiers

Les actifs financiers se composent de titres négociables, de prêts et effets à recevoir, de contrats dérivés et de liquidités soumises à restrictions. Le solde des actifs financiers a augmenté de 162 M\$, passant de 784 M\$ au 31 décembre 2017 à 946 M\$ au 30 juin 2018. Cette augmentation est principalement attribuable à des ajustements de la juste valeur des titres négociables et des contrats dérivés de nos secteurs Énergie et Activités industrielles, ainsi qu'à un emprunt consenti relativement à un placement mis en équivalence au sein de notre secteur Énergie.

Le tableau suivant présente les actifs financiers, par secteur, au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services de construction	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
30 juin 2018	384 \$	56 \$	72 \$	434 \$	— \$	946 \$
31 décembre 2017	385 \$	53 \$	21 \$	325 \$	— \$	784 \$

Débiteurs

Les débiteurs ont augmenté de 92 M\$, passant de 4 362 M\$ au 31 décembre 2017 à 4 454 M\$ au 30 juin 2018. Cette augmentation est essentiellement attribuable à la hausse des débiteurs au sein de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et de Greenergy en raison de la hausse des prix pour les deux entreprises.

Stocks et autres actifs

Les stocks et autres actifs ont augmenté de 195 M\$, passant de 1 577 M\$ au 31 décembre 2017 à 1 772 M\$ au 30 juin 2018. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des stocks de matières premières et de produits finis à notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et des stocks à Greenergy, jumelée à l'acquisition de Schoeller Allibert. Le solde des stocks et autres actifs de Greenergy incluait les stocks de carburants et les certificats liés à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable. Ces certificats sont générés lors du mélange de biocarburants au sein des stocks de carburants de Greenergy et ils peuvent être vendus à d'autres pétrolières.

Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs détenus en vue de la vente s'élevaient à 96 M\$ au 30 juin 2018, comparativement à 14 M\$ au 31 décembre 2017. Au 30 juin 2018, certains actifs et passifs liés à des usines servant aux activités de préfabrication en béton et de drainage de notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure ont été reclassés comme étant détenus en vue de la vente. Le solde de 2017 comprenait des terrains et des bâtiments détenus en vue de la vente au sein de l'entreprise susmentionnée.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles se rapportent principalement à nos secteurs Activités industrielles, Services commerciaux et Énergie. Le solde des immobilisations corporelles de 2 575 M\$ au 30 juin 2018 a augmenté de 45 M\$ comparativement à 2 530 M\$ au 31 décembre 2017. L'augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de Schoeller Allibert, partiellement contrebalancée par le reclassement d'actifs de notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure dans les actifs détenus en vue de la vente.

Les immobilisations incorporelles sont principalement liées à nos secteurs Activités industrielles et Services commerciaux. Les immobilisations incorporelles ont diminué de 185 M\$, passant de 3 094 M\$ au 31 décembre 2017 à 2 909 M\$ au 30 juin 2018. Cette diminution est principalement attribuable à la finalisation des montants provisoires liés à la comptabilisation initiale de l'acquisition de BRK Ambiental, partiellement contrebalancée par l'acquisition de Schoeller Allibert.

Les dépenses d'investissement représentent des entrées d'immobilisations corporelles et elles comprennent les investissements de maintien, qui sont nécessaires au maintien de la performance actuelle de nos activités, ainsi que les investissements de croissance, qui sont effectuées afin d'acquérir de nouveaux actifs en vue d'élargir nos activités existantes. En ce qui concerne spécifiquement notre secteur Activités industrielles, nous incluons les entrées d'immobilisations incorporelles de BRK Ambiental dans les dépenses d'investissement en raison de la nature de ses accords de concession. Les dépenses d'investissement ont totalisé 91 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, sur lesquelles une tranche de 59 M\$ a été engagée par notre secteur Activités industrielles et une tranche de 25 M\$ a été engagée par notre secteur Services commerciaux.

Placements mis en équivalence

Les placements mis en équivalence ont diminué de 126 M\$, passant de 609 M\$ au 31 décembre 2017 à 483 M\$ au 30 juin 2018, principalement en raison de la cession de notre participation dans notre entreprise de services de courtage immobilier en mai 2018. La variation restante est attribuable à la distribution reçue de nos activités liées à l'énergie en Australie et à la finalisation des montants provisoires liés à la comptabilisation initiale de l'acquisition. Ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par l'acquisition de notre entreprise d'établissements de jeu au premier trimestre de 2018.

Goodwill

Le goodwill a augmenté de 123 M\$, passant de 1 554 M\$ au 31 décembre 2017 à 1 677 M\$ au 30 juin 2018, principalement en raison de l'acquisition de Schoeller Allibert en mai 2018.

Créditeurs et autres

Les créditeurs et autres ont augmenté de 547 M\$, passant de 5 638 M\$ au 31 décembre 2017 à 6 185 M\$ au 30 juin 2018. L'augmentation est principalement attribuable à l'augmentation des emprunts à court terme de Greenergy, à l'acquisition de Schoeller Allibert et à la hausse des passifs liés aux travaux en cours dans notre secteur Services de construction.

Emprunts

Vous trouverez de l'information sur les emprunts à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts

Au 30 juin 2018, notre structure du capital était composée de deux catégories de parts de société en commandite : les parts de société en commandite et les parts de commandité. Les parts de société en commandite permettent à leur porteur de toucher leur quote-part des distributions. Les parts de commandité donnent à leur porteur le droit de régir nos politiques financières et d'exploitation. Se reporter à la section 10.B., « Actes constitutifs – Description de nos parts et de notre convention de société en commandite », dans le rapport annuel sur formulaire 20-F.

La structure du capital de la société de portefeuille SEC est composée de trois catégories de parts de société : les parts de société en commandite spéciales, les parts du commandité gestionnaire et les parts de rachat-échange détenues par Brookfield. En sa capacité de porteur de parts de société en commandite spéciales de la société de portefeuille SEC, le commanditaire spécial a le droit de recevoir des distributions incitatives fondées sur une hausse de 20 % du prix des parts de la société en commandite par rapport à un seuil initial. Se reporter à la section 10.B., « Actes constitutifs – Description de nos parts et de notre convention de société en commandite », dans le rapport annuel sur formulaire 20-F.

Le conseil d'administration a approuvé le paiement d'une distribution incitative de 41 M\$ à Brookfield, soit 10,25 \$ par part de société en commandite spéciale, payable le 28 septembre 2018, selon le prix moyen pondéré en fonction du volume de 38,31 \$ par part (un cours qui excède le seuil de la distribution incitative antérieure de 36,72 \$ par part) et le nombre pondéré en fonction du temps de parts en circulation de 129 millions pour le trimestre. Dorénavant, le seuil de distribution incitative sera de 38,31 \$ par part.

Dans le cadre de la scission-distribution, Brookfield a souscrit des actions privilégiées de nos entités de portefeuille pour un montant de 15 M\$.

Le 10 août 2018, la Bourse de Toronto a accepté un avis déposé par la société en commandite annonçant son intention de commencer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant ses parts de société en commandite. En vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, notre conseil d'administration nous a autorisés à racheter un maximum de 10 % des parts émises et en circulation au 9 août 2018, soit 3 371 900 parts. À la date du présent rapport de gestion, aucun rachat n'avait été effectué en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017, le nombre total de parts de la société en commandite se détaille comme suit :

<u>PARTS</u>	30 juin 2018	31 décembre 2017
Parts de commandité	4	4
Parts de société en commandite	66 185 798	66 185 798
Participations ne donnant pas le contrôle :		
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield	63 095 497	63 095 497
Parts de société en commandite spéciales	4	4

Il n'y a eu aucun changement aux parts de la société en commandite depuis le 30 juin 2018.

Analyse sectorielle

IFRS 8, *Secteurs opérationnels*, exige que les secteurs opérationnels soient établis en fonction de rapports internes qui sont revus périodiquement par notre principal décideur opérationnel aux fins d'affectation des ressources aux secteurs et d'évaluation de la performance de ceux-ci. Les principales mesures utilisées par le principal décideur opérationnel pour l'évaluation de la performance et la prise de décisions concernant l'affectation des ressources sont les flux de trésorerie liés aux opérations, ou les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, et le BAIIA de la société. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt sur le résultat différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie et autres éléments. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts ou sur une base nette à la société mère. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société représentent une mesure clé de notre performance financière, et nous utilisons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour évaluer les résultats d'exploitation et la performance de nos activités. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence. Le BAIIA de la société est présenté sur une base nette aux porteurs de parts ou sur une base nette à la société mère. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non définies par les normes IFRS » pour une analyse plus détaillée et un rapprochement avec les mesures définies par les normes IFRS les plus comparables.

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2018 et 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Produits	8 775 \$	4 870 \$	16 969 \$	6 804 \$
Coûts d'exploitation directs	(8 200)	(4 673)	(15 849)	(6 547)
Frais généraux et administratifs	(142)	(76)	(260)	(138)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	63	24	122	42
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(314)	(91)	(609)	(114)
BAIIA de la société²	182 \$	54 \$	373 \$	47 \$
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	90	9	106	281
Charges d'intérêts	(83)	(50)	(169)	(69)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	(20)	(1)	(39)	(2)
Impôt exigible	(52)	(4)	(80)	—
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	60	35	124	(119)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	177 \$	43 \$	315 \$	138 \$

1. Attribuables aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.

2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non définie par les normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non définies par les normes IFRS » du rapport de gestion.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, nous avons présenté un BAIIA de la société de 182 M\$, une hausse de 128 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2017. L'augmentation du BAIIA de la société est principalement attribuable à la hausse du rendement de tous nos secteurs opérationnels, notamment en raison des biens meilleurs résultats générés par notre secteur Activités industrielles, principalement attribuables à notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite. L'augmentation est également attribuable à l'apport additionnel de BRK Ambiental, qui a été acquise au deuxième trimestre de 2017, de notre entreprise de services liés à l'énergie de source marine et de notre entreprise de commercialisation de carburants, que nous avons acquises au troisième trimestre de 2017, et de notre entreprise d'établissements de jeu acquise au premier trimestre de 2018.

Le BAIIA de la société a augmenté de 326 M\$ pour s'établir à 373 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 47 M\$ pour la période correspondante de 2017. Cette augmentation est attribuable aux mêmes résultats que ceux susmentionnés, ainsi qu'à la hausse des marges à l'égard des projets pour notre entreprise de services de construction en Australie.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, nous avons présenté des flux de trésorerie liés aux opérations de la société de 177 M\$, une hausse de 134 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2017. En plus des facteurs ayant contribué à l'augmentation du BAIIA de la société, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ont également augmenté en raison des profits nets comptabilisés à la cession de notre participation dans notre entreprise de services de courtage immobilier et de nos produits de drainage en acier par notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour le semestre clos le 30 juin 2018 se sont établis à 315 M\$, en hausse de 177 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ont augmenté pour les mêmes raisons que celles mentionnées précédemment, partiellement contrebalancées par le profit net réalisé de 84 M\$ attribuable aux porteurs de parts qui a été comptabilisé à la période précédente et qui découlait de la vente de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches, ainsi que par le profit net réalisé à la cession des titres de placement détenus au sein de notre secteur Énergie au cours du semestre clos le 30 juin 2017.

Services commerciaux

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Services commerciaux pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Produits	6 726 \$	3 273 \$	13 030 \$	3 889 \$
Coûts d'exploitation directs	(6 603)	(3 207)	(12 817)	(3 790)
Frais généraux et administratifs	(61)	(30)	(118)	(53)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	7	11	15	15
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(46)	(26)	(71)	(40)
BAIIA de la société²	23 \$	21 \$	39 \$	21 \$
Profit à la cession réalisé, montant net	55	1	55	6
Charges d'intérêts	(22)	(9)	(41)	(13)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	(1)	—	(1)	—
Impôt exigible	(13)	(4)	(17)	(4)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	19	8	34	11
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	61 \$	17 \$	69 \$	21 \$

Le tableau qui suit présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour notre secteur Services commerciaux au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Total de l'actif	5 361 \$	5 246 \$
Total du passif	4 257	4 236
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation ¹	593	562
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	511	448
Total des capitaux propres	1 104 \$	1 010 \$

1. Attribuables aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.
2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non définie par les normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non définies par les normes IFRS » du rapport de gestion.

Comparaison des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, les produits tirés du secteur Services commerciaux se sont chiffrés à 6 726 M\$, soit une hausse de 3 453 M\$, contre des produits de 3 273 M\$ pour la période correspondante de 2017. Les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 3 396 M\$ pour se chiffrer à 6 603 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, contre 3 207 M\$ pour la période correspondante de 2017. L'augmentation des produits et des coûts directs s'explique essentiellement par notre acquisition de Greenergy au cours du deuxième trimestre de 2017. Les produits et les coûts d'exploitation directs de Greenergy comprennent des taxes à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de ces taxes est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, la composante taxes incluse dans les produits et les coûts d'exploitation directs s'élevait à environ 2 678 M\$. De plus, l'acquisition de notre entreprise de commercialisation de carburants au troisième trimestre de 2017 a contribué à l'augmentation des produits et des coûts d'exploitation directs au cours du trimestre. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les produits et les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 9 141 M\$ et de 9 027 M\$, respectivement, par rapport au semestre clos le 30 juin 2017, principalement en raison des facteurs susmentionnés.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, le BAIIA de la société pour notre secteur Services commerciaux est demeuré stable à 23 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2017. La perte d'apport découlant de la cession de notre coentreprise de services de courtage immobilier a été contrebalancée par l'acquisition de notre entreprise de commercialisation de carburants au troisième trimestre de 2017 ainsi que par l'acquisition de notre entreprise d'établissements de jeu au cours du premier trimestre de 2018. Le BAIIA de la société pour le semestre clos le 30 juin 2018 s'est établi à 39 M\$, en hausse de 18 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des facteurs susmentionnés.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Services commerciaux se sont chiffrés à 61 M\$, soit une augmentation de 44 M\$, comparativement à 17 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017. L'augmentation est principalement attribuable à l'apport additionnel des acquisitions susmentionnées ainsi qu'au profit net de 46 M\$, après impôt, comptabilisé à la cession de notre participation dans notre entreprise de services de courtage immobilier. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour le secteur ont augmenté de 48 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018 en raison des mêmes facteurs que ceux susmentionnés.

Services de construction

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Services de construction pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Produits	1 133 \$	1 125 \$	2 176 \$	2 141 \$
Coûts d'exploitation directs	(1 108)	(1 104)	(2 128)	(2 124)
Frais généraux et administratifs	(11)	(11)	(21)	(22)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	—	—
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	—	—	—	1
BAIIA de la société²	14 \$	10 \$	27 \$	(4) \$
Profit à la cession réalisé, montant net	—	—	—	2
Charges d'intérêts	—	—	—	—
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	—	—	—	—
Impôt exigible	(9)	2	(13)	12
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	—	—	—	(1)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	5 \$	12 \$	14 \$	9 \$

Le tableau qui suit présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour notre secteur Services de construction au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Total de l'actif	2 671 \$	2 653 \$
Total du passif	1 829	1 694
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation ¹	—	—
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	842	959
Total des capitaux propres	842 \$	959 \$

1. Attribuables aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.
2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non définie par les normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non définies par les normes IFRS » du rapport de gestion.

Comparaison des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

Les produit de notre secteur Services de construction se sont chiffrés à 1 133 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 1 125 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017. Les produits ont augmenté de 35 M\$ pour se chiffrer à 2 176 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 2 141 M\$ pour la période correspondante de 2017. Sur le plan géographique, les produits se répartissent comme suit pour le trimestre clos le 30 juin 2018 : 55 % des produits proviennent de l'Australie (2017 – 53 %), 35 % du Royaume-Uni (2017 – 34 %), 9 % du Moyen-Orient (2017 – 12 %) et 1 % des autres régions (2017 – 1 %). Les produits et les charges d'exploitation directes ont augmenté de 4 M\$ et de 4 M\$, respectivement, par rapport au trimestre et au semestre clos le 30 juin 2017.

Le BAIIA de la société s'est chiffré à 14 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, en hausse de 4 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de l'augmentation de l'apport des marges liées à des projets en Australie au cours de la période considérée par rapport à une perte relative à un projet en Australie au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Les apports positifs provenant de l'Australie et du Royaume-Uni ont été partiellement contrebalancés par la baisse des niveaux d'activité au Moyen-Orient au cours du trimestre. Le BAIIA de la société pour le semestre clos le 30 juin 2018 s'est établi à 27 M\$, en hausse de 31 M\$ par rapport à la période correspondante de 2017. L'augmentation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent est principalement attribuable aux mêmes facteurs que ceux susmentionnés ainsi qu'au fait que le premier trimestre de 2017 a été marqué par l'incidence négative de la diminution des marges relatives à trois projets en Australie.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société se sont établis à 5 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, ce qui représente une diminution de 7 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ont subi l'incidence défavorable de la hausse de la charge d'impôt en Australie, qui va de pair avec l'augmentation de l'apport provenant de ce pays aux résultats au cours du trimestre. En outre, une modification des lois fiscales au Royaume-Uni vers la fin de 2017 a entraîné une augmentation globale de la charge d'impôt pour le trimestre. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour le semestre clos le 30 juin 2018 se sont établis à 14 M\$, en hausse de 5 M\$ par rapport à la période correspondante de 2017. Cette augmentation est principalement attribuable aux mêmes facteurs ayant contribué à l'augmentation du BAIIA de la société pour le semestre clos le 30 juin 2017, partiellement contrebalancés par la hausse de la charge d'impôt susmentionnée en 2018 jumelée aux économies d'impôt comptabilisées à l'égard des pertes d'exploitation subies à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le secteur continue d'obtenir des contrats, ayant conclu de nouveaux contrats d'environ 0,9 G\$ au cours du trimestre, incluant un immeuble de bureaux et trois immeubles résidentiels en Australie. Au 30 juin 2018, le carnet de commandes totalisait environ 8,5 G\$.

Activités industrielles

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Activités industrielles pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Produits	855 \$	406 \$	1 602 \$	637 \$
Coûts d'exploitation directs	(438)	(316)	(791)	(535)
Frais généraux et administratifs	(49)	(22)	(79)	(37)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	4	1	9	1
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(264)	(53)	(514)	(51)
BAIIA de la société²	108 \$	16 \$	227 \$	15 \$
Profit à la cession réalisé, montant net	35	8	51	237
Charges d'intérêts	(55)	(34)	(114)	(43)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	(1)	—	(2)	—
Impôt exigible	(29)	(5)	(49)	(13)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	36	23	79	(109)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	94 \$	8 \$	192 \$	87 \$

Le tableau qui suit présente les capitaux propres attribuables à la société mère pour notre secteur Activités industrielles au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Total de l'actif	6 388 \$	5 839 \$
Total du passif	5 290	3 189
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation ¹	1 031	1 989
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	67	661
Total des capitaux propres	1 098 \$	2 650 \$

1. Attribuables aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.
2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non définie par les normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non définies par les normes IFRS » du rapport de gestion.

Comparaison des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, les produits tirés du secteur Activités industrielles se sont établis à 855 M\$, ce qui représente une hausse de 449 M\$, contre 406 M\$ pour la période correspondante de 2017. Les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 122 M\$ pour se chiffrer à 438 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, contre 316 M\$ pour la période correspondante de 2017. L'augmentation des produits et des coûts d'exploitation directs est principalement imputable à une hausse des prix au sein de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite ainsi qu'aux produits et aux coûts d'exploitation directs additionnels découlant de notre acquisition de Schoeller Allibert au deuxième trimestre de 2018 et à l'apport sur un trimestre complet de BRK Ambiental. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les produits tirés de ce secteur se sont établis à 1 602 M\$, ce qui représente une hausse de 965 M\$, tandis que les coûts d'exploitation directs se sont établis à 791 M\$, ce qui représente une hausse de 256 M\$ par rapport à la période correspondante de 2017. L'augmentation des produits et des coûts d'exploitation directs s'explique principalement par les mêmes facteurs que ceux mentionnés précédemment.

Le BAIIA de la société de notre secteur Activités industrielles a augmenté de 92 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, par rapport au trimestre clos le 30 juin 2017. Le BAIIA de la société du secteur s'est chiffré à 227 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 15 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017. L'augmentation du BAIIA de la société s'explique principalement par les facteurs mentionnés précédemment, qui ont entraîné la hausse des produits et des coûts d'exploitation directs.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société de notre secteur Activités industrielles se sont chiffrés à 94 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 8 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour le trimestre clos le 30 juin 2018 ont augmenté principalement en raison des facteurs mentionnés précédemment, ainsi que du profit net comptabilisé à la vente de produits de drainage en acier par notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par la hausse des charges d'intérêt et de la charge d'impôt exigible engagées par notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite en raison de la facilité d'emprunt à terme garantie de premier rang conclue en 2018. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société se sont chiffrés à 192 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018, soit une augmentation de 105 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2017. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ont augmenté en raison des mêmes facteurs que ceux mentionnés précédemment, en partie contrebalancés par la hausse des charges d'intérêts découlant de l'acquisition de BRK Ambiental et de la vente de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches, laquelle s'est soldée par un profit net de 84 M\$ attribuable aux porteurs de parts pour le semestre clos le 30 juin 2017.

Énergie

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Énergie pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Produits	57 \$	64 \$	154 \$	133 \$
Coûts d'exploitation directs	(49)	(45)	(109)	(96)
Frais généraux et administratifs	(5)	(4)	(10)	(8)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	52	12	98	26
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(4)	(12)	(24)	(24)
BAIIA de la société²	51 \$	15 \$	109 \$	31 \$
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	—	—	—	36
Charges d'intérêts	(6)	(7)	(14)	(13)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	(18)	(1)	(36)	(2)
Impôt exigible	(1)	—	(1)	(1)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	5	4	11	(20)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	31 \$	11 \$	69 \$	31 \$

Le tableau qui suit présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour notre secteur Énergie au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Total de l'actif	1 686 \$	1 671 \$
Total du passif	494	536
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation ¹	506	475
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	686	660
Total des capitaux propres	1 192 \$	1 135 \$

1. Attribuables aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.
2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non définie par les normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non définies par les normes IFRS » du rapport de gestion.

Comparaison des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2018 et 2017

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, les produits tirés du secteur Énergie se sont établis à 57 M\$, ce qui représente une baisse de 7 M\$, contre 64 M\$ pour la période correspondante de 2017. Les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 4 M\$ pour se chiffrer à 49 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, contre 45 M\$ pour la période correspondante de 2017. La diminution des produits est principalement attribuable à la baisse des prix réalisés du gaz naturel et de la production au sein de notre entreprise d'énergie au Canada. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par l'intensification des activités de notre entreprise d'entretien de puits au Canada en raison d'une acquisition complémentaire réalisée en 2017. Les coûts d'exploitation directs ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'intensification des activités de notre entreprise d'entretien de puits au Canada susmentionnée. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les produits tirés de ce secteur se sont établis à 154 M\$, ce qui représente une hausse de 21 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2017, tandis que les coûts d'exploitation directs se sont établis à 109 M\$, ce qui représente une hausse de 13 M\$. L'augmentation des produits et des coûts d'exploitation directs par rapport à la période correspondante de 2017 s'explique principalement par l'intensification des activités de notre entreprise d'entretien de puits au Canada susmentionnée.

Le BAIIA de la société de notre secteur Énergie s'est chiffré à 51 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 15 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, le BAIIA de la société s'est établi à 109 M\$, ce qui représente une augmentation de 78 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En plus des facteurs expliquant les variations des produits et des coûts d'exploitation directs susmentionnés, notre secteur Énergie a tiré parti de l'apport additionnel au bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de l'acquisition de notre entreprise de services liés à l'énergie de source marine au cours du troisième trimestre de 2017, qui a représenté la majorité de l'augmentation du BAIIA de la société pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société de notre secteur Énergie se sont chiffrés à 31 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 11 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017. L'augmentation est principalement attribuable à l'acquisition susmentionnée de notre entreprise de services liés à l'énergie de source marine au cours du troisième trimestre de 2017. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société se sont chiffrés à 69 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 31 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ont augmenté au cours du semestre clos le 30 juin 2018 en raison des mêmes facteurs expliquant l'augmentation pour le trimestre clos le 30 juin 2018, ainsi que du profit net réalisé à la cession des titres de placement détenus au sein de notre secteur Énergie pour le semestre clos le 30 juin 2017.

Siège social et autres

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Siège social et autres pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Produits	4 \$	2 \$	7 \$	4 \$
Coûts d'exploitation directs	(2)	(1)	(4)	(2)
Frais généraux et administratifs	(16)	(9)	(32)	(18)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	—	—
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	—	—	—	—
BAIIA de la société²	(14) \$	(8) \$	(29) \$	(16) \$
Profit à la cession réalisé, montant net	—	—	—	—
Charges d'intérêts	—	—	—	—
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	—	—	—	—
Impôt exigible	—	3	—	6
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	—	—	—	—
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société²	(14) \$	(5) \$	(29) \$	(10) \$

Le tableau qui suit présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour notre secteur Siège social et autres au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Total de l'actif	935 \$	395 \$
Total du passif	216	85
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation ¹	—	—
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	719	310
Total des capitaux propres	719 \$	310 \$

1. Attribuables aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.
2. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non définie par les normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non définies par les normes IFRS » du rapport de gestion.

En vertu de notre convention de services-cadre, nous versons à Brookfield des honoraires de gestion de base trimestriels qui correspondent à 0,3125 % de notre total du capital investi (1,25 % annuellement), majorés du montant de la dette avec recours à l'égard d'une tierce partie, déduction faite de la trésorerie détenue par les entités de la société en commandite. Les honoraires de gestion se sont chiffrés à 13 M\$ et à 26 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, respectivement. Les frais généraux et administratifs liés aux charges du siège social comprenaient les honoraires d'audit et les jetons de présence. L'augmentation s'explique par la croissance du total du capital investi de la société en commandite par rapport à la période correspondante de 2017.

La société en commandite a conclu une convention de dépôt avec Brookfield en vertu de laquelle elle peut déposer des fonds auprès de Brookfield, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration. Le solde de tout dépôt est payable à vue et est assorti d'un taux d'intérêt convenu selon les conditions du marché. Au 30 juin 2018, le montant du dépôt était de 690 M\$ et était compris dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Rapprochement des mesures non définies par les normes IFRS

Flux de trésorerie liés aux opérations de la société

Pour mesurer notre performance, nous analysons, entre autres, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt sur le résultat différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie et autres éléments. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts, ou sur une base nette à la société mère. Les flux de trésorerie liés aux opérations sont une mesure de la performance opérationnelle non calculée conformément aux normes IFRS, lesquelles n'en donnent aucune définition normalisée. Il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ont les limites suivantes à titre d'outil d'analyse :

- Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ne tiennent pas compte de la dotation aux amortissements. Comme nous détenons des immobilisations à durée d'utilité déterminée, la dotation aux amortissements tient compte du fait que nous devons conserver ou remplacer nos actifs en vue de maintenir notre capacité à générer des produits.
- Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ne tiennent pas compte de l'impôt différé, qui pourrait devenir exigible si nous détenions nos actifs pour une longue durée.
- Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ne tiennent compte d'aucun ajustement à la juste valeur sans effet de trésorerie ou d'ajustement à la valeur de marché comptabilisé en résultat net.

En raison de ces limites, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ne devraient pas être considérés comme l'unique mesure de notre performance et ne devraient pas être considérés de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de nos résultats, tels qu'ils sont présentés en vertu des normes IFRS. Toutefois, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure clé que nous utilisons pour évaluer la performance de nos activités.

Lorsqu'ils sont considérés conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société permettent, à notre avis, une meilleure compréhension des facteurs et des tendances influant sur nos activités sous-jacentes, y compris l'incidence des emprunts. Ils nous permettent d'évaluer nos activités selon le rendement en trésorerie du capital investi en déduisant l'incidence des éléments sans effet de trésorerie et autres éléments. Nous rajoutons les amortissements, car le coût de base déprécié de nos actifs est reflété dans le profit final ou la perte finale à la cession réalisée. Nous rajoutons l'impôt différé, cet élément ne traduisant pas, à notre avis, la valeur actuelle des obligations fiscales en trésorerie réelles que nous devons acquitter, particulièrement si nos activités sont détenues longtemps. Nous rajoutons aussi les profits ou pertes sur évaluation sans effet de trésorerie comptabilisés en résultat net, car ils sont, par leur nature, sans effet de trésorerie et donnent une approximation, à un moment précis, de la valeur des éléments non courants. Nous rajoutons également les coûts de résiliation et de transaction, car, par leur nature, il s'agit de dépenses en capital.

BAIIA de la société

Nous utilisons également le BAIIA de la société comme mesure de la performance. Nous définissons le BAIIA de la société comme les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, excluant l'incidence des profits à la cession réalisés, des charges d'intérêts et de l'impôt exigible, ainsi que des profits à la cession réalisés, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence. Le BAIIA de la société est présenté sur une base nette aux porteurs de parts ou sur une base nette à la société mère. Le BAIIA de la société comporte des limites à titre d'outil d'analyse, car il ne tient pas compte des profits à la cession réalisés, des charges d'intérêts et de l'impôt exigible, ni de la dotation aux amortissements, de l'impôt différé, des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie et des pertes de valeur. En raison de ces limites, le BAIIA de la société ne devrait pas être considéré comme l'unique mesure de notre performance et ne devrait pas être considéré de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de nos résultats, tels qu'ils sont présentés en vertu des normes IFRS. Toutefois, le BAIIA de la société est une mesure clé que nous utilisons pour évaluer la performance de nos activités.

Lorsqu'il est considéré conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, le BAIIA de la société permet, à notre avis, une meilleure compréhension de la capacité de nos entreprises à générer un bénéfice récurrent, ce qui permet aux utilisateurs de mieux comprendre et d'évaluer la performance de nos activités sous-jacentes.

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA de la société et des flux de trésorerie liés aux opérations de la société avec le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts pour les périodes indiquées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	30 juin		30 juin	
	2018	2017	2018	2017
Produits	8 775 \$	4 870 \$	16 969 \$	6 804 \$
Coûts d'exploitation directs	(8 200)	(4 673)	(15 849)	(6 547)
Frais généraux et administratifs	(142)	(76)	(260)	(138)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence ¹	63	24	122	42
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ²	(314)	(91)	(609)	(114)
BAIIA de la société	182 \$	54 \$	373 \$	47 \$
Profit (perte) à la cession réalisé(e), montant net	90	9	106	281
Charges d'intérêts	(83)	(50)	(169)	(69)
Impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence ¹	(20)	(1)	(39)	(2)
Impôt exigible	(52)	(4)	(80)	—
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités ²	60	35	124	(119)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société	177 \$	43 \$	315 \$	138 \$
Amortissements	(105)	(88)	(211)	(153)
Charge pour perte de valeur, montant net	—	(23)	—	(30)
Autres produits (charges), montant net	(7)	(9)	(21)	5
Impôt différé	39	4	29	—
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ¹	(50)	(9)	(73)	(16)
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables à d'autres entités ²	65	76	154	116
Bénéfice net attribuable aux porteurs de parts	119 \$	(6) \$	193 \$	60 \$

1. La somme de ces montants correspond à une perte comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de 7 M\$ et à un bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 10 M\$, présentés dans le compte de résultat en vertu des normes IFRS, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, respectivement, et à un bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 14 M\$ et de 24 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, respectivement.
2. Le total des éléments en trésorerie et des éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux participations d'autres entités correspond à un profit net de 189 M\$ et de 331 M\$, présenté dans notre compte de résultat en vertu des normes IFRS, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, respectivement, et à une perte nette de 20 M\$ et un profit net de 117 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, respectivement.

Le tableau qui suit présente le rapprochement des capitaux propres attribuables aux parts de société en commandite, aux parts de commandité, aux parts de rachat-échange, aux actions privilégiées et aux parts de société en commandite spéciales avec les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour les périodes présentées.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Commanditaires	1 477 \$	1 585 \$
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux :		
Parts de rachat-échange, actions privilégiées et parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield	1 348	1 453
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts	2 825 \$	3 038 \$

Le tableau suivant présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts, par secteur, au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services de construction	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
30 juin 2018	511 \$	842 \$	67 \$	686 \$	719 \$	2 825 \$
31 décembre 2017	448 \$	959 \$	661 \$	660 \$	310 \$	3 038 \$

Situation de trésorerie et sources de financement

Pour gérer nos exigences en matière de liquidité et de capital, nous nous appuyons sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, la monétisation d'activités en pleine maturité au moment opportun, le refinancement de la dette et des entreprises en cours et l'utilisation de facilités de crédit. Nous visons à maintenir suffisamment de liquidités pour répondre à nos besoins continus en matière d'exploitation et pour conserver une distribution modeste.

Nos principaux besoins en matière de liquidité pour le prochain exercice portent notamment sur le respect des paiements liés au service de la dette, le financement des charges récurrentes, les dépenses d'investissement requises, les acquisitions faisant l'objet d'engagements et les occasions d'acquisition, lorsqu'elles se présentent. De plus, un élément fondamental de notre stratégie consiste à réaliser des acquisitions par la voie d'ententes de consortium mené par Brookfield conclues avec des investisseurs institutionnels ou des partenaires stratégiques, ainsi qu'à créer des partenariats afin de réaliser des acquisitions spécialisées ou des acquisitions à l'échelle mondiale. Brookfield a déjà démontré qu'elle peut diriger ce type de consortiums et de partenariats et qu'elle peut gérer activement les actifs sous-jacents afin d'améliorer le rendement. Les récentes acquisitions conclues par la société en commandite sont expliquées en détail à la rubrique « Faits nouveaux concernant notre entreprise » du rapport de gestion. Par exemple, la société en commandite, de concert avec des investisseurs institutionnels, a réalisé l'acquisition de Westinghouse pour un prix d'achat d'environ 4 G\$ le 1^{er} août 2018. Une tranche d'environ 920 M\$ de la transaction a été financée par des capitaux propres, et une tranche de 3,1 G\$, au moyen d'un financement par emprunt à long terme. La quote-part d'environ 405 M\$ de la société en commandite a été financée au moyen des liquidités disponibles.

Nos liquidités proviennent principalement des actifs financiers, des facilités de crédit inutilisées, des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et de notre accès aux marchés des capitaux publics et privés.

Le tableau suivant présente les emprunts, par secteur, au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Services commerciaux	Services de construction	Activités industrielles	Énergie	Siège social et autres	Total
30 juin 2018	1 072 \$	11 \$	3 647 \$	351 \$	(2) \$	5 079 \$
31 décembre 2017	1 178 \$	12 \$	1 693 \$	382 \$	— \$	3 265 \$

Au 30 juin 2018, l'encours de la dette de notre société en commandite s'élevait à 5 079 M\$, comparativement à 3 265 M\$ au 31 décembre 2017. Les emprunts s'établissent comme suit :

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Emprunts à terme et facilités de crédit	3 456 \$	1 745 \$
Financement de projets	567	449
Débetures	516	596
Programme de titrisation	203	249
Billets de premier rang	337	226
Total des emprunts	5 079 \$	3 265 \$

La société en commandite a conclu, par l'intermédiaire de ses entreprises en exploitation, des facilités de crédit avec des institutions financières importantes. Ces facilités de crédit se composent principalement de facilités d'exploitation renouvelables et de facilités d'exploitation à terme assorties de taux d'intérêt variables. Au niveau de l'exploitation, nous nous efforçons de maintenir un endettement prudent dont le remboursement peut être effectué au moyen des activités poursuivies. Sur une base consolidée, les emprunts de nos activités totalisaient 5 079 M\$ au 30 juin 2018, comparativement à 3 265 M\$ au 31 décembre 2017. L'augmentation de 1 814 M\$ tient principalement à un financement au moyen d'un emprunt à terme garanti de premier rang de 2,2 G\$ contracté par notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite, dont une tranche d'environ 400 M\$ a servi à rembourser la dette existante.

Nous finançons nos actifs surtout en ce qui a trait aux sociétés en exploitation au moyen d'emprunts qui, en général, sont sans recours contre la société en commandite ou nos autres activités et qui, en général, sont garantis par des actifs appartenant aux sociétés en exploitation respectives. En outre, des instruments de créance au niveau des sociétés en exploitation n'entraînent pas une déchéance croisée ou un défaut croisé à l'égard d'emprunts d'autres sociétés en exploitation. Cette dette revêt la forme de marges de crédit renouvelables, d'emprunts à terme et de titres de créance assortis de diverses échéances allant de 1 an à 22 ans. Au 30 juin 2018, l'échéance moyenne pondérée était de 6,0 années, et le taux d'intérêt moyen pondéré sur l'encours de la dette s'élevait à 6,8 %. Au 30 juin 2018, la capacité d'emprunt maximale de nos emprunts à terme et de nos facilités de crédit en ce qui a trait aux activités d'exploitation et aux autres filiales s'élevait à 7,7 G\$, dont une tranche de 5,1 G\$ avait été prélevée.

Le recours aux emprunts à terme et aux facilités de crédit est principalement lié aux activités poursuivies et aux dépenses d'investissement, ainsi qu'au financement des acquisitions. Les taux d'intérêt appliqués à ces facilités sont basés sur les taux d'intérêt du marché. Ces emprunts comprennent les clauses restrictives habituelles basées sur le ratio de couverture des charges fixes et le ratio de l'encours de la dette sur le BAIIA. Nos activités respectent actuellement toutes les clauses restrictives significatives de leurs emprunts à terme et de leurs facilités de crédit. Lorsque les conditions économiques sont ardues, y compris dans un contexte difficile relatif aux prix des marchandises, nous prenons des mesures proactives pour éviter que nos activités des secteurs Énergie et Activités industrielles manquent à leurs obligations en vertu des modalités de leurs facilités de crédit, notamment en modifiant ces instruments de créance ou, au besoin, en cherchant à obtenir une renonciation de la part des prêteurs. Notre capacité à procéder à des modifications ou, au besoin, à obtenir une renonciation ou à financer de toute autre façon cette dette dépend, entre autres, des conditions sur les marchés financiers et de notre situation financière à ce moment.

Une de nos entreprises de services immobiliers dispose d'un programme de titrisation en vertu duquel elle transfère une participation en copropriété indivise dans des débiteurs admissibles sur une base entièrement administrée, contre un produit en trésorerie, à leur juste valeur aux termes de l'entente. Bien que la vente de la participation en copropriété soit considérée comme une vente légale, la société en commandite a déterminé que le critère de décomptabilisation d'actifs n'a pas été satisfait, car il n'y a pas transfert de la quasi-totalité des risques et avantages liés au droit de propriété. Ce programme comprend des clauses restrictives liées aux ratios de défaut et de perte maximale (comme il est défini dans l'entente) et au ratio de rotation des débiteurs, car la dette est garantie par les débiteurs de l'entreprise. Au 30 juin 2018, la société en commandite respectait les clauses restrictives en vertu du programme de titrisation.

En 2017, la société en commandite a conclu avec Brookfield une facilité de crédit d'acquisition renouvelable permettant des emprunts d'un montant maximal de 500 M\$. La facilité de crédit est garantie par la société en commandite et par chaque filiale de la société en commandite ou de la société de portefeuille SEC, entièrement détenue de façon directe (en fonction des capitaux propres ordinaires en circulation), qui n'est pas autrement un emprunteur. La facilité de crédit sera libellée en dollars américains ou canadiens, et les avances seront consenties en fonction du LIBOR, du taux de base, du taux des acceptations bancaires ou du taux préférentiel. La facilité de crédit porte intérêt au LIBOR ou au taux des acceptations bancaires majoré de 3,75 %, ou au taux de base ou au taux préférentiel majoré de 2,75 %. En vertu de la facilité de crédit, nous devons également maintenir une valeur nette déconsolidée minimale. De plus, les facilités de crédit comportent des restrictions relatives à la capacité des emprunteurs et des garants à, entre autres, créer des privilèges, mener certaines fusions et consolidations et conclure des accords de couverture à des fins spéculatives. Aucun montant n'avait été prélevé sur cette facilité de crédit au 30 juin 2018. Le produit net supérieur à un seuil prédéterminé qui a été reçu des emprunteurs à la suite de la cession d'actifs ou de la contraction de dettes, ou de l'émission de titres de capitaux propres par les emprunteurs ou leurs filiales devra être affecté au remboursement de la facilité de crédit (au titre de laquelle de nouveaux prélèvements pourront ensuite être effectués dans le but de financer d'éventuels investissements). Cette nouvelle facilité de crédit a remplacé deux facilités de crédit renouvelables de trois ans qui ont été conclues le 20 juin 2016 dans le cadre de la scission-distribution de la société en commandite de Brookfield, soit i) une facilité de crédit d'exploitation permettant des emprunts d'un montant maximal de 200 M\$ aux fins du fonds de roulement et ii) une facilité permettant des emprunts d'un montant maximal de 300 M\$ aux fins du financement de nos acquisitions et de nos placements.

Au 31 décembre 2017, la société en commandite avait une facilité de crédit bilatérale non garantie de 250 M\$ avec un groupe de banques; cette facilité était disponible en dollars américains ou canadiens, et les avances portaient intérêt au LIBOR ou au taux des acceptations bancaires majoré de 2,75 %, ou au taux de base ou au taux préférentiel majoré de 1,75 %. Cette facilité venait à échéance en 2019 et elle était utilisée aux fins générales de l'entreprise. En vertu de la facilité de fonds de roulement bilatérale, nous devons maintenir une valeur corporelle nette minimale et des ratios d'endettement au niveau de la société en commandite.

En mai 2018, nous avons modifié et mis à jour la facilité de crédit pour en accroître la limite d'un montant de 475 M\$, la faisant ainsi passer à 725 M\$, auprès d'un groupe élargi de banques. En juin 2018, nous avons augmenté le montant de la facilité de crédit de 100 M\$ supplémentaires, pour le porter à 825 M\$. En plus du dollar américain et du dollar canadien, des montants peuvent désormais être prélevés sur la facilité de crédit en euros, en livres sterling ou en dollars australiens. Les avances en vertu de la facilité de crédit portent intérêt au taux précisé parmi le LIBOR, l'EURIBOR, le CDOR, le BBSY ou le taux des acceptations bancaires majoré de 2,50 %, ou au taux précisé entre le taux de base ou le taux préférentiel, majoré de 1,50 %. La date d'échéance de la facilité de crédit a été modifiée et reportée de deux ans jusqu'en août 2021.

Le tableau ci-dessous présente le ratio d'endettement net de la société en commandite au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2018	31 décembre 2017
Emprunts	5 079 \$	3 265 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 873)	(1 106)
Dette nette	3 206	2 159
Total des capitaux propres	4 955	6 064
Total des capitaux propres et de la dette nette	8 161 \$	8 223 \$
Ratio d'endettement net	39,3 %	26,3 %

Le commandité de la société en commandite a mis en œuvre une politique de distribution en vertu de laquelle nous comptons verser des distributions en trésorerie trimestrielles d'un montant initial actuellement évalué à environ 0,25 \$ par part, sur une base annualisée. Le 2 août 2018, le conseil d'administration du commandité de la société en commandite a déclaré un dividende de 0,0625 \$ par part, payable le 28 septembre 2018 aux porteurs de parts inscrits à la fermeture des bureaux le 31 août 2018.

En outre, le 29 juin 2018, le conseil d'administration, au nom de la société en commandite, en sa qualité de commandité de Brookfield Business L.P. (la « société de portefeuille SEC ») a déclaré un dividende de 10,25 \$ par part de société en commandite spéciale de la société de portefeuille SEC, payable le 28 septembre 2018. Le cours moyen pondéré en fonction du volume était de 38,31 \$ par part (un cours qui excède le seuil de la distribution incitative antérieure de 36,72 \$ par part), et il y avait 129 millions de parts en circulation au 30 juin 2018, ce qui s'est traduit par un montant de 41 M\$ à payer à Brookfield. Dorénavant, le seuil de la distribution incitative sera de 38,31 \$ par part.

Flux de trésorerie

Nous croyons actuellement avoir accès à suffisamment de sources de financement et nous continuerons à avoir recours aux ressources mises à notre disposition pour financer nos activités. Nos sources de financement futures comprennent les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, les emprunts, le produit de la monétisation d'actifs et le produit d'éventuelles émissions de capitaux propres futures, au besoin.

Au 30 juin 2018, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se chiffraient à 1 873 M\$, comparativement à 1 106 M\$ au 31 décembre 2017. Le tableau qui suit présente les flux de trésorerie nets pour les semestres clos les 30 juin 2018 et 2017.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Semestres clos les 30 juin	
	2018	2017
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	191 \$	(324) \$
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(278)	(710)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	895	1 030
Incidence des taux de change sur la trésorerie	(41)	(1)
Total	767 \$	(5) \$

Révision des chiffres correspondants

Les chiffres correspondants relatifs aux flux de trésorerie pour le semestre clos le 30 juin 2017 ont été révisés afin de corriger une erreur non significative décelée par la direction relativement au reclassement, dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie non audités, de flux de trésorerie liés aux découverts bancaires découlant d'une acquisition conclue par notre secteur Services commerciaux en mai 2017. Par conséquent, un montant de 358 M\$ auparavant présenté à titre de créiteurs et autres dans le poste Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net des activités d'exploitation, est désormais présenté au poste Produit d'autres facilités de crédit, montant net des activités de financement. Les chiffres correspondants de 2017 présentés dans l'information supplémentaire sur les flux de trésorerie de la note 20 ont également été mis à jour afin d'éliminer le découvert bancaire auparavant comptabilisé aux créiteurs et autres. Cette correction de classement au tableau des flux de trésorerie est non significative et elle n'a eu aucune incidence sur les états intermédiaires résumés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres non audités historiques de la société en commandite.

Le tableau suivant présente en détails l'incidence de la correction de classement au tableau des flux de trésorerie pour les périodes closes le 30 juin 2017, le 30 septembre 2017, le 31 décembre 2017 et le 31 mars 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	30 juin 2017	30 septembre 2017	31 décembre 2017	31 mars 2018
Montants auparavant présentés				
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	(12) \$	174 \$	(91) \$	(228) \$
Produit d'autres facilités de crédit, montant net	—	—	—	—
Montants corrigés				
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	(370) \$	(165) \$	(451) \$	(405) \$
Produit d'autres facilités de crédit, montant net	358	339	360	177

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Le total des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour le semestre clos le 30 juin 2018 s'est établi à 191 M\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation de 324 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour le semestre clos le 30 juin 2018 tiennent principalement à l'apport additionnel lié aux meilleurs résultats de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite en raison d'une hausse des prix et du volume pour le semestre clos le 30 juin 2018.

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement

Le total des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour le semestre clos le 30 juin 2018 s'est chiffré à 278 M\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement de 710 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017. Nos activités d'investissement ont eu principalement trait à l'acquisition de Schoeller Allibert, à l'acquisition complémentaire au sein de nos entreprises de gestion d'installations et à l'acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles, principalement au sein de nos secteurs Services commerciaux et Activités industrielles. Ces acquisitions ont été partiellement contrebalancées par le produit en trésorerie reçu à la cession de notre participation dans notre entreprise de services de courtage immobilier.

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement

Le total des flux de trésorerie provenant des activités de financement s'est élevé à 895 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 1 030 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017. Au cours du semestre clos le 30 juin 2018, nos emprunts, déduction faite des remboursements, se sont établis à 1 749 M\$ et ils se composaient principalement d'un emprunt à terme garanti de premier rang de 2,2 G\$ obtenu par notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite, sur lequel une tranche d'environ 400 M\$ a été utilisée pour rembourser la dette existante. Au cours du semestre clos le 30 juin 2018, les distributions à d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation, déduction faite du capital fourni par d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation, se sont chiffrées à 917 M\$ et elles se composaient principalement de distributions versées par notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal des activités, nos filiales en exploitation détiennent des garanties bancaires, des garanties d'assurance et des lettres de crédit en cours auprès de tierces parties. Au 30 juin 2018, le montant total en cours était d'environ 1,5 G\$. Si un montant est prélevé sur une de ces lettres de crédit ou garanties, nos filiales en exploitation auront l'obligation de rembourser l'émetteur de la lettre de crédit ou de la garantie. La société en commandite n'exerce pas ses activités, autres que celles liées aux placements mis en équivalence, par l'intermédiaire d'entités qui ne sont pas consolidées dans les états financiers et elle ne s'est pas engagée contractuellement ou n'a pas garanti de soutenir toute obligation financière significative qui n'est pas reflétée dans les états financiers.

Nos entreprises de construction et autres activités sont tenues de donner, dans le cours normal des activités, des garanties et des indemnités relativement à l'exécution des obligations contractuelles des entités contrôlées, des entreprises associées et des parties liées. Toute perte connue à ce titre a été prise en compte.

Dans le cours normal des activités, nous signons des conventions qui prévoient des indemnités et qui accordent des garanties à des tiers relativement à certaines transactions, notamment des cessions ou des acquisitions d'entreprises, des projets de construction, des projets d'investissement et des ventes ou des achats d'actifs ou de services. Nous avons également convenu d'indemniser nos administrateurs et un certain nombre de nos dirigeants et employés. La nature de la presque totalité des engagements d'indemnisation ne nous permet pas d'établir une évaluation raisonnable du montant maximal que nous pourrions être tenus de verser à des tiers, car bon nombre d'ententes ne fixent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle. Par le passé, nous n'avons versé aucun montant important en vertu de ces conventions d'indemnisation. En outre, nous avons conclu des conventions d'indemnisation avec Brookfield relativement à certains projets au Moyen-Orient qui étaient en cours avant la scission-distribution. En vertu de ces conventions d'indemnisation, Brookfield a convenu de nous indemniser pour la réception de paiements au titre de ces projets.

À l'occasion, nous pourrions éventuellement être tenus responsables à l'égard de litiges et de réclamations qui surviennent dans le cours normal des activités. Le 3 juillet 2017, un client a fait une réclamation au titre de la garantie de bonne exécution et de la garantie bancaire de paiement anticipé, pour un montant d'approximativement 32 M\$, relativement à un projet au Moyen-Orient. La direction a contesté avec succès cette réclamation, qui a été confirmée par les tribunaux locaux. Le 22 février 2018, l'appel de la décision du tribunal par le client a donné lieu à un paiement au titre des garanties bancaires, en raison de la structure de la garantie. La direction continue de présenter des demandes reconventionnelles aux tribunaux locaux, et à l'heure actuelle, toute perte associée à ce projet ne peut être évaluée, et le paiement connexe n'est pas probable.

Instruments financiers – stratégie de couverture du risque de change

Dans la mesure où cela s'avère intéressant sur le plan économique, la stratégie de la société en commandite consiste à couvrir une partie de ses placements en titres de capitaux propres ou de ses flux de trésorerie exposés au risque de change. La stratégie de couverture du risque de change de la société en commandite consiste à tirer parti de toute couverture naturelle qu'il pourrait y avoir au sein des activités, à financer les activités par des emprunts en monnaie locale dans la mesure du possible et à recourir à des contrats dérivés dans la mesure où les couvertures naturelles ne sont pas suffisantes.

Le tableau qui suit présente la partie couverte de notre placement en devises, au 30 juin 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Couvertures d'investissement net						
	USD	CAD	AUD	BRL	GBP	EUR	Autres
Placement net en titres de capitaux propres	932 \$	716 \$	453 \$	325 \$	419 \$	(249) \$	230 \$
Contrats de change – \$ US	486	(349)	(50)	—	(58)	(29)	—

Au 30 juin 2018, nous disposons d'une couverture d'environ 26 % à l'égard de notre placement net en titres de capitaux propres en devises. Notre principale exposition non couverte est liée à notre placement en réels brésiliens et à certaines de nos activités au Canada dans le cadre desquelles des couvertures naturelles existent au sein des entreprises. Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, nous avons comptabilisé des profits nets latents avant impôt de 32 M\$ dans les autres éléments du résultat global relativement à ces contrats.

Obligations contractuelles

Un élément indissociable de la stratégie de notre société en commandite consiste à participer avec des investisseurs institutionnels à des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur, lesquels visent des acquisitions correspondant au profil de capital-investissement de Brookfield. Dans le cours normal des activités, notre société en commandite a pris des engagements envers des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur afin de participer à ces acquisitions ciblées dans l'avenir, lorsqu'elles seront identifiées, le cas échéant.

Dans le cours normal des activités, nous concluons des ententes contractuelles qui pourraient exiger des paiements de trésorerie futurs. Le tableau ci-dessous présente nos obligations contractuelles au 30 juin 2018.

(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)	Paiements au 30 juin 2018				
	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	De 3 à 5 ans	Par la suite
Emprunts	5 118 \$	612 \$	1 088 \$	1 220 \$	2 198 \$
Obligations en vertu des contrats de location-financement	40	12	5	17	6
Contrats de location simple	675	123	81	187	284
Charges d'intérêts	781	159	142	337	143
Passifs relatifs au démantèlement	874	7	4	11	852
Obligations à l'égard des régimes de retraite	132	13	12	36	71
Obligations en vertu de contrats	341	134	22	67	118
Total	7 961 \$	1 060 \$	1 354 \$	1 875 \$	3 672 \$

Transactions entre parties liées

Nous avons conclu un certain nombre de transactions entre parties liées avec Brookfield, comme il est mentionné à la note 14 des états financiers intermédiaires.

Événements postérieurs

Après le 30 juin 2018, la société en commandite a été partie à un certain nombre d'événements postérieurs, comme il est mentionné à la note 21 des états financiers intermédiaires.

Méthodes comptables, estimations et jugements critiques

La préparation des états financiers exige que la direction formule des jugements, estimations et hypothèses critiques qui ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté des produits et des charges qu'il n'est pas facile d'établir à partir d'autres sources, durant la période de présentation de l'information financière. Ces estimations et hypothèses connexes sont fondées sur des données historiques et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont revues périodiquement. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision ne touche que cette période, ou dans la période de révision et les périodes futures si la révision touche à la fois la période actuelle et les périodes futures.

Pour en savoir davantage sur les méthodes comptables, jugements et estimations critiques, veuillez vous référer à la rubrique « Principales méthodes comptables », à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités aux 31 décembre 2017 et 2016 et pour les exercices clos les 31 décembre 2017, 2016 et 2015.

Contrôles et procédures

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2018, aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Nous avons exclu de notre évaluation le contrôle à l'égard de l'information financière de Schoeller Allibert Group B.V., dont le contrôle a été acquis le 15 mai 2018. Les états financiers de cette entité constituent 5 % du total de l'actif, 5 % de l'actif net, 1 % des produits et -5 % du bénéfice net des états financiers consolidés de notre société en commandite au 30 juin 2018 et pour le trimestre clos à cette date.

Changements futurs de méthodes comptables

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), qui entraîne la comptabilisation de la plupart des contrats de location au bilan, faisant disparaître la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement. Toutefois, le traitement comptable appliqué par le bailleur demeure essentiellement le même et la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement reste inchangée. IFRS 16 annule et remplace IAS 17, *Contrats de location*, et les interprétations connexes et entre en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019.

La société en commandite a participé à des séances de planification stratégique avec ses filiales et ses entreprises associées afin de leur fournir des directives sur les principaux éléments à considérer et de préparer un plan d'adoption. La société en commandite évalue ses ententes contractuelles existantes pour repérer les contrats de location qui devraient être inscrits à l'actif en vertu de la nouvelle norme. Les étapes suivantes consisteront notamment à réaliser la quantification initiale des obligations existantes, à évaluer toute incidence possible sur les systèmes informatiques et les contrôles internes et à examiner les informations supplémentaires requises par la nouvelle norme.

IFRS 16 peut être adoptée soit selon une approche rétrospective complète, soit selon une approche rétrospective modifiée, en vertu de laquelle toute incidence découlant de la transition est comptabilisée en capitaux propres au 1^{er} janvier 2019, et les périodes comparatives ne sont pas retraitées. À l'heure actuelle, la société en commandite entend adopter l'approche rétrospective modifiée et évalue certaines mesures de simplification prévues dans la nouvelle norme.

La société en commandite continue d'évaluer l'incidence globale d'IFRS 16 sur ses états financiers consolidés.

Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (« IFRIC 23 »), qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Aux termes de l'interprétation, une entité doit évaluer s'il est probable qu'une administration fiscale accepte un traitement fiscal incertain utilisé par une entité, ou qu'une entité se propose d'utiliser, dans sa déclaration de revenus et elle doit faire preuve de jugement pour déterminer si chaque traitement fiscal doit être considéré isolément, ou si certains traitements fiscaux devraient plutôt être regroupés. Son choix doit se faire en fonction de la méthode offrant les meilleures prévisions quant au dénouement de l'incertitude. L'entité doit aussi déterminer s'il est probable que l'autorité compétente accepte chaque traitement fiscal ou chaque ensemble de traitements fiscaux, en supposant que l'autorité fiscale habilitée à contrôler un montant déclaré contrôlera effectivement le montant en question et aura, pour ce faire, pleine connaissance de toute l'information pertinente. L'interprétation peut être appliquée de façon entièrement rétrospective ou selon l'approche rétrospective modifiée sans retraitement de l'information comparative. La société en commandite évalue actuellement l'incidence d'IFRIC 23 sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Nouvelles méthodes comptables adoptées

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »), précise de quelle façon et à quel moment les produits doivent être comptabilisés et prescrit la présentation d'informations additionnelles. IFRS 15 exige la présentation d'informations au sujet de la nature, du montant, du calendrier et du degré d'incertitude des produits et des flux de trésorerie provenant de contrats conclus avec des clients. IFRS 15 annule et remplace IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IAS 11, *Contrats de construction*, et un certain nombre d'interprétations liées aux produits. IFRS 15 s'applique à presque tous les contrats conclus avec des clients, les principales exceptions concernant les contrats de location, les instruments financiers et les contrats d'assurance.

La société en commandite a adopté cette norme en utilisant l'approche rétrospective modifiée, selon laquelle un ajustement cumulatif est comptabilisé dans le solde d'ouverture des bénéfices non distribués le 1^{er} janvier 2018, comme si la norme avait toujours été en vigueur, et pour lequel les périodes correspondantes ne sont pas retraitées. La société en commandite a choisi de se prévaloir de la mesure de simplification à l'égard des modifications de contrats. Au moment de l'adoption, la société en commandite a comptabilisé une diminution du solde d'ouverture des bénéfices non distribués d'environ 260 M\$ attribuable à la société en commandite, déduction faite de l'impôt, découlant principalement de notre entreprise de services de construction. Selon IFRS 15, les produits tirés des contrats de services de construction de la société en commandite continueront d'être comptabilisés progressivement. Toutefois, un seuil de probabilité supérieur doit être atteint avant de pouvoir comptabiliser les produits liés à une contrepartie variable, notamment les incitatifs et les réclamations, et les variations découlant des modifications apportées à des contrats. En vertu d'IAS 18 et d'IAS 11, les produits étaient comptabilisés lorsqu'il était probable que les travaux réalisés donneraient lieu à des produits. En vertu d'IFRS 15, les produits sont plutôt comptabilisés lorsqu'il est hautement probable qu'aucun ajustement à la baisse important des produits n'aura lieu en raison de ces modifications. Se reporter à la note 2 c) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour connaître l'incidence de l'adoption d'IFRS 15.

Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), qui annule et remplace IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 établit des principes d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers en vue de la présentation d'informations pertinentes et utiles aux utilisateurs des états financiers pour l'appréciation des montants, du calendrier et du degré d'incertitude liés aux flux de trésorerie futurs de l'entité. Cette norme comprend également une nouvelle norme en matière de comptabilité de couverture générale qui lie plus étroitement la comptabilité de couverture aux activités de gestion des risques d'une entité. Elle ne modifie pas entièrement les différentes catégories de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité. Cependant, IFRS 9 permettra à un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées pour la gestion des risques d'être admissibles à l'application de la comptabilité de couverture et permettra d'exercer davantage son jugement au moment d'évaluer l'efficacité des relations de couverture. La société en commandite a adopté cette norme en utilisant l'approche rétrospective sans retraitement, selon laquelle un ajustement cumulatif est comptabilisé dans le solde d'ouverture des bénéfices non distribués le 1^{er} janvier 2018, comme si la norme avait toujours été en vigueur, et pour lequel les périodes correspondantes ne sont pas retraitées. Au moment de l'adoption, la société en commandite a comptabilisé un ajustement du solde d'ouverture des bénéfices non distribués de néant attribuable à la société en commandite, déduction faite de l'impôt. Se reporter à la note 2 e) des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour connaître l'incidence de l'adoption d'IFRS 9.

Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée

En décembre 2016, l'IASB a publié IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée* (« IFRIC 22 »), qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'interprétation précise que la date de la transaction aux fins de la détermination du cours de change à employer lors de la comptabilisation initiale de l'actif, de la charge ou du produit connexe (ou de la partie d'actif, de charge ou de produit connexe) est la date de la comptabilisation initiale, par l'entité, de l'actif non monétaire ou du passif non monétaire issu du paiement ou de la réception de la contrepartie anticipée. L'interprétation peut être appliquée de façon rétrospective ou prospective. L'adoption d'IFRIC 22 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

BROOKFIELD BUSINESS PARTNERS L.P.

bbu.brookfield.com

NYSE: BBU
TSX: BBU.UN